

CAHIER DES



LE MAGAZINE DES UNITÉS MIXTES / INSTITUTS FRANÇAIS
DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER (UMIFRE) / 2020 / N°7



DOSSIER : ÉPIDÉMIES ET RECOMPOSITION DES ENVIRONNEMENTS

FOCUS SUR LES OBSERVATOIRES DES UMIFRE

ENTRETIEN AVEC THOMAS LACROIX
DE LA MAISON FRANÇAISE D'OXFORD

L'EXPERTISE ARCHÉOLOGIQUE ET PATRIMONIALE
FRANCO-ÉTHIOPIENNE POUR SAUVEGARDER
LES ÉGLISES DE LALIBELA



SOMMAIRE

3 ÉDITORIAL

4 ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

- De nouveaux partenariats clés pour les UMIFRE..... 4
- Focus sur les observatoires des UMIFRE 5



- Les sangliers au cœur d'un projet européen 8
- Les *International Research Network*, un outil du CNRS complémentaire des UMIFRE 10
- L'expertise archéologique et patrimoniale franco-éthiopienne au profit de la sauvegarde des églises de Lalibela 12



14 L'ENTRETIEN

• Entretien avec Thomas Lacroix

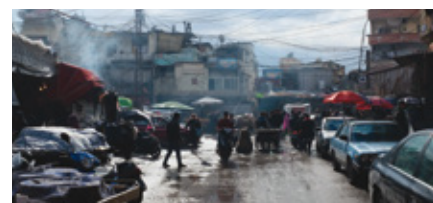
18 DOSSIER : ÉPIDÉMIES ET RECOMPOSITION DES ENVIRONNEMENTS

- Les épidémies à la lumière de la complémentarité entre sciences « dures » et sciences humaines et sociales : ce que nous a appris l'épidémie du SIDA..... 19
- La souffrance des oubliés du *lockdown* dans les villes indiennes 23
- Japon, l'autre modèle dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19 ? 26
- L'Éthiopie au temps du coronavirus... retour sur un suivi discret de la pandémie en Éthiopie 30



- Informalité et Covid-19 : initiatives de l'IFAS-Recherche en Afrique du Sud 34
- Produire des savoirs citoyens face à l'urgence sociale en Angola..... 36
- La société civile en Tunisie face à la Covid-19 : le cas de la mobilisation

- spontanée des jeunes des villes de l'intérieur 40
- Une petite entreprise agro-alimentaire mexicaine face à la Covid-19 : Maizajo, productrice de tortillas nixtamalisées, au-devant de la continuité..... 42
- L'Amérique Centrale par la pandémie 45
- Les migrants au Liban face à la double crise sanitaire et économique 48



51 COMMÉMORATIONS

Les 30 ans de 1989

54 UN PEU DE LITTÉRATURE

56 ARRIVÉES ET DÉPARTS

- Bienvenue à 56
- Bonne continuation à 57

59 ÉVÉNEMENTS À VENIR

62 LES UMIFRE DANS LE MONDE

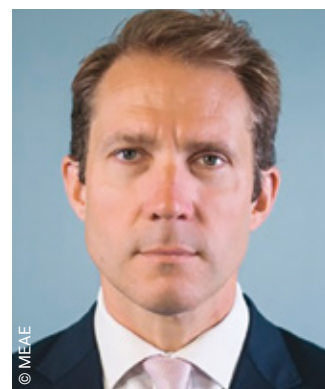
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, **Centre national de la recherche scientifique** Institut des sciences humaines et sociales **Fondation Maison des sciences de l'homme** Valorisation des UMIFRE **Comité éditorial** Diane Bami (CNRS), Marta Craveri (FMSH), Sylvie Démurger (CNRS), Alexandra Duperray (FMSH), Axelle Fofana (MEAE), Bernard Humbaire (MEAE), Manon Lainé-Silas (MEAE), Armelle Leclerc (CNRS), Saman Musacchio (CNRS), Matthieu Ravaut (CNRS), Stéphanie Salha (MEAE), Maëlle Sergheraert (MEAE) **Crédits photos** Photos et illustrations fournies par les auteurs ou en licence CC **Conception graphique** Maquette et mise en page : Marion Raffaitin **Cahier des UMIFRE** ISSN 2742-0094 © FMSH-UMIFRE-MEAE-CNRS, 2020 Impression : Direction de l'information légale et administrative 26, rue Desaix 75727 Paris Cedex 15 N°7 - Décembre 2020 **Le réseau des UMIFRE** Les UMIFRE sont des unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger placées sous la cotutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et du Centre national de recherche scientifique (CNRS). Un réseau de 27 centres de recherche français, répartis sur tous les continents, abordant toutes les sciences humaines et sociales, en contact avec les institutions de recherche locales et françaises. **Rejoignez-vous sur** www.umifre.fr Facebook @umifre.shs Twitter @Umifre_shs

“ Le *Cahier des UMIFRE* revient en 2020. Fruit du partenariat entre le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le CNRS et la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH), le magazine s'attache cette année encore à promouvoir la diversité des activités, des disciplines et des travaux de recherche menés par les Unités mixtes/Instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE).

Alors que le monde traverse depuis le début de l'année 2020 une crise d'une gravité exceptionnelle, le réseau des centres de recherche en sciences humaines et sociales s'est immédiatement mobilisé pour contribuer à la compréhension des enjeux liés à la pandémie de la Covid-19. Par leur implantation dans plus de trente pays et leur production scientifique interdisciplinaire, les UMIFRE sont à même d'offrir une analyse inédite des bouleversements sanitaires, sociaux, économiques et politiques actuellement en cours. Ce nouveau numéro du *Cahier des UMIFRE*, dont le dossier thématique s'intitule « Epidémies et recomposition des environnements » met en valeur l'apport des UMIFRE pour éclairer la décision politique et montre qu'il appartient à tous de penser cette crise inédite.

Dans ce contexte, la réactivité des UMIFRE repose en premier lieu sur leur implantation sur le terrain, au plus près de leur sujet de recherche. Les nombreux observatoires thématiques autour desquels sont organisés ces centres de recherche, à l'image des observatoires urbains de l'Institut français du Proche-Orient ou de l'Institut français d'études sur l'Asie centrale, se sont ainsi révélés pertinents et efficaces pour étudier les conséquences de la pandémie sur les sociétés observées. Les chercheuses et chercheurs des UMIFRE ont, dans ce contexte de crise, élaboré de nouveaux outils de veille scientifique, comme l'illustrent les enquêtes réalisées par le Centre français des études éthiopiennes ou les projets de cartographie et d'études statistiques développés par la Maison franco-japonaise de Tokyo.

En second lieu, les contributions des UMIFRE se distinguent par la proximité des sujets de recherche et des enjeux partagés d'une région à l'autre. Ainsi, l'approche politique interrogeant les conséquences de l'épidémie sur les régimes en place, les politiques publiques mises en œuvre et plus profondément la structure des appareils d'Etat est étudiée dans l'ensemble du réseau, du Japon à l'Amérique centrale. Les recompositions sociales et territoriales constituent également un axe transversal. Si plusieurs UMIFRE



s'attachent à observer les effets de la crise sanitaire sur les populations les plus exposées, tels que les habitants les plus pauvres des villes indiennes ou les travailleurs migrants au Liban, d'autres analysent les différentes formes de mobilisation de la société civile et de la jeunesse, en particulier sur le continent africain, en Tunisie ou en Angola. Enfin, les dynamiques migratoires représentent un champ d'étude caractéristique du travail interrégional mené par les UMIFRE, ouvrant des perspectives de projets de recherche en commun, tel qu'envisagé à la Maison française d'Oxford.

L'adaptation du réseau des UMIFRE dans le contexte de la pandémie ne doit pas pour autant occulter la pluralité des projets développés sur le temps long par ces instituts. Aussi, le rayonnement international de la recherche française en sciences humaines et sociales est marqué en 2020 par la conclusion de nouveaux partenariats académiques et par l'obtention de récompenses et financements de prestige, tels que ceux du Conseil européen de la recherche. C'est l'ensemble de ces actualités que présente ce septième numéro du *Cahier des UMIFRE*, illustrant l'excellence scientifique de ces centres de recherche et leur caractère essentiel à la compréhension des bouleversements du monde contemporain.

Bonne lecture !

➤ **Matthieu PEYRAUD** (Directeur de la culture, de l'enseignement, de la recherche et du réseau Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)

➤ **François-Joseph RUGGIU** (Directeur de l'Institut des sciences humaines et sociales Centre national de la recherche scientifique)

Nouveaux partenariats clés

Le développement des partenariats avec les acteurs de la recherche locaux, tout comme avec les institutions françaises, est une mission au cœur des projets portés par les UMIFRE. En échangeant à la fois une expertise en sciences humaines et sociales, une méthodologie spécifique ou encore en établissant un relais précieux vers la France, ces collaborations renforcées offrent aux UMIFRE et à leurs partenaires des opportunités de mises en contact, d'accès au terrain et de constitution d'équipes de chercheurs d'excellence. Ainsi, chaque année, les UMIFRE négocient, signent et renouvellent des accords de coopération structurants : retour sur trois d'entre eux.

1 RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE LA PLATEFORME CEFRES AVEC L'ACADÉMIE TCHÈQUE DES SCIENCES ET L'UNIVERSITÉ CHARLES DE PRAGUE



© CEFRES

Le 6 novembre 2019 a été signé à Prague l'avenant à la convention de la Plateforme CEFRES, prolongeant pour cinq années supplémentaires la coopération fructueuse entre les tutelles françaises du Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES), l'Académie tchèque des sciences et l'Université

Charles. Cette plateforme, qui a permis d'engager en 2014 une véritable renaissance de l'UMIFRE de Prague, repose à la fois sur une collaboration équilibrée, un dispositif de formation doctorale conjointe et une production scientifique d'excellence. Son succès est incarné par le programme TANDEM, à travers lequel la première équipe de recherche franco-tchèque en sciences humaines et sociales

a remporté fin 2019 un prestigieux Consolidator Grant du Conseil européen de la recherche (ERC – voir p.8). Le renouvellement pour cinq années de ce partenariat inscrit ainsi dans le temps long le modèle d'une plateforme de recherche parfaitement intégrée, au service de la coopération scientifique franco-tchèque et européenne.

2 UN ACCORD POUR RENFORCER LES LIENS ENTRE LE CENTRE D'ÉTUDES FRANÇAIS SUR LA CHINE CONTEMPORAINE ET L'UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE HONGKONG



Le Centre d'études français sur la Chine

contemporaine (CEFC), UMIFRE créée en 1995 et dont le siège est à Hongkong, prend possession de nouveaux locaux à compter d'octobre 2021 au sein de la prestigieuse Université des sciences et technologies (HKUST). Ce partenariat d'excellence témoigne du lien fort qui unit les deux institutions de recherche. Les chercheurs et les étudiants du CEFC bénéficieront d'une structure à la pointe de la modernité, d'une bibliothèque de référence et pourront prendre part aux séminaires organisés au sein de HKUST. Signée par le Consul Général et le Président de HKUST, la convention qui unit les deux centres atteste avec éclat le rôle fondamental que joue la France dans les études sur la Chine contemporaine sur la scène internationale.

3 LES TUTELLES DE L'INSTITUT FRANCO-ALLEMAND DE SCIENCES HISTORIQUES ET SOCIALES DE FRANCFORT RENOUVELLENT LEUR COOPÉRATION JUSQU'EN 2025

Le 1^{er} septembre 2020 a été reconduite pour cinq ans la convention de partenariat renforcé entre le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Ecole des Hautes études en sciences sociales (EHESS) et l'Université Goethe de Francfort, régissant depuis 2015 l'Institut franco-allemand de sciences historiques et sociales (IFRA-SHS). A travers une articulation subtile



entre ses missions scientifiques d'une part – développement de projets de recherche conjoints, formation des étudiants et chercheurs, valorisation de la recherche franco-allemande – et culturelles d'autre part,

l'IFRA-SHS représente un modèle partenarial original au plus près des communautés académiques et de la société civile.

Tout en consacrant la gouvernance binationale de l'Institut, le renouvellement de la convention de coopération entre ces trois tutelles réaffirme l'excellence et l'ancrage scientifique privilégié de l'IFRA-SHS dans le champ franco-allemand.

Focus sur les observatoires des UMIFRE

Dans le cadre de leur mission de recherche, d'analyse et de compréhension des sociétés dans lesquelles elles sont implantées, les UMIFRE se sont dotées d'observatoires. Ces dispositifs scientifiques ont pour objectif premier d'observer et documenter les évolutions et transformations des sociétés, tant politiques, sociales, économiques, qu'environnementales.

En se fondant sur une palette d'acteurs divers, les observatoires des UMIFRE croisent les regards et les disciplines, permettant ainsi des interprétations plurielles des changements vécus par les sociétés dans leur ensemble. Les différents observatoires travaillent en réseau en s'appuyant sur des partenariats solides avec des institutions locales. Au-delà de l'analyse et de la production de savoirs, les observatoires ont également pour mission de sensibiliser et de former, en facilitant l'accès à l'information et à la documentation. Le présent article propose un focus sur plusieurs observatoires des UMIFRE, mettant en avant leur conception historique, leurs caractéristiques propres et leur rôle dans le travail de production scientifique et de formation de ces centres de recherche.

L'Observatoire urbain du Proche-Orient de l'IFPO

Les observatoires naissent généralement à la suite d'une crise : l'Observatoire urbain du Proche-Orient est lancé à Beyrouth en 1991-1992 suite à la guerre civile. Face à un espace urbain en détresse, l'urgence est de reconstruire la ville, reloger la population et relancer l'économie. Héritier de la réflexion d'un groupe franco-libanais du CERMOC (Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain), l'Observatoire urbain du Proche-Orient s'institutionnalise comme structure au sein du DEC (Département d'études contemporaines) de l'Institut français du Proche-Orient (IFPO) en 1993. Son équipe fondatrice et pluridisciplinaire, composée d'urbanistes, d'architectes, d'historiens, de géographes, d'anthropologues, de sociologues et d'économistes, se concentre alors sur les vulnérabilités, les tensions politiques et les ressources mobilisées pour mieux s'interroger



© IFPO

Institut français du Proche-Orient (IFPO).

« Fort de sa pluridisciplinarité, l'Observatoire urbain de l'IFPO étend ses travaux au-delà de Beyrouth, couvrant par la suite le Liban, la Syrie, la Palestine, l'Irak et la Jordanie ».

sur les transformations urbaines. Fort de sa pluridisciplinarité, l'Observatoire urbain de l'IFPO étend ses travaux au-delà de Beyrouth, couvrant par la suite le Liban, la Syrie, la Palestine, l'Irak et la Jordanie. Des projets sont ainsi lancés tel que l'atlas sociogéographique du Liban, la revue en ligne *Villes et territoires du Moyen-Orient*. En 2015, la dimension patrimoniale est introduite. Aujourd'hui, l'observatoire urbain de l'IFPO se veut un espace de dialogue et de partage : organisation d'événements sur l'urbain et de formations et écoles doctorales, mais aussi accès à des données rares à travers sa bibliothèque, sa cartothèque, et sa base de données pour le système d'informations géographiques (SIG). En collaboration avec les institutions de recherche en études urbaines, locales et européennes, il participe à divers programmes, afin

ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

d'appréhender les nouvelles dynamiques urbaines, tel que l'ANR Skakk « De la révolte à la guerre en Syrie : conflits, déplacements, incertitudes » (CéSor, 2018-2021), ou encore l'IRN Circulations et consommations au Moyen-Orient. Religieux en transition, urbanités « genrées » et économies métropolitaines connectées (2019-2022).

L'Observatoire urbain et l'Observatoire de la vie politique turque de l'IFEA d'Istanbul

L'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) crée, en 1988, un observatoire urbain afin d'analyser les dynamiques urbaines et la métropolisation d'Istanbul et d'autres villes turques. Sous l'égide du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et du Bureau de la recherche architecturale au ministère de l'Équipement et du logement, l'Observatoire urbain d'Istanbul est rapidement devenu un point d'interface entre la Turquie et l'Europe, apportant son expertise dans des programmes d'étude et de conseil. En 2005, face aux dynamiques de mutation et aux interrogations sur la vie politique du pays, initiés par la candidature de la Turquie à l'Union européenne, l'IFEA d'Istanbul fait le choix d'analyser et valoriser la recherche sur la sociologie politique de la Turquie contemporaine (action publique, architecture institutionnelle, élections, mobilisations sociales) à travers la création d'un nouveau dispositif : l'Observatoire de la vie politique turque (OVIPTOT). Placé sous la responsabilité de la politologue Sümül Kaya, l'OVIPTOT se veut avant tout un point de jonction entre les milieux de recherche turcs et français, méditerranéens et européens. Il favorise les recherches comparatives et les échanges entre spécialistes des sciences sociales travaillant sur la Turquie.

Centre de recherche, d'information et de ressources documentaires (valorisation scientifique au travers d'un blog sur la vie politique turque, de dossiers de presse, du fonds documentaire de la bibliothèque de l'IFEA, d'une plate-forme de carnets de recherche en sciences sociales *Hypothèses*) l'OVIPTOT met aussi l'accent sur son rôle d'accueil et de formation : les jeunes chercheurs de l'IFEA animent des séminaires d'initiation à la recherche ouverts aux stagiaires et étudiants européens en mobilité « Erasmus ».

En savoir plus

Retrouvez les ressources de l'Observatoire de la vie politique turque sur son blog hypothèses.org et dans les fonds documentaires de la bibliothèque de l'IFEA Istanbul.

L'Observatoire du développement durable de l'IFP de Pondichéry

Les observatoires sont aussi des lieux d'innovation. Symbole de la coopération scientifique franco-indienne, l'Institut français de Pondichéry (IFP) est un lieu interdisciplinaire axé notamment sur la recherche-action. Au-delà de ses expertises dans les sciences humaines et sociales mais aussi en indologie, informatique et en écologie, il analyse les dynamiques et les changements structurels de l'Inde, tant au niveau économique, social, qu'environnemental. Ce dernier aspect a été développé ces dernières années : l'IFP est devenu un observatoire du développement durable dans la région de Pondichéry, mais il mène aussi ses analyses dans le reste de l'Inde et en Asie du Sud.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence française de développement, l'IFP a lancé le projet RUSE (Urban and Socio-ecological Resilience of Pondicherry Bioregion) pour aborder le développement local et régional par une approche tridimensionnelle : sociale, sectorielle (patrimoine, gouvernance urbaine et écologique, gestion de l'eau) et spatiale (famille, quartier, ville, région...). En se liant à différentes parties prenantes, communautés, ONG ou Etat, en relation aussi avec le programme gouvernemental Smart City, le projet a pour objectif de favoriser les échanges entre différents acteurs publics et privés, locaux et régionaux, et apporter des réponses collectives aux défis de la durabilité des systèmes urbains et socio-écologiques.

Les connaissances qui découleront de ce projet, et les réponses collectives trouvées seront diffusées sous forme de publications scientifiques, mais aussi de débats, ateliers, expositions ou encore interventions artistiques, pour sensibiliser le grand public.



© IFP

Institut français de Pondichéry.

Les observatoires constituent également des outils-clés, ayant permis aux UMIFRE de se mobiliser immédiatement, à travers de formats innovants, dans le cadre de la crise liée à l'épidémie de la Covid-19.

L'Observatoire urbain-rural et des espaces naturels de l'Asie centrale de l'IFEAC

Face à l'épidémie de coronavirus, l'IFEAC a lancé un nouveau projet de veille politique, économique et sociale mené par un groupe pluridisciplinaire et s'intégrant à l'Observatoire urbain-rural et des espaces naturels de l'Asie centrale. Le choix d'intégrer ce nouvel axe à cet Observatoire vient précisément du caractère complexe de la problématique posée par la crise de la Covid-19 et de la nécessité de mener un travail scientifique au plus proche des ressources du terrain. L'objectif poursuivi est de croiser les approches disciplinaires pour comprendre au mieux l'impact multiple sur les pays d'Asie centrale de cette crise sanitaire globale. Cette crise inédite bouleverse l'ensemble des relations internationales et, à l'échelle de chaque pays, va engendrer d'autres crises encore plus grandes. Si le temps de la sortie de crise est différent de celui de la recherche fondamentale, l'urgence de penser la sortie de crise correspond à celle de penser dans un temps court avec les outils de réflexion dont chaque chercheur/expert dispose, cumulés à ceux issus de son expérience et de ses facultés d'imagination et d'analyse de données multiples. En lien avec ses partenaires en France et dans les quatre pays d'Asie centrale (Kirghizstan, Kazakhstan, Tadjikistan et Ouzbékistan), l'IFEAC a constitué un groupe de réflexion pluridisciplinaire « en ligne ». Le résultat d'un premier travail d'audit sur les quatre pays concernés est publié sur le site de l'IFEAC, en français et en russe dans une nouvelle ligne éditoriale, appelée Post-COVID 19 (voir le site www.ifeac.hypotheses.org).

Le collectif COCOMASR du CEDEJ au Caire

Depuis mai 2020, le collectif COCOMASR (collectif COVID Egypte) rassemble une quinzaine de chercheuses, doctorant.e.s et masterant.e.s rattaché.e.s au CEDEJ (Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales) au Caire. Son ambition est de produire des analyses s'inscrivant dans une démarche de sciences sociales, dans un contexte où la production de données – notamment chiffrées – est soumise à des restrictions gouvernementales et où la manipulation des sources sur ce thème apparaît sensible. Comment la société politique égyptienne fait-elle face à une épidémie constituée comme crise sanitaire globale et comme problème



En savoir plus

Retrouvez les deux premiers webinaires organisés par l'IFEAC en mai et en juillet 2020 sur sa chaîne You Tube, consacrés aux conséquences politiques et religieuses et aux conséquences économiques de la Covid-19.

« L'ambition est de produire des analyses s'inscrivant dans une démarche de sciences sociales, dans un contexte où la production de données – notamment chiffrées – est soumise à des restrictions ».

public ? Outre une chronologie détaillée du développement de la crise, trois grands objectifs se dégagent de cette enquête collective : a) une reconstitution des modalités et temporalités de la construction du problème public de la Covid-19 en Egypte ; b) une analyse de la prise en charge sanitaire, politique, sécuritaire, médiatique, religieuse et socio-économique de la crise, permettant d'identifier les acteurs étatiques et non-étatiques reconnus comme compétents pour agir ou revendiquant leur légitimité à agir ; c) un examen des effets localisés de la crise et de la mutation des pratiques sociales et spatiales, à partir d'entretiens menés sur une base d'interconnaissance élargie ainsi que d'observations des espaces publics et intermédiaires et de leurs usages.



Initiative inter-UMIFRE SOCOSMA : Séminaire d'observation de la Covid-19 dans les sociétés du monde arabe

Ainsi, les observatoires des UMIFRE existent sous des formes diverses et se réinventent constamment, au gré des mutations des sociétés et des bouleversements du monde contemporain dont ils constituent, sur le temps long, l'un des meilleurs outils d'analyse.

Les sangliers au cœur d'un projet européen

Un peu vite cantonné aux aventures de Gaulois, le sanglier se retrouve aujourd'hui à la une de l'actualité.

« Le porc sauvage eurasien ou *Sus scrofa* est au cœur d'importants enjeux économiques, écologiques, sociaux et politiques, insiste Virginie Vaté, chargée de recherche au CNRS au GSRL¹ et membre du CEFRES² de 2018 à 2020. Ces animaux ont connu une croissance exponentielle ces dernières décennies, ce qui a engendré des tensions entre différents acteurs. » Le sanglier a en effet tendance à dévaster les cultures et peut nuire à la biodiversité. Il peut aussi être porteur de la peste porcine africaine. Cette situation a conduit le Conseil européen de la recherche (ERC) à financer une étude ambitieuse sur le sujet, à hauteur de deux millions d'euros sur cinq ans.

En savoir plus

Voir article sur les partenariats clés p.4

Le projet est né d'une collaboration entre Luděk Brož, de l'Académie tchèque des sciences (CAS) et porteur de l'ERC, et Virginie Vaté, dans le cadre de TANDEM³, un partenariat franco-tchèque. Réunissant neuf chercheurs issus de sept pays européens, ce programme de recherche analyse trois thématiques enchevêtrées : les relations humains-sangliers, la chasse en Europe, ainsi que les liens entre sécurité sanitaire et médecine vétérinaire face à la peste porcine africaine.

« Cette maladie virale est l'un des plus gros points de crispation autour des sangliers, souligne Virginie Vaté. Si elle n'est pas transmissible à l'homme, la peste porcine africaine menace les élevages porcins, qui représentent des enjeux économiques considérables. » Pour éviter l'expansion de la peste porcine africaine, des zones blanches ont été installées près de la frontière belge, tandis que le Danemark a construit une barrière à sa frontière avec l'Allemagne. « Avec le coronavirus, la fermeture des frontières de l'Europe n'étonne plus, remarque la chercheuse, mais avant cette crise, cela a été une surprise de voir le Danemark se protéger ainsi, remettant en question la constitution de l'espace Schengen... alors même que la peste porcine africaine ne sévit pas en Allemagne⁴, mais en Pologne. Le sanglier suscite donc une forte angoisse et correspond à ce que Marie Roué de l'EAE⁵ et Vanessa Manceron du LESC⁶ appellent "un animal de la discorde" ». Des tensions existent ainsi avec les agriculteurs et les éleveurs de porcs, qui accusent parfois les chasseurs de ne pas gérer correctement le « cheptel » de sangliers. Et certaines décisions ont déclenché d'importantes vagues de protestations, comme en Pologne en janvier 2019 suite à un ordre d'abattage massif.



© Anibal Arregui

Les interactions directes entre humains et sangliers sont courantes à la périphérie de Barcelone.

1. Groupe sociétés religions laïcités, CNRS/EPHE.

2. Centre français de recherche en sciences sociales, implanté à Prague.

3. Partenariat franco-tchèque sous la tutelle de la CAS, de l'Université Charles de Prague et du CEFRES.

4. Un premier cas de peste porcine a finalement été découvert en Allemagne, au niveau de la frontière polonaise, sur un sanglier retrouvé mort en septembre 2020.

5. Eco-anthropologie, CNRS/MNHN.

6. Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, CNRS/Université Paris Nanterre.



Humains et sanglier partagent les espaces de loisirs à Vallvidrera (Barcelone).

Le suidé se répand pourtant toujours plus loin et notamment vers les centres urbains. À Barcelone, étudié au sein de l'ERC par Anibal Arregui de l'Université de Barcelone, les sangliers descendent du massif de Collserola, jusque dans la ville où une partie de la population les a pris en amitié, voire les nourrit. Les sangliers sont ainsi devenus une espèce synanthropique : plus vraiment sauvage, sans pour autant être domestiquée.

Cette situation octroie un rôle accru à la médecine vétérinaire et le projet s'interroge sur une éventuelle « vétérinarisation de la société ». « Nous voulons développer un champ d'études émergent équivalent à l'anthropologie médicale : l'anthropologie vétérinaire, détaille Virginie Vaté. À l'heure où l'on parle de "tournant animal" dans la recherche, la médecine vétérinaire a encore peu attiré l'attention des chercheurs. Nous souhaitons également examiner l'impact croissant de la médecine vétérinaire sur la gestion de crises sanitaires et sur les prises de décisions politiques. »

La chasse représente un autre volet du programme. « Cette activité est de moins en moins populaire en Europe, où le nombre de chasseurs ne cesse de diminuer, et est perçue de plus en plus négativement par le grand public. Mais les pratiques de chasse en Europe

« Cette situation a conduit le Conseil européen de la recherche (ERC) à financer une étude ambitieuse sur le sujet, à hauteur de deux millions d'euros sur cinq ans ».

aujourd'hui sont en fait très peu étudiées. »

D'autres facteurs, comme le changement climatique, l'agriculture intensive, l'expansion urbaine jouent un rôle dans la prolifération des sangliers. Par exemple, les hivers moins rigoureux réduisent la mortalité des marcassins tandis que le développement des plantations de maïs fournit une céréale dont l'animal est particulièrement friand. Ni le nombre de sangliers ni celui des questions qu'ils posent ne devraient donc diminuer de sitôt.



Pique-nique réunissant humains et sangliers à la périphérie de Barcelone.

Les *International Research Network*, un outil du CNRS complémentaire des UMIFRE

L'outil de coopération internationale IRN est destiné à consolider des réseaux de recherche internationaux.

« Pour les scientifiques, il existe différents outils pour financer des projets de recherche, mais peu pour créer et maintenir des réseaux », rappelle Sylvie Démurger, directrice adjointe scientifique Europe et international de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS. Mis en place par le CNRS au service de la structuration de réseaux de recherche internationaux, l'International Research Network (IRN) pallie ce manque. L'outil IRN est destiné à renforcer une collaboration déjà établie autour d'une thématique. Il se concrétise via une animation scientifique faite à travers des ateliers, des séminaires, des écoles thématiques ou des réunions de travail et donne lieu à des publications ou à des réponses communes à des appels à projets. Les 113 IRN existants au CNRS bénéficient de crédits spécifiques pour un montant total entre 50 000 et 75 000 euros sur la durée du projet.

D'une durée de 5 ans, l'IRN rassemble des scientifiques d'un ou plusieurs laboratoires français, dont au moins un laboratoire du CNRS, et de plusieurs laboratoires partenaires à l'étranger. Certains IRN ont la particularité d'impliquer plusieurs UMIFRE et leurs partenaires à l'étranger. Des « réseaux de réseaux » selon Frédéric Landy, coordinateur de l'IRN Sustain Asia, qui favorisent le lien avec les institutions locales.

Démarré en 2019, Sustain Asia met en commun les expertises cumulées des cinq UMIFRE d'Asie et de leurs partenaires locaux autour de la nécessité de mieux mettre en regard les défis que pose en Asie une croissance économique forte et inégale dans un environnement fragile. Ce réseau de recherche pluridisciplinaire et transversale

« L'IRN permet de la souplesse pour développer des projets plus exploratoires, avec un périmètre plurinationnel élargi ».

propose, dans une approche comparative, la mise en regard de résultats de recherche lors de rencontres internationales. « Cet IRN nous a permis de faire du réseau des UMIFRE un véritable réseau avec des contacts plus réguliers et approfondis, même au-delà de la thématique de l'IRN », témoigne le coordinateur. Également en lien avec l'Institut français de Pondichéry, l'IRN Archives of International Theory - An Intercultural Approach to Theoretical



L'équipe de l'IRN Sustain Asia Lors d'une visite de terrain à l'entrée du port de pêche de Pondichery (octobre 2018).

© Frédéric Landy



Colloque de l'IRN CirCoMO à Erbil (Kurdistan irakien) en 2018.

Manuscripts (AITIA) a démarré en 2020. « L'IRN instaure un dialogue entre tutelles, reflet d'une collaboration scientifique entre collègues aux intérêts communs, raconte la coordinatrice Benedetta Zaccarelli (CEFRES). Cette première phase de mise en place est sensible, parfois complexe, et d'autant plus délicate quand une crise sanitaire intervient. » Une crise qui retarde le projet... tout en l'encourageant. AITIA fédère en effet des spécialistes de disciplines variées (philosophie, sciences humaines, pensée politique, sciences de la nature, etc.), en provenance de 5 pays européens et de l'Inde, autour de la mémoire du processus de création des penseurs. Le réseau prévoit de concevoir des outils numériques pour représenter les dynamiques d'échange, assimilation et circulation des idées, des savants et de leurs œuvres. Une plateforme de dialogue dont le besoin s'accroît : « Les difficultés de déplacement renforcent le besoin d'accéder à des matériaux à distance, de réfléchir à la meilleure manière de conserver, rassembler et interroger ces éléments. » Une thématique liée à la mondialisation comme aussi dans l'IRN Circulations et consommations au Moyen-Orient (CirCoMO), coporté par Y.

« L'IRN est un bon outil, complémentaire et en synergie avec les UMIFRE ».

Morvan (CNRS) et Th. Boissière (Université Lyon 2/Ifpo). Ce réseau analyse, par l'urbain, comment les changements liés à la globalisation s'inscrivent dans des sociétés réputées conservatrices, et leur rôle dans les bouleversements politiques que la région connaît depuis 2011. En avril 2019, le colloque organisé par l'IRN à l'Université américaine de Beyrouth fut le dernier événement scientifique auquel l'anthropologue franco-iranienne Fariba Adelkhah a participé avant son arrestation. Reporté à cause de la Covid-19, le prochain événement devrait avoir lieu au Koweït en 2021. En plus de deux UMIFRE (l'Institut français du Proche-Orient et le Centre français de recherche de la péninsule arabique, anciennement CEFAS, au Koweït), l'IRN implique quatre partenaires étrangers (en Angleterre, Allemagne, au Liban et en Turquie), et trois laboratoires français. « L'IRN est un bon outil, complémentaire et en synergie avec les UMIFRE, conclut Yoann Morvan. Il permet de la souplesse pour développer des projets plus exploratoires, avec un périmètre plurinational élargi ».

L'expertise archéologique et patrimoniale franco-éthiopienne au profit de la sauvegarde des églises de Lalibela

Situé à 500 km au Nord de la capitale de l'Ethiopie, Addis-Abeba, le site de Lalibela est connu internationalement pour ses remarquables églises et galeries creusées dans la roche volcanique. Les onze églises, datant pour certaines du XIII^e siècle mais dont les prémices sont encore difficiles à dater, sont inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1978.

A lors que le site constitue depuis plusieurs siècles un lieu de pèlerinage pour les chrétiens de l'Eglise d'Ethiopie, il est également au cœur d'un vaste projet de conservation et de valorisation touristique soutenu par les autorités éthiopiennes. Dans ce cadre, l'expertise archéologique et patrimoniale française est mobilisée à plusieurs niveaux, en étroite collaboration avec les acteurs éthiopiens.

Une riche et ancienne coopération franco-éthiopienne au service de l'archéologie et du patrimoine

La France est un acteur reconnu en Ethiopie, fort d'une coopération ancienne, initiée dès les années 1950 au sein de l'Institut éthiopien d'archéologie. Ce partenariat privilégié perdure jusqu'à aujourd'hui à travers les projets menés par le service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Ethiopie et le Centre français des études éthiopiennes (CFEE), ainsi que ceux de la mission archéologique et historique de Lalibela, soutenue depuis dix ans par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Le Centre français des études éthiopiennes (CFEE), unité mixte/institut français de recherche à l'étranger (UMIFRE) spécialisée en sciences humaines et sociales et placée sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du CNRS, a contribué activement à la mise en œuvre de nombreux projets de coopération patrimoniale en Ethiopie. En 2010, il a par exemple financé le réaménagement muséographique de l'étage préhistorique du musée national d'Ethiopie, au sein duquel est notamment conservée la réplique du squelette de Lucy.



© Marie-Laure Derat

« La France et l'Ethiopie ont souhaité renforcer leurs liens de coopération au service de la préservation du site de Lalibela. »

Plus récemment, le CFEE en lien avec l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'Université Paris Sciences et Lettres, l'Ecole des Chartes et l'Institut national du patrimoine, a initié un projet d'inventaire et de numérisation des archives impériales du Palais (Ghebbi) à Addis-Abeba. Ce projet a été adossé à plusieurs actions de formation au métier d'archiviste à destination des étudiants éthiopiens. Aussi, c'est sur la base de ces initiatives alliant expertise scientifique et actions de terrain que la France et l'Ethiopie ont souhaité renforcer leurs liens de coopération au service de la préservation du site de Lalibela.

Lalibela : fer de lance de la coopération archéologique et patrimoniale franco-éthiopienne

Depuis 2019, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères s'est engagé aux côtés des acteurs

éthiopiens de l'archéologie et du patrimoine dans le cadre d'un projet financé par le Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI). Cette initiative d'ampleur, portée lors de la visite du Président de la République, M. Emmanuel Macron, en Ethiopie en mars 2019, consacre le riche patrimoine culturel éthiopien comme l'un des domaines prioritaires de la coopération entre la France et l'Ethiopie, et cible Lalibela en tant que site prioritaire d'intervention.

Intitulé « De Lalibela aux palais impériaux : appui à la valorisation du patrimoine éthiopien », le projet s'appuie sur l'expertise scientifique du CFEE et de la mission archéologique et historique à Lalibela. Il est élaboré en lien étroit avec les partenaires éthiopiens (le ministère de la Culture et du tourisme, la direction du patrimoine éthiopien (ARCCH), l'administration des Palais impériaux,...), et rassemble autour du CFEE tout un réseau de chercheurs et experts de l'Ethiopie, contribuant ainsi à créer un cadre d'échanges durables entre l'ensemble des parties prenantes. Il vise également à répondre à la demande du Premier Ministre éthiopien, M. Abiy Ahmed, d'une intervention française sur le site de Lalibela, tout en agissant au plan structurel sur le renforcement des politiques publiques éthiopiennes de valorisation du patrimoine et de professionnalisation des métiers du patrimoine.

Des actions à la hauteur des enjeux

A l'heure actuelle, les églises de Lalibela se trouvent menacées par l'érosion de la roche dans laquelle elles ont été sculptées. Certaines des églises présentent de sévères détériorations et des problèmes de structures (fissures, plafond éventrés,...) pouvant s'avérer dangereux pour les nombreux pèlerins et visiteurs nationaux comme internationaux. Une partie d'entre elles est protégée par des abris qui ont permis de limiter très sensiblement les effets de l'érosion.

Porté par un architecte chargé des monuments historiques, proposé par le ministère français de la Culture, et des scientifiques de la mission française de Lalibela, le projet en cours s'attache à étudier l'état de conservation du site et des bâtiments afin de proposer aux autorités et à l'Eglise éthiopiennes des pistes d'actions pour la préservation et la mise en valeur de ce site sans commune mesure en Afrique, intégrant la question du démantèlement, du maintien voire de la construction d'abris supplémentaires pour les églises.

Les équipes franco-éthiopiennes mènent des études techniques poussées, préalables à l'engagement des opérations de sécurisation et de restauration nécessaires sur le site. Les disciplines de recherche mobilisées vont de l'archéologie à l'histoire de l'art, en passant par l'architecture, ou encore la géologie et les technologies 3D. Ces études indispensables ont pour



Mission archéologique et historique Lalibela – 2019.

© Marie-Laure Derat

« Ce projet d'une envergure exceptionnelle à Lalibela illustre toute la complémentarité entre acteurs du réseau français à l'étranger : UMIFRE, missions archéologiques et experts du patrimoine, au service de la coopération franco-éthiopienne ».

objectif de mesurer notamment les effets du climat et des fortes saisons des pluies sur le bâti des églises et aboutiront, d'ici le printemps 2021, à l'élaboration de solutions de préservation et de mise en valeur les plus adaptées et respectueuses du site que de son activité religieuse et touristique.

Aussi, afin de sécuriser certains éléments du site et des bâtiments qui pourraient mettre en péril la sécurité des fidèles et des visiteurs, la France s'apprête à appuyer la mise en œuvre d'une vingtaine de mesures conservatoires d'urgence afin de préserver le site.

Enfin, cette coopération a pour objectif plus général d'accompagner les autorités et institutions éthiopiennes du patrimoine en matière de renforcement des capacités dans les domaines de la formation professionnelle et de la gestion de projets patrimoniaux et culturels. Pour ce faire, de nombreuses actions seront déployées (chantiers-écoles, appui à la recherche, mise en réseau de chercheurs et d'experts, création d'un centre de ressources numériques,...) afin de soutenir l'appropriation par les acteurs locaux des outils et méthodes nécessaires à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine national éthiopien.

Ainsi, ce projet d'une envergure exceptionnelle à Lalibela illustre toute la complémentarité entre acteurs du réseau français à l'étranger : UMIFRE, missions archéologiques et experts du patrimoine, au service de la coopération franco-éthiopienne et de la sauvegarde de ce site historique. Alors que le projet pourrait à l'avenir être poursuivi par de nouvelles opérations dans le cadre de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit (ALIPH), ainsi qu'avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), sa réussite participe du rayonnement de l'expertise française à l'étranger et de son articulation toujours plus étroite avec les partenaires, opérateurs et bailleurs locaux, comme internationaux.

Monsieur **Thomas Lacroix**,

directeur de recherche au CNRS et chercheur
à la Maison française d'Oxford.



Thomas Lacroix, dans le cadre de vos travaux à la Maison française d'Oxford, vous coordonnez avec Nelly Robin, géographe de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), un projet collaboratif visant à analyser les relations entre

Covid-19 et migrations internationales et avez initié une veille médiatique sur ce thème.

Qu'est-ce qui vous a amené à lancer ce projet à l'aide de fils d'actualité ?

Thomas Lacroix : Ce projet procède d'une démarche tout à fait spontanée. Confronté à l'avalanche d'informations sur les migrations en temps de pandémie, j'ai voulu ouvrir un fil d'actualité

sur le réseau social Seenthis¹. Cette initiative n'avait rien de prémédité et je ne pensais même pas en faire un projet de recherche. Elle relevait davantage du réflexe professionnel : un moyen de rendre compte de cette actualité foisonnante, articulée autour de la fermeture des frontières, de mobilités contrariées, des retours forcés ou de la crise sanitaire dans les lieux de rétention. Lorsque j'ai fait part de cette initiative sur les listes de diffusion des spécialistes de la migration, j'ai immédiatement été contacté par Nelly Robin, géographe IRD au sein du laboratoire Migrations Internationales, Espaces et Sociétés (MIGRINTER), qui a souhaité ouvrir un fil d'actualité sur l'Afrique subsaharienne². Nous avons été peu à peu rejoints par d'autres chercheurs, chacun offrant une perspective complémentaire. Notre groupe inclut aujourd'hui dix personnes et un cartographe. Nous nous sommes également rapprochés d'une équipe d'informaticiens de l'Université d'Artois pour le traitement automatisé des données.

La collecte s'est déroulée lors du pic de la pandémie, entre mars et juin 2020. Ensemble, nous avons collecté plus de 4 250 coupures de presse issues de l'ensemble du globe.

Pouvez-vous rappeler quels sont les principaux objectifs de votre projet ?

T. L. : Comme je l'ai mentionné, ce projet est d'abord une initiative spontanée. Il n'est pas porté par des objectifs préalables clairement définis. L'intention première a été de rassembler au même endroit cette masse d'information produite sur la migration en temps de pandémie afin de donner à voir l'évolution dans le temps et l'espace des thématiques traitées par les médias : quelles sont les dynamiques transversales et les spécificités observées à différents endroits du globe ? Nos objectifs se sont précisés au fil du temps et des échanges au sein du groupe de travail. Deux grands axes se sont dégagés : comment les États ont-ils contraint les mobilités pour lutter contre la diffusion du virus ? Comment la pandémie a-t-elle

1. https://seenthis.net/people/thomas_lacroix (accédé le 09/09/20)

2. https://seenthis.net/people/ceped_migrinter_afrique (accédé le 09/09/20)

affecté la mobilité des individus ? Ce sont ces deux perspectives, celle des États et celle des individus, qui ont orienté notre questionnement.

Par exemple, nous avons vu le monde se fermer aux mobilités avec la décision des gouvernements de fermer les frontières. Seulement, ces fermetures ont été effectives à des stades très différents de la pandémie : ces décisions ont été prises en Europe alors que les États enregistraient plusieurs milliers de cas sur leur territoire, contre quelques dizaines seulement en Afrique ou en Asie. Une même décision peut donc avoir des effets très différents. Ces impacts varient ensuite nécessairement entre pays d'émigration et d'immigration, entre pays inscrits dans une zone de libre circulation et ceux qui ne le sont pas, etc.

Vous avez fait le choix d'un fonctionnement collaboratif ? Pouvez-vous nous parler de la méthodologie que vous avez adoptée et nous dire ce que cela apporte à votre projet ?

T. L. : Nous nous intéressons aux effets d'un phénomène mondial (la pandémie) sur un autre phénomène mondial (les migrations), effets pour lesquels les sources d'information sont locales via la presse papier et internet. Cette perspective appelle forcément un fonctionnement collaboratif, avec une division régionale et thématique du travail. Les fils régionaux portent sur les Balkans³ (Lucie Bacon), le Moyen-Orient⁴ (Tony Rublon), l'Asie de l'Est⁵ (Zhipeng Li) et l'Afrique subsaharienne (Nelly Robin). Quant à moi, je couvre les zones que les autres chercheurs ne prennent pas en charge, essentiellement l'Europe et les Amériques. Les fils restants sont thématiques : les mobilités Nord-Sud⁶ (Jordan Pinel et Brenda Le Bigot), la relation mobilité et santé⁷ (Véronique Petit), les représentations iconographiques de la migration en temps de pandémie⁸ (Elsa Gomis) et les droits humains⁹ (Florian Aumond). Nous avons quotidiennement collecté des articles relatifs à nos centres d'intérêt respectifs avec l'aide d'alertes Google news, Yahoo et autres. Le média social Seenthis offre la possibilité de transférer tout ou partie de l'article, ainsi que le lien vers la source et ses illustrations. Seenthis permet ensuite d'associer à l'article des mots clés facilitant la recherche d'information dans la base ainsi constituée. Nous avons, de manière systématique, renseigné à l'aide de ces mots clés la localisation géographique concernée ainsi que sa thématique générale.

3. <https://seenthis.net/people/luciebacon> (accédé le 09/09/20)
4. https://seenthis.net/people/tony_rublon (accédé le 09/09/20)
5. https://seenthis.net/people/shipeng_li (accédé le 09/09/20)
6. https://seenthis.net/people/ceped_migrinter_ic_migrations_nords_suds (accédé le 09/09/20)
7. https://seenthis.net/people/veronique_petit (accédé le 09/09/20)
8. https://seenthis.net/people/elsa_gomis (accédé le 09/09/20)
9. https://seenthis.net/people/ceped_migrinter_droitetorganisationsinternationales (accédé le 09/09/20)



Fil d'actualité de Thomas Lacroix sur le réseau social Seenthis : https://seenthis.net/people/thomas_lacroix

Notre groupe est constitué de géographes, démographes et juristes des migrations. Pour le traitement des données, nous avons très spontanément sollicité l'aide d'un cartographe de l'IRD, Eric Opigez afin de nous aider à représenter l'information collectée. Nous sommes, par ailleurs, actuellement en discussion avec des collègues informaticiens de l'Université d'Artois et du CNRS pour la réalisation d'une analyse textuelle croisée avec des données sur la pandémie et les mouvements de population.

Comment les autres Umifre du réseau pourraient-elles contribuer à ce projet et apporter ainsi leur pierre à l'édifice ?

T. L. : Notre groupe de travail reste très restreint au regard de la tâche que l'on s'est donnée. De plus, la barrière linguistique a constitué une contrainte importante dans le recueil de données. J'ai pu recevoir l'aide ponctuelle de collègues sur des pays tels que le Portugal ou Israël, mais cette couverture est perfectible. Des régions du globe restent moins couvertes que d'autres. Par exemple, n'étant pas hispanophone, l'Amérique latine est insuffisamment documentée. Le support d'un réseau de chercheurs travaillant dans les UMIFRE permettrait d'élargir le recueil de données sur les espaces régionaux couverts par ces unités. On peut éventuellement envisager l'identification d'une personne-ressource

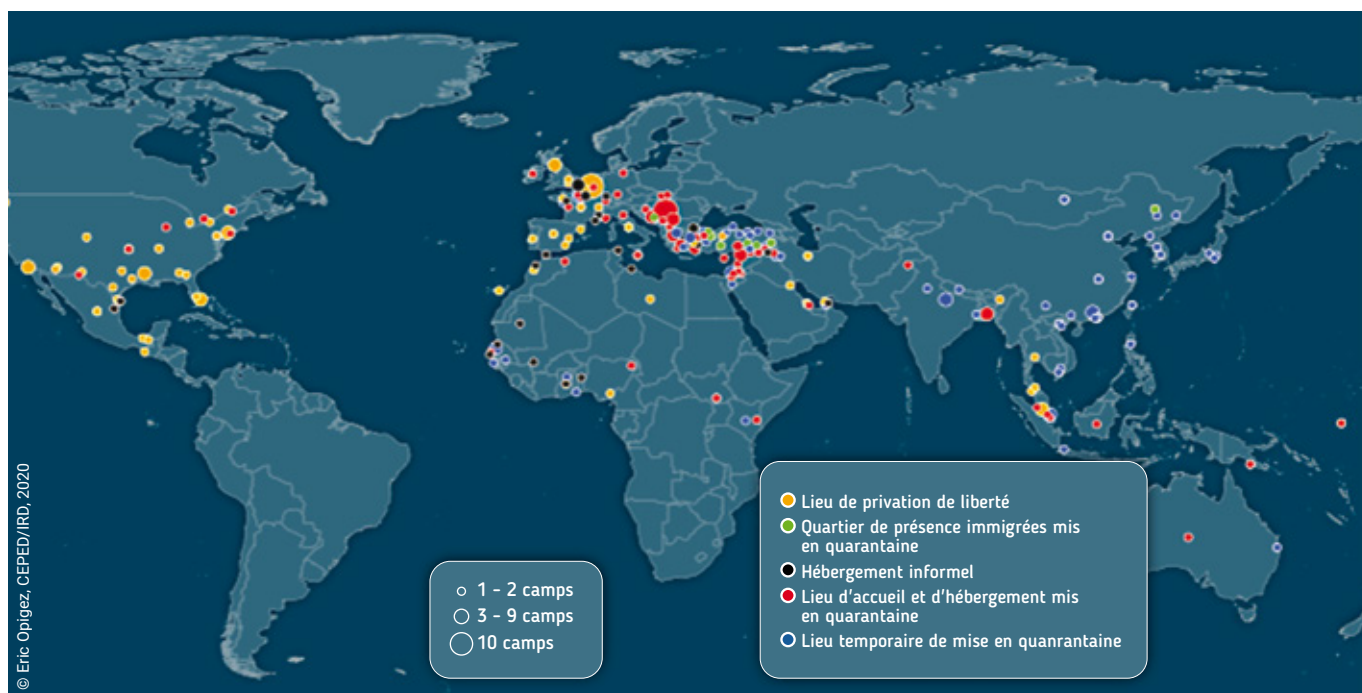
dans chacune des UMIFRE, chargée de relayer toutes les semaines les articles de presse pertinents avec une traduction des titres d'article. Cette collaboration serait d'autant plus pertinente que les logiciels d'analyse textuelle peuvent aujourd'hui prendre en charge un grand nombre de langues. Un partenariat plus poussé pourrait être envisagé si des chercheurs intéressés par cette démarche souhaitaient participer au montage d'un programme de recherche international.

Quelles thématiques émergent des articles de presse que vous avez collectés et qu'est-ce que cela révèle ?

T. L. : Les thématiques couvertes par les médias sont extrêmement diverses et varient beaucoup d'un pays à l'autre. Dans les pays d'émigration, c'est la question du rapatriement qui a dominé l'actualité. Certains pays, comme le Maroc, ont interdit les retours en provenance des pays européens touchés par l'épidémie ; d'autres, au contraire, ont tenté d'aider les personnes restées bloquées dans leur pays d'installation. Cette question a été particulièrement épineuse au moment des célébrations religieuses, comme le ramadan en avril-mai ou Pâques en avril. Ces fêtes familiales sont aussi l'occasion d'importantes vagues de retour, ce qui n'a pas été

sans inquiéter les autorités des pays concernés. La question du rapatriement est aussi celle des corps. Les restrictions sanitaires ont freiné, voire empêché, la circulation des corps, en particulier des personnes mortes de la Covid-19.

Dans les pays d'immigration, la revue de presse a surtout mis en évidence la vulnérabilité des populations immigrées. Que ce soit sur leur lieu de travail ou sur les lieux de rétention ou d'hébergement, les migrants ont été particulièrement exposés au virus. En France, en Allemagne au Royaume-Uni, en Espagne ou aux États-Unis, le public a découvert la réalité des conditions de travail dans les usines de conditionnement de viande devenues des foyers d'infection. Il en va de même pour les travailleurs agricoles et, bien entendu, pour le personnel médical. La question qui s'est posée fut également celle des personnes détenues en centre de rétention ou résidant dans des squats ou campements informels. Les États, en particulier en Europe, ont préféré libérer ces personnes très exposées au virus dans la mesure où ils ne pouvaient ni les renvoyer dans leur pays, ni assurer un traitement de leur demande d'asile. Les États-Unis, qui ont poursuivi les expulsions, y compris de personnes infectées, ont contribué à la diffusion de la pandémie dans les pays d'Amérique Centrale.





Ce qui caractérise le plus cette période critique du printemps 2020, c'est le renversement soudain et global des dynamiques migratoires.

Il faut aussi mentionner les pays présentant une forte migration interne. On en a surtout entendu parler pour l'Inde où des millions de travailleurs ruraux installés dans les grandes villes du pays ont voulu rentrer chez eux au moment du confinement. L'arrêt des chantiers de construction et de l'économie informelle a privé de revenu ces personnes dépourvues de protection sociale. Leur retour s'est fait dans des conditions effroyables ; elles se sont retrouvées parfois bloquées par la fermeture des frontières entre les États du pays.

Vous vous intéressez à différentes zones géographiques. Avez-vous noté des spécificités selon les zones étudiées, des différences notables et si oui, lesquelles ?

T. L. : Comme évoqué, ci-dessus, il y a une différence notable entre les pays d'immigration et les pays d'émigration dans les dynamiques observées. J'aurais pu mentionner les pays de transit, en Afrique, en Amérique latine ou en Asie, où des camps informels sont apparus, accueillant des personnes souhaitant soit rentrer chez elles, soit poursuivre leur route vers une autre destination, et qui se sont retrouvées bloquées par la fermeture des frontières. Mais, plus que des disparités régionales, ce qui caractérise le plus cette période critique du printemps 2020, c'est le renversement soudain et global des dynamiques migratoires. Les flux en provenance du Sud se sont rapidement taris pour céder la place à une vague massive de retour de personnes se retrouvant sans travail ou simplement désireuses de rejoindre leur famille. Mais c'est aussi (et surtout) un renversement cognitif qui s'est opéré en révélant à quel point l'immigration était une composante essentielle de nos sociétés. Elle a rendu visibles ces millions de personnes faisant fonctionner nos économies, jusqu'ici totalement absentes de la sphère médiatique. On pense non seulement au personnel médical dans les hôpitaux, aux travailleurs

agricoles ou aux livreurs, mais également à ces millions de travailleurs indiens vivant dans les marges urbaines du pays. Elle a aussi rendu un instant visibles tous ces « migrants » résidant dans les pays du Sud pour y travailler, y passer leur retraite ou simplement un congé sabbatique : Européens en Afrique, Africains en Chine, etc. Comme les autres, ils se sont retrouvés bloqués dans les aéroports par la suspension des vols internationaux et ont parfois fait face à des réactions xénophobes suscitées par la crainte de la propagation du virus.

Qu'envisagez-vous pour la suite de votre projet ?

T. L. : L'actualité sur la question s'est faite moins pressante à partir du mois de juillet. Nous avons, pour l'instant, ralenti la collecte des données. Un premier article rédigé par Nelly Robin et Véronique Petit a été publié dans le journal *The Conversation*¹⁰. Il rendait compte des modalités d'importation du virus dans les États africains à travers le profil des premiers cas recensés et des effets des fermetures des frontières sur les migrants. Une analyse cartographique sur des thèmes similaires est en cours pour la Chine par Zhipeng Li. Nous travaillons, par ailleurs, sur une cartographie des lieux d'enfermement (centres de rétention, camps de réfugiés, centre d'accueil et d'hébergement, etc.) affectés par la crise sanitaire. Un troisième axe exploré est celui d'une analyse textuelle du contenu des articles. L'idée est ici de mettre en évidence l'évolution de la couverture médiatique dans le temps et dans l'espace au cours de la pandémie.

Ces analyses exploratoires sont en cours. Elles nous permettront d'affiner un certain nombre de questions et d'hypothèses qui guideront la rédaction d'un programme de recherche. Pour ce faire, nous avons obtenu un soutien financier de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS. Avec nos collègues informaticiens, nous explorons la possibilité de mettre en relation les informations textuelles issues de la collecte avec d'autres corpus de données pertinentes : date et nature des décisions politiques, mesure des flux, témoignages de migrants, etc. L'objectif est de mieux comprendre comment cette crise sanitaire a pu affecter les trajectoires migratoires et ses conséquences sur le long terme.

10. <https://theconversation.com/covid-19-et-migrations-en-afrique-la-reduction-des-mobilites-une-riposte-efficace-139283>



LE DOSSIER

EPIDÉMIES

et recomposition
des environnements

Les épidémies à la lumière de la complémentarité entre sciences « dures » et sciences humaines et sociales : ce que nous a appris l'épidémie du SIDA

Les sciences humaines et sociales jouent un rôle indéniable dans l'approche et la compréhension des épidémies et des pandémies. Sociologie, anthropologie, démographie, sciences politiques... l'éclairage sur les enjeux et impacts sanitaires, sociaux, et sociétaux ne peut se faire sans les sciences humaines et sociales pour véritablement comprendre les épidémies à tous les niveaux et pouvoir agir en conséquence, à la fois pour cibler les publics vulnérables, disséminer l'information scientifique mais aussi orienter les prises de décision politique.

Les enjeux auxquels font face nos sociétés depuis le début de la crise liée à la pandémie de Covid-19 sont proches de ceux rencontrés lors d'autres vagues épidémiques et en particulier celle du virus du Sida. Aussi cet article propose-t-il, à travers l'étude du cas du VIH, une mise en perspective historique et médicale des articulations essentielles à la fois entre les sciences dites « dures » et les sciences humaines et sociales, ainsi qu'entre la production scientifique et l'élaboration des politiques publiques.

Dans les années 1980-90, les personnes impliquées dans la recherche sur le SIDA en France, médecins, épidémiologistes, virologues, immunologistes avaient en commun un grand esprit d'ouverture et de tolérance face aux minorités, aux exclus et aux différences. L'épidémie du VIH a mis en regard le rôle concomitant et complémentaire de plusieurs

acteurs dans l'identification et l'appréhension, tant médicale que sociologique, d'une maladie jusque-là inconnue. Effectivement le combat pour assumer son homosexualité était mené au début des années 80 par des associations de personnes prêtes à se battre sans compter pour vivre librement leur sexualité et défendre leurs droits. Ce sont ces militants qui ont transformé la vision que le monde a de la pandémie de VIH comme nulle autre maladie. Puis l'infection par le VIH a touché les hémophiles, les toxicomanes, les personnes migrantes d'Afrique de l'Ouest regroupés sous le nom de « personnes à risque ».

En termes d'actions mises en œuvre, l'engagement sociétal a accompagné de près les progrès de la recherche médicale. Du milieu associatif jusqu'au soignants, le combat contre le virus a pris des allures politiques en luttant également contre les discriminations, pour la liberté de vivre sa sexualité, pour la défense du

“

Si l'histoire du VIH résonne avec la pandémie actuelle liée au nouveau coronavirus, les réponses ne peuvent être apportées sans une collaboration scientifique étroite entre l'ensemble des champs disciplinaires.

LE DOSSIER

droit à l'asile sanitaire pour les étrangers malades, et pour la promotion de l'échange de seringues et des produits de substitution pour les usagers de drogues. Puis, le combat a été pour l'accès aux traitements pour tous et partout dans le monde à des prix acceptables. Ces progrès pour le VIH ont également permis des améliorations notables pour d'autres infections (tuberculose, hépatites B et C) sur les mêmes territoires.

Ces évolutions conduisent à interroger sur la place de l'individu au sein d'une pandémie mondiale, et en particulier dans le cas d'une maladie sexuellement transmissible et mortelle comme le SIDA. Si l'histoire du VIH résonne avec la pandémie actuelle liée au nouveau coronavirus le SARS-CoV-2 responsable de la maladie Covid-19, les réponses à ces questions ne peuvent être apportées sans une collaboration scientifique étroite entre l'ensemble des champs disciplinaires.

La première étape pour lutter contre un agent infectieux est l'accès au dépistage. C'est déjà à ce stade que les sciences humaines et sociales prennent le relais dans l'information, le ciblage et l'accès non seulement aux personnes « vulnérables » mais également la sensibilisation auprès des différentes sociétés. Apprendre que l'on est infecté et donc possiblement contagieux permet d'une part de se soigner et d'autre part de ne pas transmettre (dans le cas du VIH en s'isolant, en utilisant des préservatifs, en se traitant, en informant ses partenaires...). Le bénéfice est double, individuel et collectif. Pour augmenter l'accès au dépistage pour le VIH, les tests se sont multipliés avec le développement de tests réalisés uniquement en laboratoire, puis des tests faciles à réaliser dans des associations et depuis 2015 des autotests effectués par la personne elle-même. Faciliter l'accès (gratuité, disponibilité), multiplier les offres sans les opposer a permis d'augmenter considérablement le dépistage. Ce sujet est aujourd'hui au cœur de la stratégie de l'OMS et des différents Etats pour la lutte contre le SARS-CoV-2 : « tester, tracer, isoler » pour tenter de limiter l'épidémie et de surcharger les systèmes de santé en attendant l'arrivée de vaccins efficaces.

Les rapports culturels et sociaux à la maladie vont également avoir des conséquences directes sur les politiques de dépistage. En particulier



« Comme dans le cas de la pandémie de Covid-19, tout l'enjeu est celui de la confiance des sociétés dans l'expertise scientifique et dans la décision publique ».

dans le cas du virus du SIDA, l'annonce d'une infection constitue une « bombe à retardement » synonyme de mortalité, de fin d'une « vie normale » et dans certaines situations d'une mise à l'écart, dans la vie privée ou professionnelle. C'est pour cela que certaines personnes résistent encore à se faire dépister du VIH malgré des traitements efficaces et bien tolérés. Il convient de souligner que cela n'est pas le cas aujourd'hui avec la Covid-19, qui traduit une acceptabilité de la population pour se faire dépister malgré une stratégie de dépistage dont l'efficacité reste toute à démontrer par l'échec du traçage et de l'isolement des personnes infectées.

De même, la question de la fin de vie demeure, tant pour les chercheurs en sciences médicales qu'en sciences humaines, un enjeu prégnant dans nos sociétés. De 1981 à 1996, les patients infectés par le VIH mourraient seuls, souvent sans que leurs proches connaissent leur infection. Cette période a rendu particulièrement humble les soignants et les associations de patients ont joué un rôle majeur pour accompagner les personnes jusqu'à la fin de leur vie. Chacun en savait autant que l'autre sur le virus et la maladie.



© Adobe stock

Avec l'arrivée des premiers traitements efficaces « les trithérapies » en 1996, le rôle des médecins est redevenu prépondérant et les personnes étaient à nouveau considérées comme des « patients » soumis aux savoirs, aux résultats des essais, à la technicité... La trithérapie étant un traitement quotidien à prendre durant toute la vie, il a conduit à l'émergence d'un nouveau concept important : celui de « l'éducation thérapeutique », visant à favoriser l'adhérence au traitement. L'individu était replacé cette fois au centre de la prise en charge. Comprendre sa maladie, les effets indésirables des traitements, le risque de l'arrêt sur une reprise du virus contre l'organisme est au cœur de l'éducation thérapeutique. Cependant l'adhérence n'est pas constante dans le temps, elle fluctue au cours de la vie. Il est parfaitement possible d'être adhérent quand on se sent malade puis d'arrêter de prendre ses traitements lorsque l'on est en bonne santé. Des problèmes d'adhérence peuvent être dus au déni de sa maladie chez des personnes pour lesquelles culturellement, il n'est pas possible d'assumer cette maladie. Comprendre cela est le rôle des équipes d'éducation thérapeutique composées le plus souvent de pharmaciens, infirmiers et médiateurs. Comme dans le cas de

la pandémie de Covid-19, tout l'enjeu est celui de la confiance des sociétés dans l'expertise scientifique et dans la décision publique.

Ainsi, en ce qui concerne la prévention, l'exemple de l'infection au VIH illustre la mise en œuvre de programmes de santé publique dont l'efficacité repose autant sur l'adhésion de la personne, de sa culture, de ses croyances. C'est ici également que les sciences humaines et sociales vont jouer tout leur rôle de coordination, d'orientation et de conseil en santé publique. En absence de vaccin contre le VIH, un progrès considérable a été réalisé depuis 2015 avec la Prophylaxie Pré-Exposition (ou « PrEP » consistant pour les individus non infectés mais exposés à un risque d'infection à utiliser des médicaments antirétroviraux avant les rapports sexuels). Plusieurs études ont permis de démontrer l'efficacité de la PrEP tout en mettant en avant une différence d'efficacité dans les essais selon la population étudiée. Grâce aux outils des sciences humaines et sociales, cette différence est expliqué principalement par l'adhésion au schéma de PrEP (c'est-à-dire prendre sa prophylaxie quand on estime qu'il y a un risque). Si les études menées ont démontré une très

bonne efficacité lorsque le risque de s'infecter était bien appréhendé (couples séro différents en Afrique, ou hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes en Europe et en France), à l'inverse les résultats sont dits futiles et sans aucun bénéfice lorsque le risque est insuffisamment appréhendé (cas des très jeunes femmes, pour la plupart travailleuses du sexe, en Afrique du Sud par exemple). Il apparaît donc que l'appréhension du risque, les conditions de vie, les discriminations, les schémas culturels et familiaux engendrent de l'inégalité face aux moyens biomédicaux pourtant efficaces.

La complémentarité entre sciences dures et sciences sociales permet dès lors d'identifier les facteurs de réussite ou d'échec des politiques publiques de santé. Dans le cas du VIH, comme du Covid19, la question du vaccin est aujourd'hui posée. Attendu pour le VIH depuis presque 40 ans, il est aussi craint par les anti-vaccins très présents et bruyants dans certains pays, comme la France. Il en sera de même, voire pire, pour le vaccin du SARS-CoV-2, responsable d'une maladie grave dans moins de 15% des cas. Les rumeurs sur le pouvoir des firmes pharmaceutiques et leurs conflits d'intérêt avec les gouvernants, dont l'analyse des ressorts dépasse le champ de la médecine, participent

tout autant à la non-adhésion aux futurs programmes vaccinaux.

Par conséquent, les stratégies de santé publique doivent se baser sur la connaissance approfondie des personnes (ou population) concernées, et permise en partie par les sciences humaines et sociales, pour que la stratégie soit efficiente avec une bonne adhésion. L'éducation, l'information et la formation des personnes est essentielle pour bien appréhender les risques que l'on prend pour soi-même et pour les autres. La réponse n'est pas seulement médicale, mais aussi citoyenne et politique. Plus largement, les crises sanitaires causées par les épidémies engendrent des crises sociales, économiques voire environnementales, dont les effets sont à analyser et à prendre en considération le plus en amont possible grâce au travail des chercheurs en sciences humaines et sociales. C'est là tout l'objet des travaux développés par les UMIFRE et présentés dans ce dossier thématique.

➤ **Constance Delaugerre** (Professeur des Universités et Praticien Hospitalier à la faculté de médecine de l'Université de Paris. Sa thématique de recherche est l'infection au Virus de l'Immunodéficience Humaine (ou VIH), responsable d'une pandémie mondiale depuis le début des années 80).



© Adobe stock

La souffrance des oubliés du *lockdown* dans les villes indiennes

Corollaire de la diffusion de la Covid-19, le confinement a été généralisé dans bon nombre de régions du monde. En Inde comme dans d'autres pays, cette stratégie incarnée par le mantra « restez à la maison » (stay safe, stay home) a mis en exergue des inégalités structurelles qui remettent en cause l'uniformité de la réponse apportée à la crise sanitaire.

Pour les populations précaires, et en particulier celles résidant dans des habitats insalubres, les réalités de la vie quotidienne rendent souvent plus difficiles, voire impossibles, les mesures barrières préconisées (cf. fig. 1).

La promiscuité au sein du logement, l'obligation de trouver chaque jour des revenus et de la nourriture, le manque d'eau et de savon rendent irréalistes la reproduction des mesures appliquées en Europe et préconisées par les instances internationales.

Une collaboration de chercheurs de l'USR 3330 « Savoirs et Mondes Indiens » affectés au Centre de sciences humaines de New Delhi (Umifre n°20) et à l'Institut français de Pondichéry (Umifre n°21) s'est mise en place dès le début du *lockdown* ; verrouillage brutalement instauré à partir du 24 mars 2020 à l'ensemble du pays, pour une période initiale de 21 jours mais qui s'est finalement étiré jusqu'au 1er Juin 2020 (avant un déconfinement régionalisé – ou *unlock*, selon les Etats et les villes). Il s'agissait là de questionner le principe même de l'universalité des mesures de protection prises contre le virus, qui semblent avoir négligé la réalité des conditions de vie de la majorité des ménages aux Suds et en Inde en particulier. Pour cela, l'éclairage a porté sur les conditions très dures auxquelles doivent faire face les populations pauvres. L'analyse a ainsi mis en parallèle deux situations où s'expriment, à des degrés divers, des processus de confinement des marges : d'une part, celle du taudis d'Hanuman Mandir Mazdoor Camp (littéralement, « le camp des travailleurs du temple d'Hanuman », plus simplement appelé de manière familière Hanuman Mandir) au centre de South Delhi (cf. fig.2), et d'autre part celle d'un camp de réfugiés sri-lankais Keezhputhupattu situé à moins d'une



Fig 1 : « Stay Home, Stay Safe », bannière officielle du site du ministère de la Santé

« Il s'agissait là de questionner le principe même de l'universalité des mesures de protection prises contre le virus, qui semblent avoir négligé la réalité des conditions de vie de la majorité des ménages aux Suds et en Inde en particulier ».

vingtaine de kilomètres de Pondichéry (cf. fig 3). Deux espaces éloignés l'un de l'autre mais que les caractéristiques et, surtout, les situations face à la pandémie, tendent à rapprocher tout en prolongeant le questionnement de Michel Agier : « *qu'en est-il du confinement comme protection sanitaire pour des populations qui vivent déjà une première sorte de confinement ?* » (Agier, 2020).

Face à l'impossibilité de se rendre sur place, les entretiens auprès des habitants qui ont servi de substrat empirique à l'étude se sont déroulés par téléphone. Ce choix contraint du médium téléphonique a été rendu possible car il s'agissait dans les deux cas de terrains bien connus des chercheurs (Bercegol, Gowda, 2020 ; Bercegol, Davis, Gowda, 2020 ; Goreau-Ponceaud 2014, 2015 ; 2019 ; Bentz et Goreau-Ponceaud, 2020), disposant déjà des numéros de téléphone et de relais au sein de ces espaces (où se déroulaient alors à Hanuman une partie des enquêtes du programme ANR Challineq lors de la mise en place du confinement). Ces entretiens, débutés dès la deuxième semaine du confinement,

LE DOSSIER

s'inscrivent dans le temps de la crise : pendant la durée du confinement, ils ont été guidés par une série de questions organisées autour de cinq grandes thématiques, à propos (1) du virus (perceptions, représentations et vécus), (2) de l'accès à l'eau et à l'assainissement, (3) des conditions d'habitat et du voisinage, (4) des moyens de subsistances, (5) des modalités d'éligibilité à une aide. Chaque discussion téléphonique, réalisée en hindi (pour Hanuman Mandir) et tamoul (pour Keezhpathupattu), dure entre 20 et 30 minutes. L'étude s'est complexifiée après plusieurs semaines de confinement au fur et à mesure que la crise sanitaire prenait la tournure d'une crise humanitaire qui a obligé les auteurs à activer divers relais (amicaux, civils, politiques) pour aider, autant que possible, les habitants (en particulier à Delhi où a été mis en place une aide financière pour 113 ménages). Avec la fin partielle du *lockdown*, l'analyse perdure en abordant désormais la phase du déconfinement et la très progressive reprise socio-économique.

La mise en perspective des données recueillies permet de faire émerger de fortes similitudes quant aux conditions très dures de confinement des quartiers marginaux et la faible prise en compte de leurs particularités. Des premiers résultats de l'étude ont été publiés en français et en anglais dans la revue de géographie EchoGéo (<https://journals.openedition.org/echogeo/19357>). Les observations ont également été présentées en Inde lors d'une conférence en ligne « CSH-CPR urban workshop » (<https://www.cprindia.org/events/8917>) qui a réuni plus de 70 participants sur Zoom ainsi qu'une cinquantaine sur Facebook Live. En France, les auteurs ont présentés leurs résultats à l'occasion du séminaire en ligne « café Covid » organisé par le laboratoire CEPED de l'IRD (<https://www.dropbox.com/sh/jvhgr5ru04bbah0/AADuWE2jkuxkKUN9h4H8MWXLa?dl=0&preview=R%C3%A9mi+et+Anthony.mp4>). Dans les deux cas étudiés, les différents témoignages recueillis à Hanuman Mandir et Keezhpathupattu démontrent que dans les espaces relégués à la marge, l'impact du *lockdown* est extrêmement violent pour les habitants, en particulier dans les bidonvilles. La souffrance de ces populations précaires s'est accentuée avec les prolongements successifs du confinement national : du 23 mars au 14 avril, du 15 avril au 3 mai, du 4 au 17 Mai et du 18 mai au



© Source : Marine Frantz, février 2020, Chailineq

Fig 2 : bidonville d'Hanuman Mandir Mazdoor Camp

« Dans les taudis en particulier, les inégalités préexistantes à la crise sont renforcées jusqu'au paroxysme ».

1^{er} juin. Durant cette période, les entretiens recueillis auprès des habitants témoignent d'une plus grande défiance vis-à-vis d'un confinement qui risquait de finir par les tuer avant que le virus ne s'en charge : « si ce *lockdown* dure un mois de plus, nous allons mourir de faim » (dixit Radha le 5 mai, une habitante d'Hanuman Mandir, inquiète de la nouvelle extension du *lockdown* jusqu'au 17 mai qui sera finalement prolongé). Durant le confinement, pour la plupart des habitants, l'incertitude sur la capacité à pouvoir faire vivre sa famille au jour le jour dépassait la peur du virus. Dans ces espaces relégués à la marge, le manque d'accès aux services essentiels et de sécurité alimentaire témoigne de défaillances structurelles identifiées depuis longtemps que le confinement exacerbe dramatiquement, avec une violence inouïe. Dans les taudis en particulier, les inégalités préexistantes à la crise sont renforcées jusqu'au paroxysme : l'accès insuffisant à l'eau et à l'assainissement risque de décupler les effets de cette crise sanitaire ; la surpopulation de quartiers insalubres rend impossible toutes mesures de distanciation physique ; et surtout, l'absence de protection sociale met directement en danger la vie des familles qui n'ont plus de moyens de subsistance. Ainsi, dès le début du déconfinement à Delhi le 1^{er} Juin, de nombreux bidonvillois se sont finalement résolus à fuir la ville pour rejoindre les zones rurales dont ils avaient émigrés il y a plusieurs années.

Un des résultats saillants de l'étude du CSH et de l'IFP démontre qu'une meilleure prise en compte de ces populations des confins, pendant et après la pandémie, est donc plus que jamais nécessaire pour ne pas ajouter la crise humanitaire à l'urgence sanitaire. Sur ce point, la comparaison entre Hanuman Mandir et Keezhputhupattu permet de rappeler que l'Inde dispose bien des outils effectifs et des moyens nécessaires pour répondre aux besoins élémentaires des populations précaires. Dans le camp de Keezhputhupattu, l'aide gouvernementale fonctionne malgré la crise grâce à la reconnaissance institutionnelle du statut (*de facto* et non *de jure*) de réfugiés, qui leur permet ainsi depuis longtemps de bénéficier de distributions alimentaires mensuelles et d'un modeste soutien financier, ce qui allège quelque peu les difficultés liées au confinement. À Hanuman Mandir, en revanche, la souffrance des habitants est accentuée par des problèmes administratifs qui les rendent inéligibles à l'accès à l'aide alimentaire gouvernementale. Le manque d'infrastructures adéquates, dû au statut illégal du quartier qui rend leur présence illégitime, accentue l'insalubrité du quartier.

L'uniformité de l'application du *lockdown*, en niant les inégalités entre les citoyens, est rapidement devenue insoutenable pour ceux qui vivent dans les marges. Sans une prise en compte effective du volet social, ce confinement unilatéral et appliqué sans distinction a condamné une partie de la population à des supplices qu'il aurait été possible d'éviter. Le camp et le taudis deviennent ainsi cruellement l'espace où la citoyenneté (et les actes de citoyenneté) peut être arbitrairement remise en question, où les individus sont traduits en de simples corps biopolitiques (que l'on peut

« Un des résultats saillants de l'étude du CSH et de l'IFP démontre qu'une meilleure prise en compte de ces populations des confins, pendant et après la pandémie, est donc plus que jamais nécessaire ».

rosser à coups de *lathis* pour ceux qui osent s'aventurer hors du camp), une variable d'ajustement qu'on sacrifie en temps de crise. Alors que des voix médiatiques s'élèvent pour rappeler au gouvernement le droit à la vie de tous les habitants, inscrit dans la Constitution, alors que la Cour suprême (bien qu'elle soit théoriquement à l'arrêt avec le confinement) ait été saisie dans l'urgence pour demander sa bonne application, les habitants des confins ont attendu dans la peur la fin d'un *lockdown* qui les a affamés et dont les effets dévastateurs vont se prolonger pour longtemps. En ces temps de pandémie, plus qu'à un gouvernement humanitaire, plus qu'à des sentiments moraux, tous ces confinés des marges réclament en fine de voir simplement leurs droits essentiels respectés et appliqués.

Bibliographie :

- Agier M, 2011, *Le couloir des exilés. Être étranger dans un monde commun*, Paris : Editions du croquant.
- Bentz A-S, Goreau-Ponceaud A, 2020. To be or not to be a refugee? Reflections on refugeehood and citizenship among Sri Lankan Tamils in India. *Citizenship Studies*, vol.24, n°2, pp. 176-192. <https://doi.org/10.1080/13621025.2019.1706446>
- De Bercegol R., Davis G., Gowda S., 2020, *The People of Waste. Living Plastic*, documentaire 18min35s, IRD-CNRS, 2020
- De Bercegol R., Gowda S. 2020, "Waste in the Urban Margins: The Example of Delhi's Waste-Pickers " in *Living in the Margins in Mainland China, Hong Kong and India* Routledge, 2020
- Goreau-Ponceaud A, 2019. Pratiques et vécus des situations de marges : le cas des réfugiés sri-lankais en Inde, in Bernier X (Dir.), *Mobilités et marginalités*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 59-79.
- Goreau-Ponceaud A, 2015. De Ceylan Quarter à Keezhputhupattu : lieux de l'exil sri-lankais en Inde. *Les cahiers d'outre-mer* [En ligne], n°267, p. 261-284. <https://doi.org/10.4000/com.7218>
- Goreau-Ponceaud A, 2014. À demeure en exil. Être réfugié tamoul sri-lankais au Tamil Nadu. *Carnets de géographes* [En ligne], n°7, <https://doi.org/10.4000/cdg.418>

L'étude mise en place sur le bidonville de Delhi pour cet article (Hanuman Mandir Mazdoor Camp) a bénéficié d'un soutien financier de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) à travers le programme Challenging Inequalities: A Indo-European perspective (ANR-18-EQUI-0003) : http://www.csh-delhi.com/wp-content/uploads/2019/05/Challenging_Inequalities_Project.pdf

- Rémi de Bercegol (CNRS, USR 3330, Centre de sciences humaines de New Delhi)
- Anthony Goreau-Ponceaud (CNRS, USR 3330, Institut français de Pondichéry)



Fig 3 : camp de réfugiés de Keezhputhupattu

© Source : Anthony Goreau-Ponceaud, août 2014

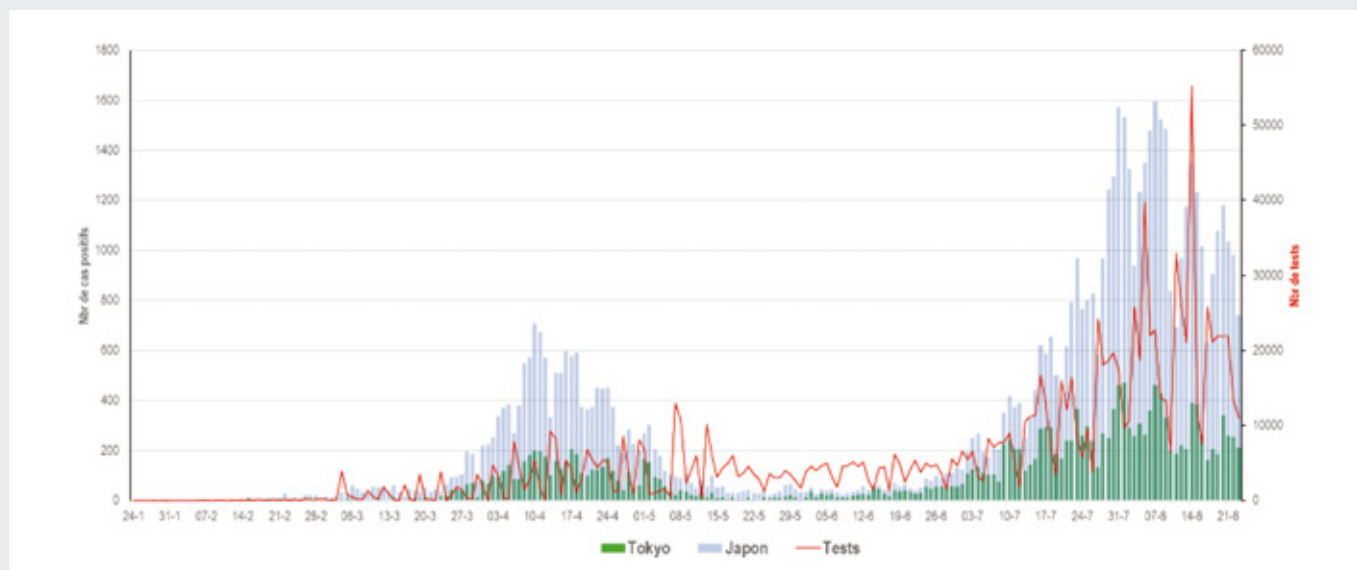
Japon, l'autre modèle dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19 ?

Dès la survenue des premiers cas de contamination et à fortiori à la suite de l'augmentation rapide du nombre des cas à partir de la mi-mars, la situation japonaise a suscité un certain nombre d'inquiétudes sur la capacité du pays à faire face à cette nouvelle épidémie.

Parmi les études les plus pessimistes, le chiffre de 400 000 morts fut envisagé¹. Mais finalement, l'archipel est un des rares pays développés, qui, tout en ayant une exposition forte et précoce au virus, ajoutée à une double vulnérabilité structurelle (concentration de population dans les mégapoles et vieillissement important), connaît, à l'issue de sa première vague, un taux de mortalité extrêmement bas². Le 25 mai, le Japon est sorti de sa période de

« confinement volontaire » en recensant 846 morts et 16 706 cas cumulés. Rapporté à la population, avec 13 cas pour 100 000 hab. le Japon fait partie des bons élèves avec ses voisins asiatiques³. Précisons que l'archipel n'a eu recours ni à des mesures coercitives, ni au fichage intrusif de sa population. Depuis juillet, malgré une nette hausse des nouveaux cas (Fig.1), liée en grande partie à la plus grande capacité de test, le taux de mortalité est resté globalement bas⁴.

Fig 1 : Évolution des cas positifs de Covid-19 (du 24 janvier au 21 août) au Japon et à Tokyo en comparaison du nombre de tests de dépistage



1. MedRxiv, 6 avril 2020, « Forecast of the Covid-19 outbreak, collapse of medical facilities, and lockdown effects in Tokyo, Japan », Yoshiyuki Sugishita, Junko Kurita, Tamie Sugawara, Yasushi Ohkusa, <https://doi.org/10.1101/2020.04.02.20051490>

2. Le taux de mortalité du Japon de janvier à avril 2020 ne révèle pas d'augmentation significative du nombre de morts en comparaison de l'Europe et des États-Unis. Cinq préfectures enregistrent néanmoins 138 cas de décès cumulés supérieur à la moyenne, dont 55 à Tokyo (Nikkei Asian Review, 31 juillet 2020, « Japan had no excess deaths in 1st 4 months of year despite COVID »).

3. Le 24 août 2020, selon les données du ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales, on recense 1 195 morts et 62 879 cas cumulés, soit 49 cas pour 100 000 hab. <https://www.mhlw.go.jp/stf/covid-19/open-data.html> (dernière consultation le 25 août 2020).

4. Bloomberg, 29 juillet 2020, « Japan Shows It's Defying Covid-19 Damage as Death Rate Drops »

Nous proposons de mettre en perspective les trois piliers sur lesquels s'appuie cette gestion de crise sanitaire : le système de santé, les enquêtes épidémiologiques et la responsabilité civique, dont l'articulation donne un aperçu de la politique de lutte contre la diffusion du virus axée sur la prévention. Nous développons ensuite la dimension spatiale de l'épidémie, qui en révèle les aspects sociaux, et permet de développer des pistes pour appréhender les logiques socioéconomiques de la propagation de la Covid-19 sur le territoire japonais.

1 Le système de santé - premier pilier de la gestion de crise sanitaire

L'OMS classe régulièrement le système de santé japonais parmi les meilleurs du monde (en 2018, les dépenses de santé représentaient 10,9% du PNB), et l'espérance de vie est l'une des plus longues du monde (83,5 ans). Ce système fait néanmoins face à des enjeux majeurs tels que le vieillissement de la population ou le manque de personnels soignants et de médecins (2,35 pour 1 000 hab.). Le nombre de lits, avec 13,2 lits pour 1 000 hab. en 2015 est nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE, toutefois, seulement 0,2 % (1 841 lits) étaient réservés aux maladies infectieuses (OMS 2019). Par conséquent, dès la mi-mars, la capacité d'accueil des hôpitaux fut progressivement augmentée pour faire face à la hausse des cas confirmés (42 071 lits au 21 août). Cette augmentation a maintenu le taux global d'occupation des hôpitaux relativement bas depuis la deuxième vague (27,4% le 21 août). La capacité du système de santé à gérer les risques liés à l'épidémie de Covid-19 repose surtout sur l'implication du personnel soignant et des médecins qui sont en sous-effectif et dont seule une minorité est formée aux maladies infectieuses. Le système de santé est donc soutenu par deux autres piliers pour prévenir et contenir la propagation du virus.

2 Les investigations épidémiologiques - deuxième pilier

La décision de ne pas procéder à des tests de dépistage systématiques s'explique par des contraintes techniques (manque de tests et de personnel qualifié, absence de traitement réduisant l'utilité du dépistage), des contraintes légales comme l'obligation des gouverneurs locaux d'hospitaliser les personnes contaminées, et des contraintes structurelles liées au nombre restreint de lits. Cependant, les risques associés à ces contraintes ont été réduits par l'activation efficace du système de surveillance des maladies infectieuses régies par la loi de Contrôle des maladies infectieuses de 1999. En application du dispositif prévu par la loi, tous les médecins doivent informer les centres de santé (*hokenjo*) lorsqu'un cas de maladie infectieuse est

« Les risques ont été réduits par l'activation efficace du système de surveillance des maladies infectieuses ».

détecté. Les centres de santé déploient ensuite les procédures de traçage des personnes contact. Les enquêtes épidémiologiques ont pour objectif de déterminer les facteurs de diffusion du virus afin d'appliquer rapidement des mesures ciblées (Omi 2020). Les résultats de ces enquêtes, dont plusieurs ont été conduites sur le Diamond Princess, ont permis d'identifier, dès début mars, les conditions de propagation du virus, synthétisées par le terme « *sannmitsu* » (三密), désignant les lieux fermés (密閉), les lieux bondés (密集) et les lieux à forte proximité entre les individus (密接) (Oshitani et al. 2020).

Le 7 avril, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 25 mai. Cette période est perçue comme un « confinement volontaire » par opposition au confinement imposé dans plusieurs pays. Si la loi ne prévoit pas de mesures coercitives, c'est surtout la politique de prévention qui explique la mise en place d'un état d'urgence moins restrictif des libertés individuelles. L'efficacité de cette politique dépend aussi de l'activation à un niveau avancé de la responsabilité civique.

3 La responsabilité civique - troisième pilier

Ces « restrictions volontaires » reposent sur la responsabilité individuelle et collective formant la responsabilité civique⁵. Le port du masque généralisé est l'une des illustrations de cette responsabilité dont l'acceptation sociale est le résultat d'une série d'épisodes épidémiques depuis la grippe espagnole (1918-1919). Associé à un acte censé protéger l'individu et la collectivité, le port du masque fait l'objet depuis 2009 de campagnes d'information régulières diffusées par les médias et les entreprises. On retrouve ici une illustration de la coordination entre l'Etat et les acteurs économiques dans l'éducation citoyenne et la diffusion de normes sociales de comportement : le port du masque est devenu un symbole de responsabilité chez les travailleurs au même titre que les règles d'hygiène (Burgess & Horii 2012). En outre, l'usage individuel du gel hydro alcoolique et sa mise à disposition systématique dans les lieux publics en période d'épidémie remonte à la crise du SARS début 2000. De fait, les recommandations de santé publique pour prévenir la diffusion du virus SARS-Cov-2 sont collectivement respectées car elles ne représentent pas de réelles ruptures. Pourtant, contrairement aux idées reçues sur le comportement réservé des Japonais en société, bien que la bise et la poignée de main ne soient pas de mise, la société japonaise est une société du contact, en fonction des lieux et des moments, par exemple l'heure de pointe dans les transports publics ou encore les rendez-vous conviviaux autour de boissons entre collègues après une journée de travail (Ibuka, Ohkusa, Sugawara, et al. 2016).

5. Adrienne Sala, « Le Japon face à l'épidémie. Gestion de crise et responsabilité civique », La Vie des idées, 17 avril 2020.

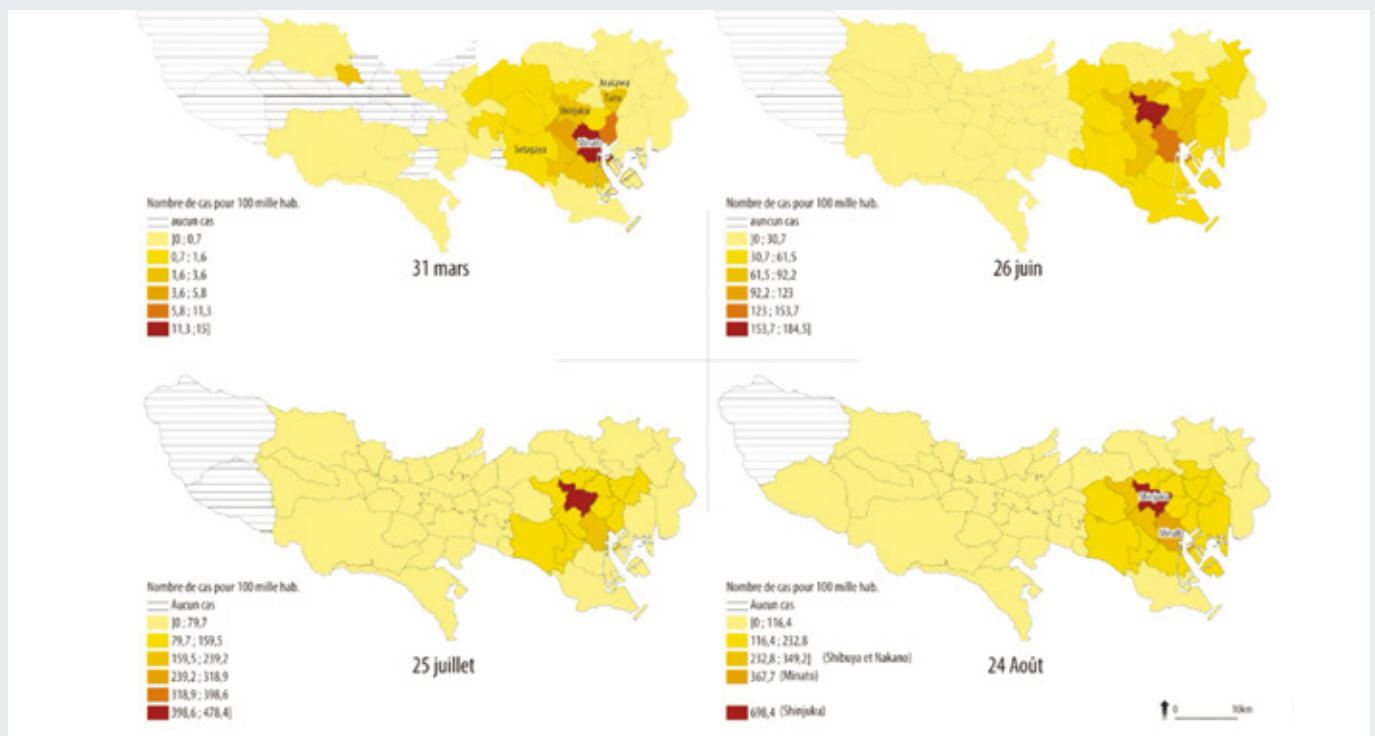


Fig 2 : Taux de prévalence de la Covid-19 dans le département de Tokyo (arrondissements et communes)

4 Les caractéristiques socio-spatiales de l'épidémie

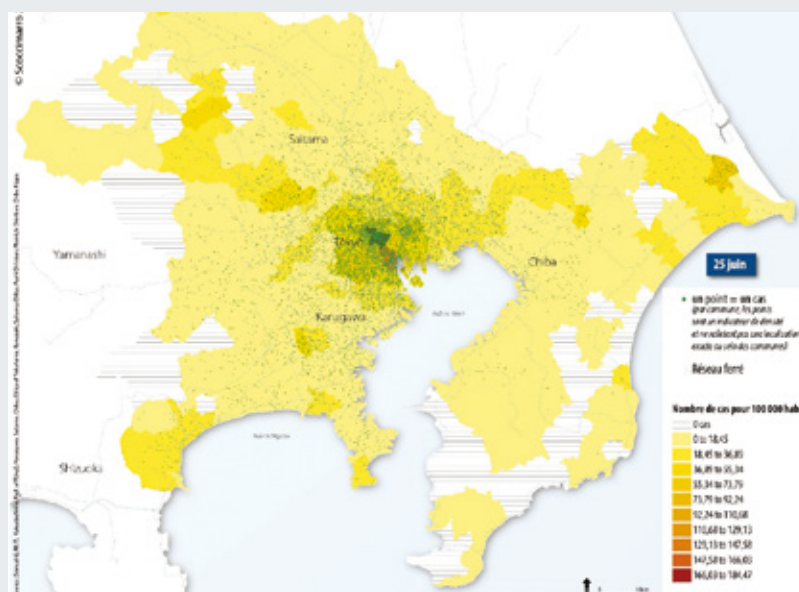
Au niveau individuel, cette épidémie présente des aspects communs aux autres pays, en particulier dans la distribution par âge. Au niveau socio-spatial en revanche, la situation présente des

caractéristiques originales. Logiquement, ce sont les territoires les plus ouverts à l'international qui connaissent les premières contaminations. Puis, ce sont les régions secondaires et pour finir, les régions les plus fermées et les plus isolées. Le département d'Iwate ne recensera ainsi ses premiers cas que le 29 juillet.

La décrue de la première vague s'est opérée selon la même logique, à savoir une diminution des cas de l'extérieur vers les zones centrales. Les données locales montrent une situation semblable, toutefois de nouvelles caractéristiques apparaissent éclairant les aspects socio-économiques de l'épidémie. À Tōkyō⁶, le nombre de cas lors de la première vague était le plus élevé dans l'arrondissement de Setagaya, le plus peuplé de la capitale. Cependant, c'est l'arrondissement hypercentre de Minato, qui montre, à partir du mois de mars, le taux le plus fort. Il faut attendre le mois de juin et le début d'une seconde vague des cas pour qu'il cède la première place à l'arrondissement de Shinjuku.

Le 24 août ce dernier conserve le taux le plus élevé avec 698,4 cas pour 100 000 hab., suivi de Minato avec seulement 367,7 cas et Shibuya avec 302,8 cas (Fig. 2). Shinjuku est aussi l'arrondissement qui compte le plus grand nombre de cas, 2 438 à la même date, suivi de Setagaya (1 570) et de Minato

Fig 3 : Prévalence de la Covid-19 dans le Grand Tōkyō



6. Mi-août, Tokyo est le département globalement le plus touché, avec 139,7 cas pour 100 000 hab. suivi par Okinawa avec 131,5, et Ôsaka avec 89,7. Nikkei Shinbun, Chôto de miru nihon no kansenshō jōkyō shingata koronawirusu (La situation de l'épidémie de Covid-19 au Japon en graphique), 19 août 2020.

(958). Ainsi la deuxième vague ne remet pas fondamentalement en cause la répartition socio-spatiale des cas. Le lieu de résidence des patients fournit un indicateur de leur appartenance sociale et la cartographie de l'épidémie en juin, à l'échelle du grand Tôkyô, faisait ainsi réapparaître la dichotomie socio-spatiale historique de la capitale japonaise (Fig. 3)⁷.

Les quartiers de la ville haute de Tôkyô, étendus aux banlieues des cols blancs de la classe moyenne, situés à l'Ouest du palais impérial, et dont les arrondissements et communes comptent des taux plus élevés de contamination, font face à la ville basse, à l'Est du palais, en contrebas, dans les zones basses du delta de l'Arakawa ou au nord, dans les quartiers populaires et qui ont, eux, des taux de contamination extrêmement faibles.

L'épidémie de Covid-19 au Japon revêt ainsi des aspects communs à ce que l'on constate dans les autres pays, en termes de populations touchées par âge, par voie d'entrée de la contamination ou encore en termes de mortalité des personnes les plus âgées. En revanche sur le plan social, bien que l'on n'ait pas accès aux revenus des personnes contaminées, la distribution nous conduit à émettre l'hypothèse qu'au Japon, la Covid-19 touche plutôt les milieux aisés. La deuxième vague, survenue à partir de fin juin, modifie légèrement ce schéma sans le remettre en cause, avec une explosion des cas dans l'arrondissement de Shinjuku (Fig. 4).

Cet arrondissement est très hétérogène, aisé dans sa partie est, il héberge aussi le quartier des plaisirs de Kabukichô, attenant à la gare de Shinjuku. C'est un quartier qui concentre bars à hôtesse, salons de massage, et lieux de prostitution masculine et féminine. Ses rues sont peu contrôlées par la police. Recueillir des données sur la clientèle de ce quartier, pour tracer les voies de contamination, est une tâche ardue, cependant c'est au sein de ces populations que

« Il est cependant difficile de définir un modèle japonais, d'autant que les situations locales sont très diverses ».

les autorités identifient les hausses les plus fortes de contaminations depuis juin, en particulier sur les tranches d'âge jeunes. La prime de 100 000 yens pour les personnes positives a pu toutefois inciter ces populations à se faire tester, là où les outils de pression sociale et les mesures d'incitation à la responsabilité civique ont généralement peu d'influence.

Conclusion

Le faible taux de mortalité jusqu'à fin août témoigne d'une gestion de la crise sanitaire relativement efficace en comparaison internationale. Il est cependant difficile de définir un modèle japonais, d'autant que les situations locales sont très diverses, du fait de la grande marge de manœuvre des départements, dirigés par des gouverneurs qui ont de larges prérogatives. C'est cet échelon qui semble avoir été le plus efficace et le plus réactif pour la gestion de crise, parfois en se confrontant au gouvernement central.

Il faut souligner que le contrôle social et une certaine forme de régulation par la peur, renforcée par les discriminations sociales dont peuvent faire l'objet certaines personnes contaminées, sont un puissant levier, qui suscite néanmoins des critiques sociales, mais conduisant à l'application de mesures de prévention préconisées par les autorités.

Au final, le Japon applique un confinement modéré mais durable, soutenu par un grand plan de relance économique. L'acceptation sociale permet une continuité de son application en coordination avec les deux autres piliers. De fait, on ne constate pas de relâchement significatif des pratiques de prophylaxie et depuis fin août la seconde vague semble être sous contrôle.

➤ **Adrienne Sala** (chercheuse à la Maison franco-japonaise de Tokyo, UMIFRE 19)

➤ **Rémi Scoccimarro** (chercheur à la Maison franco-japonaise de Tokyo, UMIFRE 19)

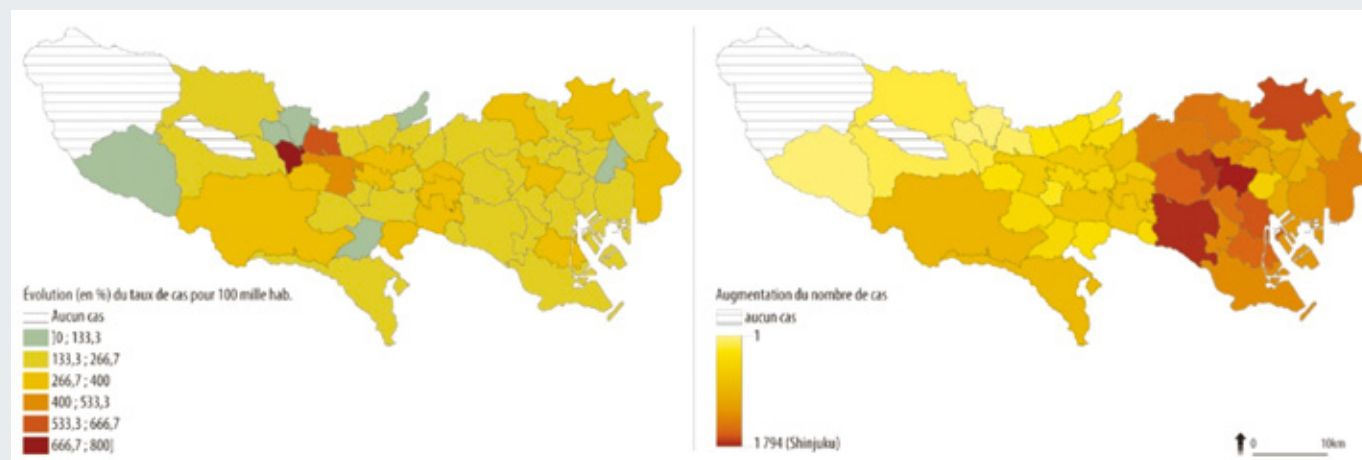


Fig 4 : Évolution des cas de Covid-19 dans le département de Tôkyô entre le 26 juin et le 24 août 2020

7. Paru originellement dans Scoccimarro Rémi (2020) « Les échelles de la pandémie de Covid-19 au Japon : Une gestion de crise inclassable, mais efficace ? », Outre-terre, 2019-2, n°57 « Virus planétaire, Géopolitique de la Covid-19 », pp. 177-200.

L'Éthiopie au temps du coronavirus...

Retour sur un suivi discret de la pandémie en Éthiopie

Le 17 mars 2020, le Centre français des études éthiopiennes (CFEE) s'est figé. À l'annonce de la fermeture des frontières de l'Europe se superposait l'annonce quelques jours plus tôt des premiers cas positifs au coronavirus en Éthiopie.

Étudiants, chercheurs, missions ont rapidement quitté le pays. Depuis, le CFEE demeure fermé au public. À l'heure où les équipes du Centre sont à la recherche des meilleurs moyens et idées pour poursuivre leurs activités dans un contexte sanitaire et sécuritaire incertain, il semble primordial d'être à l'écoute et au contact d'environnements sociaux bouleversés par la crise sanitaire et l'instabilité politique qui domine l'espace public éthiopien depuis plusieurs mois. À partir du printemps 2020, les rares chercheurs

étrangers restés à Addis-Abeba se sont installés dans un quotidien contraint par des états de crise sanitaire et politique rendant inaccessible leur terrain de recherche. Fin juin 2020, alors que la circulation active du virus était désormais avérée, l'assassinat d'un chanteur populaire déclencha une importante vague de violences urbaines donnant lieu à un fort raidissement de l'espace politique éthiopien. Alors que la pandémie s'installe dans la durée, comment revenir sur le terrain ? Comment suivre en Éthiopie les dimensions sociales et spatiales



La prévention affichée dans l'espace urbain (mai 2020), Addis-Abeba

© Marie Bridonneau

d'une crise qui contraint chacun à prendre ses distances avec l'autre ? Comment documenter ce moment si particulier de l'Éthiopie contemporaine, prise en quelques mois dans des états de sidération et de violence ? Le CFEE a essayé de construire un suivi discret des perceptions et effets de la pandémie en posant le regard sur certaines dimensions des environnements sociaux, avec le souci de décaler l'observation par rapport aux grandes thématiques du moment - le nombre de cas, de tests, l'illusoire distanciation sociale, l'impossible confinement, la tragédie annoncée, l'évitement espéré et finalement l'installation de l'épidémie et l'attente du franchissement d'un premier pic -. Cette observation se fait à partir d'échanges nourris avec les proches, les terrains, à Addis-Abeba et en région, dans le but de faire émerger les expériences intimes de la pandémie et les lignes de différenciations sociale et spatiale qu'elles révèlent.

Le CFEE tente de prendre le pouls d'une société éthiopienne prise dans de multiples réalités de crises et d'inquiétude telles que l'insécurité, l'inflation ou la santé. Ce cheminement se poursuit aujourd'hui au contact d'une Éthiopie dans laquelle se mêlent des soucis, réflexes et mots d'ordre globalisés, transférés, et des pratiques beaucoup plus ancrées dans les territoires et la vie politique, sociale et culturelle. Trois premières chroniques produites par le CFEE ont par ailleurs donné lieu à des notes destinées à la correspondance diplomatique :

1 Les religions en Éthiopie au temps du corona - discours et pratiques de la foi (avril) : cette chronique a été rédigée alors que l'épidémie tardait à se déclarer en Éthiopie. Beaucoup d'observateurs moquaient l'appareil de suivi éthiopien tandis que, passé un état de stupeur à l'annonce des premiers cas, les Chrétiens d'Éthiopie s'apprêtaient à célébrer la semaine sainte. Cette étude a été l'occasion d'appréhender les difficultés de positionnement des pouvoirs publics et des autorités religieuses dans un tel contexte, mais aussi les réactions des fidèles : le déni, la peur et le recours accru à la pratique religieuse. Ce premier travail révèle l'absence totale de visibilité qui dominait alors, et le manque de repères pour l'analyser : comment interpréter avec les outils des sciences sociales une situation inédite et immédiate ?



La prévention affichée dans l'espace urbain (mai 2020), Addis-Abeba

© Marie Bridonneau

- 2 Les travailleurs du tourisme en Éthiopie au temps du corona, état de choc et vulnérabilité socio-économique (début mai) :** tandis que l'Éthiopie semblait maîtriser l'épidémie sur son territoire, les effets socio-économiques se faisaient déjà brutalement sentir dans les espaces locaux. Dans les hauts lieux du tourisme éthiopien, la crise sanitaire mondiale agissait comme un énième révélateur de l'extrême fragilité du développement local entre endettement et travail informel, mais aussi de l'efficacité des systèmes de solidarité locale.
- 3 Vivre et pratiquer l'épidémie à la campagne - distance et mémoires (fin mai) :** alors que les cas augmentaient en Éthiopie et que la vie urbaine avait paradoxalement repris une allure ordinaire, les habitants des campagnes scrutaient eux, sceptiques, la construction de la gestion nationale de la crise pandémique.

1. Le Lasta est un territoire rural du Nord de l'Éthiopie, en région Amhara.

Quelques extraits de la chronique rédigée sont présentés ici pour conclure :

« Perception de la pandémie actuelle depuis les campagnes du Lasta¹ »

L'épidémie de Covid-19 met en lumière le fossé des perceptions et des pratiques entre une minorité urbaine et les sociétés rurales en Éthiopie. Depuis la société urbaine préoccupée et internationalisée d'Addis-Abeba, les pratiques et perceptions des campagnes suscitent l'incompréhension : les fêtes de Pâques passées, les mariages vont bon train dans le Lasta, campagne majoritairement chrétienne orthodoxe. Un citadin en visite à la campagne raconte sa déconvenue quand, masqué et muni de désinfectant, il a été raillé par les paysans qu'il croisait. Les associations religieuses tiennent leurs assemblées comme à l'accoutumée ; les funérailles et les commémorations des morts sont organisées comme d'ordinaire. Comment expliquer ce décalage avec l'angoisse qui saisit le monde depuis plusieurs mois ?

Dans ces campagnes éthiopiennes très peu articulées au réseau urbain et de communications modernes, la Covid-19 est une maladie de l'extérieur dont la réalité ne se manifeste justement qu'à travers les médias. Elle reste une maladie de *farandj* (étranger) dont s'est emparé le gouvernement fédéral. Au sein de ces territoires pour le moment tenus à l'écart des chaînes de contaminations, l'épidémie demeure virtuelle. Tandis qu'une grippe saisonnière a visiblement affecté un grand nombre de personnes à l'automne dernier, les habitants de ces campagnes se demandent pourquoi il faudrait maintenant arrêter d'aller à l'église et de se réunir. En effet, depuis mars, rien n'a fondamentalement changé dans les villages du Lasta. Beaucoup d'agents publics qui se rendent à des formations Covid-19 dans les villes de la région prennent ces séances de réunions comme n'importe quelle autre, ennuyeuses et bureaucratiques. Les messages des autorités fédérales sont difficilement relayés et rencontrent peu

d'échos. Les mesures, qu'elles soient préventives, coercitives, ou punitives, ne sont pas mises en œuvre au niveau des individus, voire des administrations locales. Cette réalité interroge d'autant plus que les phénomènes épidémiques sont une réalité bien connue dans ces campagnes pauvres, réalité soumise à un mouvement de va et vient au fil des époques et des saisons.

Mémoires de l'épidémie

Les épidémies sont fréquentes, récurrentes et font l'objet de réponses sociales spécifiques en Éthiopie. M., 84 ans, raconte son expérience des épidémies en Éthiopie dans les années 1960 et 1970, en l'absence de système de santé publique puis avec l'arrivée des premiers outils de gestion publique des épidémies : *« quand quelqu'un était malade au sein du village, on lui rendait visite. Bien que certains avaient toujours peur de rendre visite aux malades. On comprend qu'il y a épidémie ou risque d'épidémie dès le deuxième malade. On arrête alors de rendre visite aux malades. Dans un second temps, les gens établis à proximité s'en vont et se réinstallent ailleurs. »*



Sortie de l'église, le jour de Mikael (20 mai 2020), Addis-Abeba.

C'est de cette manière qu'on met la famille contaminée en quarantaine. Si l'épidémie continue à se développer, il y a le système de 'qesa'. 'Qesa' signifie que si quelqu'un est malade, l'un de ses proches sera désigné pour prendre soin de lui. Très souvent, le malade et son soignant partiront se mettre à l'écart dans une grotte ou dans une petite hutte dans la forêt. Ils resteront ensemble, isolés des autres. La famille pourra déposer de la nourriture à quelques mètres. Cette pratique était très connue et très répandue. Par exemple, ma grand-mère a été contaminée lors d'une épidémie. Ma mère voulait l'accompagner dans le désert. Mais mon oncle lui a dit : 'j'ai fait un rêve, un mauvais rêve. Une jarre s'est brisée en face de moi. C'était toi. Tu as beaucoup d'enfants. Moi, je ne serai pas malade, je survivrai. C'est à moi de l'accompagner et de prendre soin d'elle'. Beaucoup de gens ont été malades et sont morts à cette époque, dont ma grand-mère. Mais mon oncle a survécu. Ma mère aussi est morte lors d'une épidémie, plus tard. Ma sœur vivait dans un autre village, où tout le monde était malade à cause d'une maladie. Ma sœur aurait dû rester là-bas. Mais elle n'a rien dit. Elle est venue, malade. Ma mère s'est occupée d'elle. Elle a été contaminée et elle est morte. Les épidémies venaient souvent avec la sécheresse et la faim.



Quant à moi, j'ai aussi été atteinte par une épidémie, lorsque j'étais à Woldiya. J'étais allée chercher de l'eau à la rivière, j'ai croisé un homme attaqué par la variole. Des gens tentaient de le traiter avec des cendres. J'ai été tétanisée en le voyant. De retour à la maison, je suis rapidement tombée malade. Tu vois, j'ai toujours les cicatrices sur les bras. Des hommes sont venus à la maison pour me guérir. Ils ont passé la nuit à faire des incantations. L'un d'entre eux est mort. Moi, j'ai guéri. Plus tard, dans les années 1970, je me souviens d'une épidémie de méningite. Les gens mouraient, ou survivaient avec de lourdes séquelles. Les gens venaient de la campagne pour être traités au centre de santé, ils étaient installés dans un camp par les autorités. Une de mes filles a été malade, elle a été soignée et a guéri, on a eu beaucoup de chance ».

Les mesures de distanciation sociale voire d'isolement imposées à l'échelle globale et également en Éthiopie rejoignent ici un certain vécu, y compris dans les campagnes les plus reculées : pourquoi le discours des autorités fédérales trouve alors à ce jour si peu d'écho chez ces populations ?

La réalité de l'épidémie en question

Les autorités locales, les centres de santé et les agents de santé publique ont beau prôner la distanciation sociale et le lavage des mains, ces instructions ne renvoient à rien de réel et de tangible pour les habitants. M., 84 ans, l'explique de la façon suivante : « Tu sais qu'il y a une épidémie quand plusieurs personnes d'une même maison sont malades. Les gens commenceront alors à parler et à mettre en œuvre les soins nécessaires au sein de la communauté. Dans certains cas, on pouvait même abandonner le village et on en construisait un autre un peu plus loin. Mais dans le cas présent, personne ne comprend ce qu'il se passe. Une épidémie ne vient pas par la télé, la radio, le kebele (administration locale). Ils nous parlent d'épidémie, de symptômes. Ils veulent qu'on utilise des masques, qu'on se lave les mains. Mais on ne voit pas l'épidémie. On ne sait pas. On ne voit pas, on ne sait pas, on ne sait pas comment se protéger. Qu'est-ce que c'est que cette épidémie ? Un rhume ? Une grippe ? On ne peut pas arrêter de vivre pour

quelque chose qu'on ne voit pas, qu'on ne vit pas ».

Ce témoignage indique que pour être effective, la logique de prévention suppose d'abord de pouvoir référer l'épidémie à une expérience, vécue en première personne ou du moins dans le cercle rapproché de la vie sociale. C'est sur cette base que les mesures de distanciation et d'isolement, ancrées dans la mémoire collective, prennent sens. Ceci peut expliquer le peu de réalité d'une épidémie qui pour ces populations est aujourd'hui essentiellement un fait de discours plutôt qu'une menace immédiate.

« L'Éthiopie a une grande expérience en matière de réponse aux épidémies, depuis les gestions locales et communautaires jusqu'aux politiques de santé publique développées avec une efficacité reconnue ces dernières décennies ».

Le sens du global, le sens du local

L'Éthiopie a une grande expérience en matière de réponse aux épidémies, depuis les gestions locales et communautaires jusqu'aux politiques de santé publique développées avec une efficacité reconnue ces dernières décennies. Reste le défi de la situation présente où les deux échelles centrale et locale s'adjoignent difficilement : le fossé demeure encore aujourd'hui entre les indispensables mesures venues d'en haut : confinement, distanciation sociale, port du masque et les réalités de sociétés rurales très peu engagées dans le système mondial, dépourvues des biens de première nécessité, à commencer par l'eau, mais dotées d'une compréhension certaine de ce qu'est une épidémie. »

En attendant que des analyses plus ambitieuses et plus approfondies des effets sociaux de la crise en Éthiopie puissent être livrées, le CFEE envisage de poursuivre ce suivi discret dans les mois à venir, afin que la distanciation généralisée n'écarte pas encore plus les chercheuses et chercheurs de leurs terrains.

➤ Marie Bridonneau (Directrice du CFEE)

Informalité et Covid-19 : initiatives de l'IFAS-Recherche en Afrique du Sud

Le lancement d'une enquête sociologique sur « Informalité et Covid-19 » (août-octobre 2020)

Dans le contexte de la pandémie mondiale de Covid-19, l'IFAS-Recherche a lancé une enquête collective destinée à comprendre les effets sociaux et économiques de la pandémie sur les populations vulnérables en Afrique du Sud — et tout particulièrement sur les travailleurs du secteur informel durement touchés par le confinement très strict imposé à l'ensemble du pays à partir du 27 mars 2020 (« Level 5 ») et graduellement assoupli (descente en « Level 1 » à partir du 1er octobre).

En juin 2020, l'UMIFRE a fait appel à Chaymaa Hassabo, chercheuse associée au département de Sociologie de l'université de Johannesburg (UJ), pour concevoir cette recherche en tant qu'investigatrice principale et pour coordonner une enquête de terrain avec une équipe de quatre jeunes chercheurs sud-africains. Chaymaa Hassabo est au départ spécialiste des mouvements populaires dans l'Égypte contemporaine. Depuis son installation à Johannesburg en 2018 en tant que post-doctorante au Centre for Social Change (UJ), ses recherches se sont orientées vers la question de l'informalité et de la vulnérabilité sociale, et ses intérêts se sont élargis à l'Afrique du Sud dans une perspective comparatiste avec le Moyen-Orient. La pandémie de Covid-19 et le confinement très strict qui en a résulté ont soulevé avec acuité la question des inégalités. Dès qu'il a été à nouveau possible de faire du terrain à partir du mois d'août, l'enquête a pu démarrer dans les quartiers pauvres de Johannesburg (Alexandra, centre-ville, etc.) et du Cap (Cape Flats). L'objectif central de l'étude est de comprendre les effets du *lockdown* sur le quotidien des travailleurs pauvres : des gardiens de parking aux travailleuses à domicile, des vendeurs de rue aux recycleurs de déchets, cette étude appréhende l'informalité avec une définition large. Chaymaa Hassabo et son équipe ont mené une

soixantaine d'entretiens qualitatifs (deux heures chacun) et 200 entretiens quantitatifs (à partir de questionnaires standardisés) ; les premiers résultats de cette enquête ont été communiqués lors d'une journée d'étude organisée le 19 novembre à l'IFAS-Recherche et donneront lieu à des publications en 2021.



Entretien avec madame Lulama Mali, vendeuse de rue et présidente de la Johannesburg Informal Traders Platform.



Premier jour de tournage. Documentaire Film – *What are we gonna eat tomorrow Informal workers during the Covid-19 pandemic in South Africa*



Second jour de tournage du documentaire sur les effets de la pandémie COVID19 sur les travailleurs informels en Afrique du Sud par l'équipe de l'IFAS-Recherche.

La réalisation d'un film documentaire (octobre 2020)

Une autre idée a émergé au fil de l'enquête : celle de produire un documentaire de quinze minutes à partir de quatre entretiens filmés, intitulé *"What are we gonna eat tomorrow?" Informal workers during the Covid-19 pandemic in South Africa*. Ce film a pour ambition de donner la parole à ces travailleurs, de découvrir leur travail et leurs conditions de vie durant le confinement, et de comprendre de façon concrète comment la pandémie de Covid-19 a eu un impact sur leur quotidien.

Deux femmes et deux hommes ont été retenus :

- Un vendeur de rue zimbabwéen, qui a choisi de rester anonyme pour protéger son identité, signe tangible de la précarité des travailleurs étrangers sans papiers. Il est filmé en extérieur dans un quartier ouest de Johannesburg.
- Un recycleur (reclamer) sud-africain, qui a été filmé sur le lieu même où il trie des déchets dans le quartier de Braamfontein, ce qui permet de donner à voir ses difficiles conditions de travail.
- Une ancienne travailleuse domestique qui fait partie de la SADSAWU (South African Domestic Service and Allied Workers Union) et représente

« Le documentaire a pour ambition de proposer un portrait sensible des travailleurs informels et, surtout, d'écouter ce qu'ils ont à dire sur les temps troublés de la pandémie ».

des travailleuses domestiques dont l'emploi se situe aux limites de l'informalité. Elle est filmée dans les bureaux du syndicat dans le CBD de Johannesburg, quartier pauvre et dégradé.

- Une vendeuse de rue filmée à chez elle, dans le township d'Alexandra.

Alternant séquences en intérieur et séquences en extérieur, le documentaire a pour ambition de proposer un portrait sensible des travailleurs informels et, surtout, d'écouter ce qu'ils ont à dire sur les temps troublés de la pandémie.

Tout au long du documentaire, les travailleurs informels abordent trois grands thèmes : leur identité et métier(s) au sein du secteur informel, les effets de la pandémie et du confinement sur leur quotidien, ainsi que les spécificités de leur métier au sein du secteur informel.

- **Sophie Dulucq** (Directrice de l'IFAS-Recherche)
- **Line Relisieux** (Chargée de projets)

En savoir plus

Le documentaire est en ligne sur la chaîne Youtube de l'IFAS-Recherche :
<https://www.youtube.com/user/IFASresearch>

Produire des savoirs citoyens face à l'urgence sociale en Angola

Entre 2002 (fin de la guerre civile) et 2015 (premiers effets du choc pétrolier), l'Angola a vécu ce que d'aucuns ont qualifié de « miracle » économique, alimenté par un véritable boom pétrolier. Cette croissance record a cependant nourri les comptes offshore du Président José Eduardo dos Santos et de ses alliés plus que le développement social du pays.

Dans les rues de Luanda, les Angolais ordinaires n'ont goûté au miracle que par le biais de la propagande d'État. À partir de 2011, quelques dizaines de jeunes Luandais portés par les espoirs des printemps arabes tentent d'organiser des manifestations anti-régime. Ils sont systématiquement réprimés. Le choc pétrolier de 2014 entraîne une inflation incontrôlable et les salaires dégringolent. L'incroyable patience politique de la rue s'effrite. En 2017, après des tentatives particulièrement agressives de musellement de la société civile, Dos Santos, au pouvoir depuis 1979, profite des élections générales pour opérer une sortie discrète. Contre toute attente, son successeur annonce une ambitieuse recomposition structurelle : lutte contre la corruption, reconnaissance de la société civile, réformes fiscales, décentralisation. Mais les grandes annonces sont peu suivies d'effets et le nouveau régime devient lui aussi la cible de contestations. Le projet de recherche sur lequel s'appuie cet article s'intéresse à cette nouvelle donne sociale et politique dans le contexte particulier de Luanda, ville-capitale où se concentrent le pouvoir et la richesse du pays mais aussi épice des contestations. Fin 2019, la chercheuse de l'Institut français d'Afrique du Sud – Recherche basée à Luanda initie un terrain de recherche pour comprendre les attentes des Luandais face au

nouveau régime et comment le gouvernement y fait face. Assiste-t-on à l'émergence de nouveaux espaces de citoyenneté ou la possibilité d'un contrat social démocratique et transparent reste-t-elle vœu pieux ?

Le projet repose sur deux piliers méthodologiques : un travail ethnographique assez classique d'une part (observation, entretiens plus ou moins formels) et un travail plus participatif d'autre part, basé sur la co-construction de médias audio et/ou visuels pouvant être utiles à la recherche mais aussi aux personnes concernées.

De décembre 2019 à mars 2020, le contact est pris auprès de différents groupes engagés dans le dialogue démocratique et l'*empowerment* local. Cette première phase est consacrée à l'immersion ethnographique pour comprendre le fonctionnement de ces groupes et proposer des ateliers audiovisuels adaptés à leurs besoins. La chercheuse s'intéresse d'abord à une campagne intitulée « Les jeunes pour les élections municipales », portée par des collectifs qui militent pour la mise en place de gouvernements municipaux autonomes, promise par le nouveau chef d'État¹. Pour eux, l'action citoyenne ne doit pas passer par les partis politiques mais s'articuler directement aux débats parlementaires et au jeu électoral. Les participants étudient les textes législatifs et n'hésitent pas à interpeller les

1. Les seules élections en Angola à l'heure actuelle sont les législatives organisées tous les 5 ans depuis 2008. Le parti majoritaire désigne alors le président de la République et l'ensemble des dirigeants au niveau local et régional.

pouvoirs publics par le biais de débats publics, conférences de presse et manifestations de rue. Les premiers entretiens révèlent une vision du travail politique comme vocation, requérant beaucoup de charisme et de sacrifices personnels.

La photo prise au siège de l'un de ces collectifs révèle leurs sources d'inspiration résolument panafricaines et ancrées à gauche : héros de la lutte anti-coloniale et du mouvement des droits civiques, célébrités afro-descendantes, penseurs du socialisme mais aussi leaders populistes plus controversés comme Hugo Chavez, Fidel Castro et même Adolf Hitler (voir Figure 1).

Dans un tout autre registre, la chercheuse a également pris attache avec un professeur d'architecture investi dans la création d'une bibliothèque de quartier. Son action, qu'il définit comme de l'entrepreneuriat social, est resserrée sur le développement urbain micro-local mais mobilise des volontaires aux compétences diverses (soutien scolaire, cinéclub, comptabilité, etc.). Le projet ne s'articule à aucun programme politique et n'interpelle pas les autorités locales. Les premières observations suggèrent toutefois que les participants ont en commun un rejet spontané des politiques publiques touchant leur quartier et

« Les premières observations suggèrent que les participants ont en commun un rejet spontané des politiques publiques touchant leur quartier et préfèrent s'en remettre à leurs propres ressources ».

préfèrent s'en remettre à leurs propres ressources. La chercheuse s'est enfin penchée sur deux groupes spécialisés dans l'animation de débats de société : une ONG de défense des droits de l'homme établie de longue date à Luanda organisant des formations sur la citoyenneté, et un réseau féministe plus confidentiel proposant des débats réservés aux femmes et aux personnes refusant les assignations de genre. Si l'on s'attendait là à une forme d'activisme de niche, centré sur un projet intellectuel théorique (déconstruire la domination patriarcale), le constat est en réalité celui d'échanges centrés sur la vie quotidienne et de participantes d'horizons divers : des cadres supérieures, des jeunes femmes n'ayant pas terminé leurs études secondaires, en passant par des artistes anti-conformistes ou des membres de groupes religieux a priori assez conservateurs.

Le confinement a mis un coup d'arrêt au travail ethnographique, alors même que les premiers résultats de cette « observation participante » restent épars et superficiels. Sans une immersion régulière et informelle, les conversations étaient difficiles à relancer, plombées par des inquiétudes logistiques et par l'incapacité générale à envisager le futur.



Figure 1 : Décoration intérieure au siège du collectif citoyen pour le município de Cazenga. 25/05/20.

LE DOSSIER

Progressivement, certains collectifs se sont saisis des espaces digitaux pour continuer leur action. Le format de vidéo-conférences a des avantages. Il permet de réunir des locuteurs inédits ou d'archiver les échanges. Mais à Luanda, l'accès à une connexion internet à domicile est coûteuse. Il faut s'en remettre à des connexions 3G souvent peu performantes. De plus, les échanges virtuels limitent les prises de parole spontanées et reposent plutôt sur les commentaires écrits. Le bagage académique de chacun conditionne alors la participation au débat. Enfin, les réseaux virtuels renforcent les effets d'affichage et de mise en scène de soi. Si les collectifs les plus institutionnalisés avaient déjà mis en place une stratégie de communication avant le confinement, pour les groupes plus informels, l'exercice est nouveau et mène à des maladresses, voire des conflits. La relative variété sociale observée dans les premiers mois s'est donc effritée.

C'est finalement le format de la recherche qui a progressivement perdu sens. Puisqu'il n'était plus possible d'intégrer les collectifs comme observatrice-participante, il a fallu se concentrer sur la co-production de données et de connaissances. Avec le prolongement annoncé du confinement, désormais rebaptisé « état de calamité nationale », et le raidissement des conditions socio-économiques générales, il n'était plus question de proposer des ateliers suivis sur plusieurs semaines. Les interlocuteurs les plus vulnérables sur le plan économique avaient désormais d'autres priorités que leur travail social. Les plus privilégiés réorganisaient leur vie dans une autarcie assez stricte. Impossible également de mettre des appareils photos ou des enregistreurs à disposition des partenaires, ou simplement de s'asseoir ensemble.

Début mai, il a finalement été proposé à six jeunes activistes de la campagne pour les élections locales de rendre compte des effets du confinement dans leur quartier par le biais d'enregistrements photographiques et sonores. L'objectif était de comprendre comment ces hommes et ces femmes réagissaient lorsque leur combat politique principal était mis à l'arrêt, l'organisation des élections n'étant désormais plus à l'agenda du gouvernement. Sur les réseaux sociaux, les groupes affirmaient leur présence auprès des habitants par le biais de campagnes



Figure 2 : Deux jeunes activistes distribuent flyers d'information et masques dans les rues du quartier Hoji-Ya-Henda. 25/05/20.

de sensibilisation sur la Covid-19 et de distribution de masques (Figure 2). Ils voulaient ainsi démontrer leur capacité à répondre aux besoins du quartier, là où les autorités publiques ne proposaient finalement qu'un renforcement sécuritaire. Mais comment cela était-il vécu à un niveau plus personnel ?

Fin juin, au moment de réunir les témoignages collectés, le bilan fut très mitigé. Les activistes n'ont pas pu bénéficier d'une formation de base. Sur le plan technique, les vidéos ne sont pas exploitables pour être diffusées en ligne mais c'est surtout sur le fond que l'exercice montre ses limites. Loin d'être le recueil multimédia imaginé au départ, il s'est transformé en simple micro-trottoir où les gens sont pris à parti plutôt que réellement



© Chloé Buire

amenés à s'exprimer. Les témoignages recueillis mettent en évidence les difficultés vécues par la population sans développer les moyens d'y faire face concrètement. Le matériau laisse parfois poindre une critique des autorités ou une forme de désobéissance civile, mais sans un débriefing réflexif avec les participants, impossible de pousser plus loin l'analyse.

Cette réflexion sur les méthodes et les conditions d'un travail ethnographique mis à l'arrêt par l'épidémie montre finalement que le changement social obéit à des temporalités impossibles à anticiper pour les chercheurs. Alors qu'un changement de régime semblait promettre un renouvellement du contrat social, la crise de la Covid-19 montre que les atteintes à la démocratie et

« Cette réflexion sur les méthodes montre finalement que le changement social obéit à des temporalités impossibles à anticiper pour les chercheurs ».

la marginalisation socio-économique continuent de prévaloir à Luanda. Construire un travail d'enquête sensible et participatif requiert un temps d'autant plus long et une disponibilité d'autant plus grande de la part de la chercheuse que les personnes participant à la recherche sont soumises à une pression sociale et économique croissante. Déléguer les outils ouvre quelques pistes mais ce n'est évidemment pas suffisant et pourrait même s'avérer contre-productif si, au lieu d'encourager des prises de parole personnelles et réflexives, la collecte de témoignages se transforme en exercice de recueil purement illustratif.

➤ **Chloé Buire** (Chargée de recherche au CNRS, IFAS-Recherche, UMIFRE 25, en poste à Luanda, Angola)

La société civile en Tunisie face à la Covid-19

Le cas de la mobilisation spontanée des jeunes des villes de l'intérieur

Si, en Tunisie, la propagation de l'épidémie se fait, à l'heure actuelle, principalement au niveau des grandes villes du littoral (Grand Tunis, Sousse et Sfax), les mesures de confinement sont néanmoins appliquées à l'ensemble de la population tunisienne, aussi bien dans les zones urbaines que rurales.

Toutefois, l'impact sur les populations et le niveau de conscience de l'importance de ces mesures est très variable selon le milieu social (classes aisée, moyenne et populaire) et selon l'éloignement des grands centres urbains, considérés comme foyer de l'épidémie par les habitants des petites villes et des zones rurales. Ce sont ces populations qui se retrouvent en marge des grands réseaux de distribution de produits alimentaires focalisés nécessairement sur les grandes villes et aussi sur les marchés de gros de produits agricoles. De ce fait, les habitants des petites villes et des zones rurales se retrouvent impactés par les contrecoups des mesures de confinement sans toutefois avoir conscience du risque encouru par le non-respect des mesures sanitaires. Ces lieux s'avèrent propices à une propagation horizontale incontrôlée car ils sont très peu couverts par les services sanitaires et,

quand bien même elles le seraient, les structures sont très largement sous équipées. Ces aspects, liés à la marginalisation des services publics et à l'absence de politiques de développement spécifiques aux petites villes et aux zones rurales de l'intérieur du pays, caractérisent les programmes d'action des associations locales observées dans des villes comme Sbeitla (Centre-Ouest), Ain Draham (Nord-Ouest) et de Beni Khedache (Sud-Est). Elles leur ont permis, jusque-là, d'évaluer le danger que pourrait représenter l'épidémie pour leurs communautés.

Depuis la révolution, ces associations ont bénéficié de programmes et de financements internationaux. Par ailleurs, leurs membres suivent régulièrement des formations en gestion de conflits, en leadership, en montage de projets, en techniques de communication et de participation citoyenne. Ils ont ainsi acquis un niveau de conscience assez précis



Le conseil de sécurité local à Beni Khedache



Jeune femme de l'association Achbel Khmir à Ain Draham collant des affiches pour la sensibilisation contre la Covid-19



Visite de soutien des jeunes de Adhwaa Sufeitula à la Garde nationale à Sbeitla



Regroupement des produits de stérilisation et de protection par les jeunes de Adhwaa Sufeitula à Sbeitla

des problématiques de la vie quotidienne de leurs communautés et sont très bien renseignées sur les tenants et aboutissants de l'épidémie de Covid-19 au niveau mondial. De ce fait, les associations ont, dès le début de la crise, mené des actions de sensibilisation à destination des agents des institutions publiques locales, puis à destination des populations, par le biais de techniques de communication assez originales diffusées dans les cafés, dans les marchés ou par le porte-à-porte : vulgarisation des mesures de protection au moyen de schémas de l'OMS imprimés sur des pancartes, projections pour des personnes âgées de vidéos de la situation en Italie et en Chine depuis les smartphones, etc. Elles ont également très vite fait pression sur les autorités pour faire appliquer les mesures de confinement, les restrictions de déplacement et les mesures de distanciation. Pour faire respecter ces dernières, plusieurs membres d'associations ont organisé les longues files d'attente des citoyens devant les bureaux de poste venus recevoir les 200 dinars au titre d'aide sociale d'urgence. Les membres des associations Achbel Khmir à Ain Draham (initiative des Clubs jeunes entreprendre financée par l'AFD via Mercy Corps), Adhwaa Sufeitula à Sbeitla et l'association pour la protection du patrimoine à Beni Khedache collectent les produits de stérilisation à destination des structures sanitaires locales et les matières premières pour la confection de masques. Ces membres ont acquis du matériel spécialisé, comme des pompes et des combinaisons de protection, et ont mené des actions de stérilisation des espaces publics. À Sbeitla, les associations se sont organisées pour la collecte et la distribution de dons de produits alimentaires aux familles nécessiteuses. À Beni Khedache, les associations les plus actives ont été intégrées au « conseil de sécurité local » qui s'apparente à une cellule de crise pilotée par le PNUD afin de mieux faire accepter les décisions

« Il est intéressant de noter que les programmes de renforcement des capacités de la société civile tunisienne, qui ont fait l'objet de critiques sur leur utilité et sur la pertinence de les financer, montrent actuellement, sur le terrain, les fruits d'années de préparation ».

des autorités locales aux populations et de mieux renseigner ces dernières sur les familles nécessiteuses. En effet, les données dont disposent les représentants de l'État sont souvent anciennes. Pour finir, il est intéressant de noter que les programmes de renforcement des capacités de la société civile tunisienne, qui ont fait l'objet de critiques sur leur utilité et sur la pertinence de les financer, montrent actuellement, sur le terrain, les fruits d'années de préparation et mettent sur le devant de la scène des jeunes hommes et femmes engagé-e-s à protéger et à servir leur communauté respective. De ce fait, les tenants des thèses de désenclavement territorial des jeunes des régions marginalisées de l'intérieur trouvent dans cette période de crise un contre-exemple assez significatif. En effet, par-delà les chiffres qui montrent que ces petites villes de l'intérieur constituent un cadre répulsif pour la jeunesse mais également un rejet de cette même jeunesse pour l'engagement associatif, le fait est que l'on assiste depuis quelques années à l'émergence d'une génération de jeunes engagés et bien au fait de l'importance de la participation citoyenne aux affaires locales. Ainsi, il est à prévoir que dans la continuité des élections communales de 2018, les prochaines élections locales voient l'apparition de candidats de plus en plus jeunes et jouissant d'un capital politique qui supplanterait celui des partis, mais surtout qui serait basé sur des actions de terrain et non sur l'idéologie.

➤ **Marouen TALEB** (Chercheur post-doctorant à l'IRMC)

En savoir plus

Cet article est tiré de l'ouvrage collectif *Vivre au temps du Covid-19. Chroniques de confinement : regards de chercheurs depuis la Tunisie*, dirigé par Oissila Saaidia et publié en juin 2020 (à Tunis) aux éditions IRMC-Nirvana.

Une petite entreprise agro-alimentaire mexicaine face à la Covid-19 : Maizajo, productrice de tortillas nixtamalisées, au devant de la continuité

En 2019, le CEMCA a intégré à son axe de recherche « Villes et métropolisation – Pratiques de la ville, accessibilité et inégalités au sein des métropoles » les activités d'URBAL, un programme multipartenarial porté par la fondation Agropolis et le CIRAD, qui évalue l'impact et les chemins d'impact des initiatives dédiées à la durabilité des systèmes alimentaires urbains.

A ce stade de développement du projet, une méthodologie d'évaluation est en cours d'élaboration, et testée auprès d'une quinzaine d'initiatives dans des métropoles des Suds comme des Nords.

Au Mexique, le programme s'attache à l'étude de l'entreprise Maizajo, spécialisée dans la production de tortillas nixtamalisées issues de semences de maïs natif (en opposition aux tortillas commercialisées dans les grandes surfaces, issues de semences hybrides et non nixtamalisées)¹. L'accent est mis sur l'impact au niveau de la production. Les maïs sont achetés à des petits producteurs familiaux originaires de l'État de Mexico à des prix supérieurs à ceux proposés par le marché ; les produits issus de la transformation du maïs (tortillas et dérivés : pâte à tortillas, *totopos*, *tostadas*,...) sont ensuite vendus à des restaurateurs de Mexico. La pandémie de Covid-19 a surpris les chercheuses du CEMCA lors de la dernière phase de recherche et d'évaluation des chemins d'impact de Maizajo concernant l'ensemble des champs de la durabilité déclinés par URBAL (gouvernance, sécurité alimentaire, environnement, nutrition, aspects culturels et sociaux, aspects économiques). Le gouvernement fédéral mexicain n'a imposé aucune mesure de confinement strict mais a promu la « saine distance », l'isolement volontaire, l'usage des gestes barrières, et chaque

État a pris des mesures spécifiques concernant l'accès à certains lieux. Le gouvernement de la Ville de Mexico a ainsi fermé l'accès aux restaurants au cours de la semaine du 23 mars, puis autorisé leur réouverture dans le courant du mois d'août avec une capacité d'accueil limitée à 30%. Devant ces contraintes, l'initiative Maizajo a développé de nouvelles activités en parallèle de la production de tortillas qui ont appelé une recomposition de son environnement. Comment poursuivre une activité économique liée à l'approvisionnement urbain quand les débouchés (l'aval du système alimentaire) sont restreints ? Comment les risques et difficultés liés à la pandémie s'ajoutent et



Figure 1 : Atelier de transformation de Maizajo : cuisson des tortillas

Source : H.Leloup, 2020.

1. Le processus de nixtamalisation consiste à bouillir les grains de maïs secs avec de la chaux. À l'issue de la cuisson, on obtient une pâte à partir de laquelle on peut préparer les tortillas. La méthode permet de libérer de la niacine, un acide aminé déficient dans le maïs.

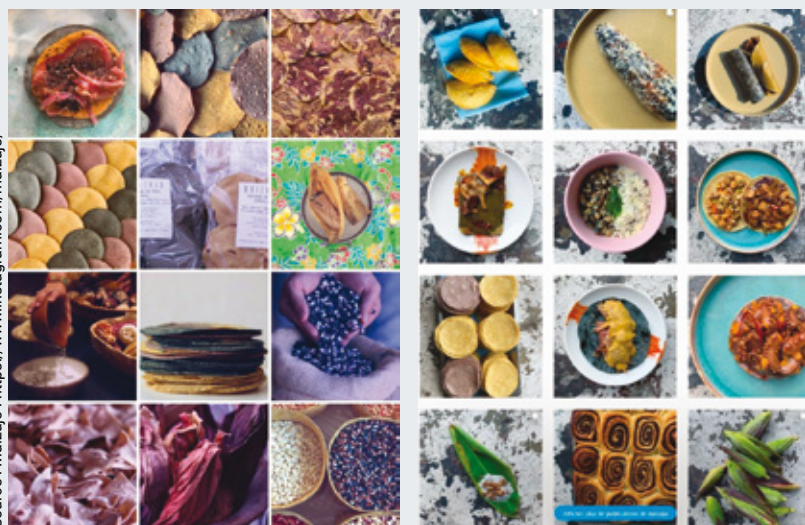


Figure 2 : Visuel de la page Instagram de Maizajo avant / après changement de ses activités

accentuent les problématiques quotidiennes des campagnes et des producteurs familiaux (l'amont du système alimentaire), déjà sous contraintes ? Face aux mesures susceptibles d'affecter l'activité de Maizajo et des acteurs qui gravitent autour du système agro-alimentaire que l'entreprise organise, les chercheuses du CEMCA ont mené des entretiens auprès d'acteurs dont elles connaissaient les possibilités de connexion à distance. Quelle était la réponse de ces acteurs face à la pandémie de Covid-19 ? Le prisme de la durabilité proposé par URBAL n'invitait-il pas aussi à considérer leur capacité de résilience ? Les chercheuses ont interrogé le porteur de l'initiative afin de comprendre les modalités de transformation de l'initiative et les perspectives futures. Elles ont également repris contact avec deux producteurs fournissant Maizajo afin de comprendre avec eux les impacts du changement d'activités de Maizajo sur leur activité agricole, mais surtout de saisir au mieux les effets de la crise sanitaire sur leur exploitation. L'entreprise Maizajo a été contrainte d'adapter son activité et de diversifier ses productions très rapidement pour éviter de stopper complètement ses activités et de congédier l'ensemble de ses employés. Suite à la fermeture des restaurants, principaux clients de Maizajo, les demandes en tortillas ont baissé de manière drastique. La production de pâte de maïs est passée d'un jour à l'autre d'une fourchette oscillant entre 300 et 700 kg de pâte par jour à 10 kg par jour. La production de tortillas nixtamalisées est alors devenue secondaire, et les gérants ont privilégié l'élaboration de plats cuisinés destinés aux particuliers (passage du B-to-B au B-to-C). Aux activités de transformation, qui se sont déplacées d'un produit de base à un produit élaboré, se sont ajoutées les charges d'approvisionnement en produits alimentaires plus divers et les itinéraires de livraison. Néanmoins,

« La crise sanitaire a donc joué le rôle d'accélérateur dans le basculement des activités de Maizajo ».

paradoxalement, l'entreprise fait de meilleurs bénéfices avec la crise et a accéléré le développement d'une branche en attente pour promouvoir la cuisine mexicaine à partir de sa base, la tortilla. Santiago Muñoz, à l'origine du projet, explique : « La pandémie a été l'occasion pour nous de définir ce vers quoi nous voulions diriger Maizajo, comment rendre le projet viable économiquement ». S'adresser directement aux consommateurs finaux présente des facilités par rapport à la commercialisation via des restaurateurs qui imposaient un système de crédit. L'accès direct au consommateur permet aussi de diffuser l'information autour du maïs et de l'importance d'une tortilla de qualité. La crise sanitaire a donc joué le rôle d'accélérateur dans le basculement des activités de Maizajo, puisque l'idée de diversifier les productions était imminente : « Il a fallu prendre une décision rapidement, d'un jour à l'autre. Nous avons reçu une très bonne réception lorsque nous avons annoncé que nous allions proposer des menus différents chaque semaine. Cet engouement nous a contraints à employer deux personnes supplémentaires. On est passé d'une situation où on était sur le point de fermer, à l'emploi de deux personnes de plus ! »

La réactivité au changement s'explique par la formation initiale des dirigeants en gastronomie, qui ont pu transmettre à leur tour leur savoir-faire aux collaborateurs en un temps très court. Le basculement s'est fait naturellement, en continuité avec les compétences de chacun. La principale associée, pâtissière de formation, s'occupait principalement des tâches administratives et contribue largement désormais à la diversification des produits. Le succès de l'adaptation rapide de Maizajo s'explique aussi grâce à une utilisation des réseaux sociaux. C'est au travers d'Instagram que Maizajo a diffusé ses propositions de menus hebdomadaires. Déjà bien insérée dans le monde gastronomique, Maizajo a bénéficié du soutien de personnalités locales et des commerces reconnus (boulangeries, restaurants). Le soin porté à l'image de l'entreprise sur les réseaux sociaux est chronophage, mais la fait connaître à un plus grand nombre de consommateurs potentiels. Avant la crise, Maizajo totalisait autour de 6000 followers ; en août 2020, on en recensait plus du double, avec 13 000 abonnés. Santiago Muñoz ajoute : « Grâce aux clients qui nous ont soutenus, nous nous sommes rendu compte que nous pouvions changer de modèle et être plus rentables ».

De leur côté, les producteurs sont confrontés à une chaîne d'incertitudes qui peuvent déstabiliser durablement l'activité. Les entretiens mettent en évidence une crise multifactorielle, mais où les facteurs ne sont pas ceux que la scène médiatique a partagé ces derniers mois. Les préoccupations ne portent pas tant sur la

LE DOSSIER

Covid-19 ni les mesures sanitaires ; ni même sur les conséquences directes de la récession ; encore moins sur la réduction de la demande de Maizajo en maïs. Elles concernent avant tout des difficultés immédiates et récurrentes dans la pratique de leur activité : la pluie, les subventions apportées par l'État et les difficultés d'accès à ces subventions, l'instabilité des prix du marché, autant d'éléments que nous aurions captés en dehors de ce contexte. Les retours des producteurs témoignent donc en premier lieu davantage de mécanismes de continuité que de ruptures franches. Ils mettent cependant aussi en évidence l'interdépendance des composantes des systèmes alimentaires et la fragilité de la production familiale. Par exemple, la perte de revenus chez les enfants des producteurs, qui travaillent en dehors de l'agriculture dans des entreprises fermées le temps de la pandémie, a des conséquences sur le financement des intrants qu'ils assurent pour leurs parents en temps normal. Israël, producteur à l'Ouest de Mexico souligne : « *Les principaux dangers pour la récolte à venir sont le contrôle des adventices et l'accès aux engrais. De nombreuses personnes ont perdu leur emploi et n'ont plus les revenus pour avoir accès aux intrants* ». Cette déstabilisation des mécanismes économiques familiaux laisse prévoir un rendement inférieur à la normale en 2020 qui mettra en danger l'accès à cette denrée de base à la fin 2020 et, surtout, en 2021. Si à court terme, la crise n'a pas empêché de semer, à moyen terme, elle empêchera de récolter les quantités habituelles – tout le moins chez les petits producteurs familiaux qui prévoient une baisse de moitié des rendements (de 2 à 1 tonne(s)/ ha). Les productions seraient alors destinées en priorité à l'autoconsommation pour les familles, fragilisant l'apport de revenus extérieurs pour assurer la saison 2021. Les producteurs déplorent le manque de vision à moyen terme de la part du gouvernement, et son absence d'intérêt pour les petits producteurs. Les mécanismes mis en place pour le soutien du secteur agricole ne s'adressent qu'aux producteurs capables de produire du maïs standardisé et canalisent les aides sur certains états producteurs (Sinaloa, Guerrero), délaissant les états centraux concernés par cette étude.

Les effets de la crise sont à prévoir sur la satisfaction des besoins essentiels de la population mexicaine, avec un risque d'accroître la dépendance alimentaire du pays s'il doit faire appel,

« Les effets de la crise sont à prévoir sur la satisfaction des besoins essentiels de la population mexicaine, avec un risque d'accroître la dépendance alimentaire du pays s'il doit faire appel, comme lors de la crise alimentaire de 2008, au voisin américain. ».



Source : H.Leloup, 2020.

comme lors de la crise alimentaire de 2008, au voisin américain.

L'analyse à chaud des effets de la crise de la Covid-19 sur une entreprise agro-alimentaire et les producteurs de denrées agricoles qui l'approvisionnent invite à prendre du recul et à continuer à poser le regard sur les effets de structure. La capacité de renouveau de Maizajo tient à la trajectoire gastronomique de ses fondateurs. La capacité de réponse des producteurs vient de leurs apprentissages passés face à d'autres crises, climatiques, économiques. La crise sanitaire montre une fois de plus les limites de la relation villes/campagnes et consommateurs/producteurs : l'entreprise continue de se définir, de se vendre grâce à l'amont de la filière agro-alimentaire, grâce à un approvisionnement en maïs natif issu de producteurs locaux, mais réduit ses besoins en maïs et fait basculer son tropisme vers l'aval de la filière agro-alimentaire, au risque de s'isoler davantage des producteurs et de leurs préoccupations qui pourtant la font croître. D'un point de vue scientifique, cette étude de cas nous enseigne que l'urgence des institutions de recherche à produire de la donnée sur cette crise inédite ne doit en rien effacer les longues années passées à produire de la donnée sur des objets a priori moins rentables. Les réponses à apporter ne peuvent se contenter d'être dirigées vers le virus et les conséquences directes, mais doivent se tourner en priorité vers des vulnérabilités de fond, essentielles à résoudre pour garantir l'accès à tous aux besoins essentiels, notamment à la sécurité alimentaire.

➤ **Héloïse Leloup** (Docteure en géographie, Associée à l'UMR8586 PRODIG et à l'USR 3337 CEMCA Mexico, Contractuelle pour le CIRAD sur le projet URBAL – Ufil Mexico)

➤ **Julie Le Gall** (Enseignante chercheure en géographie, En délégation au CNRS – USR 3337 CEMCA Mexico, Université de Lyon, École normale supérieure de Lyon)

L'Amérique centrale par la pandémie

Comment analyser l'état de la région centraméricaine trente ans après la vague de révolutions démocratiques qui avait submergé l'isthme et mis fin à plus d'une décennie de guerres internes ?

Telle est la question que s'est posée le CEMCA (Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines) en novembre 2019 lors d'un colloque international organisé en collaboration avec l'Ambassade de France au Mexique, la coopération régionale pour l'Amérique centrale, l'EHESS et l'Université Paris Diderot, et intitulé « Amérique centrale 1979-2019. De la révolution sandiniste aux caravanes de migrants ». Depuis, la pandémie de SARS-CoV-2 s'est abattue sur la région en donnant raison aux craintes soulevées par les participants du colloque : celles d'une corruption des jeunes démocraties centraméricaines et du renforcement de pouvoirs autoritaires.

Du 4 au 7 novembre 2019, le Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA) a réuni une trentaine de chercheuses, de chercheurs, de militantes et de journalistes venus d'Amérique centrale, du Mexique, de France et du Canada pour faire le point sur l'état de la démocratie dans la région 40 ans après la révolution sandiniste et les espoirs de changement qu'elle avait soulevés. Au terme de quatre jours de débats et de projections cinématographiques, les invités n'ont pas seulement acté de la régression autoritaire de plusieurs pays de la région – parmi lesquels le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala et le Salvador – mais des façons dont ces sociétés sont aujourd'hui travaillées par un double mouvement, ambivalent, de diffusion du langage du droit et d'attaque croissante des libertés au nom même de ce langage.

Or la crise sanitaire n'a pas peu précipité ces phénomènes. Il faut dire qu'à l'instar de nombreux pays d'Europe ou d'Asie, ceux d'Amérique centrale ont fait du confinement leur outil de prédilection pour lutter contre la propagation du virus. Aussi



ont-ils mis en place des mesures d'urgence tout en prenant soin de les adosser à un arsenal de lois d'exception souvent hérités des régimes militaires des années 1970 et 1980. C'était sans compter la vigilance de contre-pouvoirs institutionnels et de sociétés civiles autrement plus armés qu'autrefois pour veiller au respect du droit et dénoncer ses transgressions, mais aussi d'une classe politique qui a fait du droit un instrument de blocage et de nuisance privilégié des luttes partisans. Il s'en est suivi une juridicisation des rivalités politiques qui, au Salvador, au Honduras, au Guatemala, s'est accompagnée d'un renouveau de pratiques autoritaires et de discours populistes que l'on pensait tombés en désuétude.

C'est pourquoi les chercheurs et chercheurs associés du CEMCA se sont lancés depuis 2019 dans un travail de mise en regard des sociétés centraméricaines et de repérage des grandes tendances politiques qui traversent l'isthme, et dont la pandémie de Covid-19 a grossi le trait.

Sonder le politique, comparer les régimes

Si cette pandémie a pu exacerber les tendances autoritaires ou néo-populistes de plusieurs pays de la région, elle a aussi et surtout été un révélateur des permanences d'une culture politique commune à l'isthme, laquelle, conférant au social l'image d'une masse informe vouée au chaos et à l'inachèvement, accorde en retour à l'Etat et à ses détenteurs un rôle de garants de l'ordre et d'émulateurs de la nation, mais aussi un magistère moral sur le reste de la société. D'où la célérité avec laquelle les gouvernements de la région ont adopté à la fois des mesures de confinement et toute une liste de mesures de couvre-feu, d'interdiction de consommation d'alcool ou de restriction à la mixité dans l'espace public, rappelant en cela le rôle de garants des « bonnes mœurs » et de « civilisateurs » que s'étaient octroyés les militaires comme les révolutionnaires depuis les années 1960.

Mais les racines des pratiques autoritaires et populistes d'aujourd'hui puisent moins aux sources de cette culture politique ou des autoritarismes d'avant, que dans l'écart existant entre l'imaginaire d'un Etat garant de l'ordre et les réalités d'Etats discontinus et limités qui peinent à assurer une présence tout au long de leur territoire ou à peser sur le quotidien de leurs populations. C'est dire que l'image de remparts contre le chaos qu'ont revendiqué les Etats centraméricains face à la pandémie de coronavirus a été systématiquement battue en brèche par l'expérience concrète d'administrations en sous-effectifs et en souffrance financière chronique, notamment en matière de prise en charge sanitaire. Autant dire que c'est dans cet interstice même que naît l'agitation populiste, sorte de mise en scène permanente du pouvoir qui, par « la parole et le sang », tente, tant bien que mal, de combler le vide laissé par l'écart entre les demandes de protection de la population et les capacités concrètes d'Etats sinon « faillis », du moins « défaillants ». Reste alors l'excès. Excès de paroles, excès de force, là où l'action fait défaut. C'est bien ce que nous enseignent les gestions de la pandémie dans la région et notamment leur comparaison. Travail qui a été initié par les chercheurs et chercheurs associés du CEMCA



Couverture de la revue *Problèmes d'Amérique Latine*, 2019/2, n°113. Amérique centrale : pseudo-démocraties

« La Covid-19 aura aussi été le révélateur d'un imaginaire particulier de la nation, ce dans ces sociétés marquées de longue date par les circulations, les migrations et les tentatives d'intégration régionales ».

autour d'une réflexion sur le caractère de « pseudo-démocraties » des régimes centraméricains et qui continue aujourd'hui, via la mise en ligne de ressources numériques, à s'affiner en posant la question du retour ou non, à des formes déjà éprouvées de « populisme » et de « tyrannie caudilliste ».

Poser la question de l'espace des solidarités

Toutefois, la Covid-19 n'aura pas été qu'un révélateur du tour autoritaire pris par les scènes politiques centraméricaines. Il aura aussi été le révélateur d'un imaginaire particulier de la nation, ce dans ces sociétés marquées de longue date par les circulations, les migrations et les tentatives d'intégration régionales. Or sans doute est-ce cette question qui s'est posée avec le plus d'acuité. D'abord parce que plusieurs gouvernements de l'isthme ont longtemps attribué les cas de contamination aux seuls étrangers ou aux non-résidents, se contentant de fermer les frontières ou de placer en quarantaine tout nouvel arrivant. De sorte que le dépistage à grande échelle de la population a été négligé et a contribué aux hausses spectaculaires de contaminations, rappelant en cela des réflexes déjà critiqués lors d'épidémies précédentes, dont celle du VIH-Sida. Pire, le discours phantasmatique de la frontière étanche a pesé sur le tour de vis autoritaire de plusieurs pays de la région, dès lors que les cas de contamination se sont multipliés et que les pouvoirs en place ont été accusés d'inefficience, sinon d'inaptitude. Enfin, dans des pays de forte



Aperçu des ressources numériques mises en ligne par le CEMCA sur les processus migratoires.

migration des centraméricains, comme le Mexique ou le Costa Rica, l'association du virus à l'étranger n'a pas peu exacerbé les tensions avec ces populations migrantes ou réfugiées, souvent prises à parti et exclues des mécanismes de protection sociale des pays d'accueil.

Ce faisant la crise sanitaire aura surtout mis en relief la tendance des sociétés centraméricaines à penser la citoyenneté moins en termes d'appartenance nationale et d'espace de droit qu'en termes d'appartenance territoriale ou communautaire. C'est ce qu'ont d'ailleurs bien montré plusieurs jeunes centraméricanistes réunis autour de l'avant dernier numéro de la revue du CEMCA, Trace (N°77, 2020), dans lequel ils mettaient en évidence les porosités de l'imaginaire national et de ses frontières en Amérique centrale. En ce sens, si la pandémie de coronavirus a bien conduit de nombreux migrants et réfugiés à retourner dans leurs pays, faute de soutiens économiques des pays d'accueil, ces retours n'ont jamais été envisagés comme la recherche d'une protection étatique ou d'un droit à la santé qui les abriterait de la pandémie. La nation n'est pas, en Amérique centrale, le siège des solidarités ou le lieu d'une communauté de sort. Les solidarités s'ancrent au mieux dans la patrie et le plus souvent dans la patria chica, cet entrelacs de relations familiales, politiques et religieuses, généralement transnationales, qui se tisse sur la base de sensibilités communes et d'appartenances territoriales. Le nous se réduit souvent au village, au parti ou à la communauté de fidèles. L'autre figure alors un en-dehors sinon hostile, du moins devant rechercher ses supports au sein de ses propres « familles ». C'est pourquoi, encore à ce jour, des centaines de nicaraguayens, sans doute partis en exil à la suite des mouvements réprimés d'avril 2018, se voient toujours refuser l'entrée dans leur pays par le gouvernement sandiniste. Non pas qu'ils soient considérés comme de potentiels opposants, mais plutôt comme des étrangers. Car la nation et le peuple étant, pour les sandinistes au pouvoir, incarnés dans le parti, tout opposant à celui-ci est dès lors un ennemi de la nation et un membre du « parti de l'étranger ».

Visibiliser le travail de la société civile

Encore faut-il souligner le rôle prépondérant qu'ont joué les organisations de la société civile en Amérique centrale ; région où les ONG et les associations tendent à se substituer à l'Etat en matière d'urgence sanitaire ou de prise en charge des migrants. Pendant le confinement, le CEMCA a voulu valoriser ce travail de la société civile en publiant sur son site les travaux de ses chercheuses et chercheurs enquêtant sur les migrations centraméricaines et notamment sur la « visibilisation de pratiques de préservation de la vie ». Pratiques qui ont redoublé avec la crise sanitaire mais doivent



Débat d'idées sur le thème « Un journalisme d'investigation est-il encore possible en Amérique centrale », en présence de journalistes et de militants de défense de la presse. De gauche à droite : Carlos Martinez (El Salvador), Vanessa Carrillo (Mexico), José Luis Rocha (Nicaragua), Quimiy de León (Guatemala).

© CEMCA

« En novembre 2019, le CEMCA et l'Ambassade de France au Mexique avaient invité des journalistes d'investigation centraméricains à dresser un bilan des possibilités actuelles du journalisme indépendant ».

faire face à des crises économiques en chaîne qui tarissent les financements publics et les récoltes de dons destinés aux ONG et autres associations.

Cependant l'économie n'aura pas été le seul obstacle rencontré par les sociétés civiles centraméricaines depuis la crise sanitaire. En novembre 2019, le CEMCA et l'Ambassade de France au Mexique avaient invité des journalistes d'investigation centraméricains à dresser un bilan des possibilités actuelles du journalisme indépendant et de ses conditions d'enquête. Les invités avaient alors fait part de leurs préoccupations croissantes quant à la situation de la région. Ils avaient bien sûr dénoncé les graves atteintes à la liberté de presse et à la liberté d'expression orchestrées depuis 2018 par la dictature du couple Ortega-Murillo au Nicaragua, mais encore avertit de la tendance du nouveau président salvadorien à dénigrer et entraver le travail des journalistes ou des multinationales installées au Guatemala à intimider les journalistes et les scientifiques enquêtant sur les problèmes environnementaux. La crise sanitaire a accéléré le mouvement. A tel point que le président salvadorien s'est attaqué à plusieurs journaux critiques et a lancé des cabales personnelles contre plusieurs journalistes enquêtant sur les malversations de son gouvernement lors de l'achat de matériaux médicaux, dont le lanceur d'alerte auparavant invité par le CEMCA.

Conclusion

Stimulées par la crise sanitaire actuelle, ces recherches sur l'Amérique centrale ont vocation à se renforcer dans les années qui suivent, malheureusement, moins pour faire le bilan des gestions de la pandémie que pour analyser les distorsions que provoqueront inévitablement les crises économiques qui s'annoncent.

➤ Benjamin MOALLIC (Chercheur CEMCA)

Les migrants au Liban face à la double crise sanitaire et économique

À travers les projets de recherche menés dans le cadre de son axe « Migrations, conflits et réfugiés », le Département des études contemporaines de l'Institut français du Proche-Orient constitue un observatoire privilégié d'analyse de la situation des migrants au Liban dans le contexte de la crise sanitaire mondiale.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 a profondément affecté le Liban. Les autorités ont très rapidement décidé de fermer les écoles, puis l'aéroport, tout en décrétant un confinement dès la mi-mars 2020. Ces mesures ont entraîné la fermeture de la plupart des entreprises, administration mais aussi des marchés et des lieux de culte. Ces restrictions, qui ont profondément modifié la vie et la mobilité des individus dans les espaces urbains, s'inscrivent dans un contexte économique très dégradé, marqué par une dévaluation très brutale de la livre libanaise et la difficulté à se procurer des dollars. Tout cela dans un contexte politique très instable depuis le 17 octobre 2019, date à laquelle a débuté le soulèvement - ou révolution - au Liban qui a entraîné la chute du gouvernement de Saad Hariri. Dans le même temps, la pauvreté s'est très fortement accrue pour toucher aujourd'hui près de la moitié de la population au Liban. Les populations les plus vulnérables, comme les migrants et les réfugiés, ont été particulièrement touchées par les effets conjoints du confinement et de la crise financière, et ce tant sur le plan économique que social.

La plupart des travailleurs migrants, qu'ils soient originaires du Moyen-Orient, d'Asie du sud ou d'Afrique, occupent des emplois peu qualifiés et pour certains précaires. Pour ceux qui travaillent dans le secteur informel ou comme journalier dans l'agriculture ou la construction, le confinement a été synonyme de perte de leur



Une affiche à destination de migrants éthiopiens dans le camp de réfugiés palestiniens de Mar Elias à Beyrouth.

© Kamel Dorai - Ifpo

revenu, puisqu'ils ne peuvent bénéficier d'aucune compensation financière. Ils ne peuvent également pas trouver d'aide dans leur réseau familial, la plupart vivant seul au Liban. La crise économique que traverse le Liban est venue accentuer leur précarité. Pour ceux payés en livres libanaises, la dévaluation de la monnaie nationale a eu des effets dramatiques, alors qu'ils envoient des fonds à leur proche dans leur pays d'origine en dollars. Leurs salaires, souvent déjà très faibles pour certains, ont été réduits à l'équivalent de quelques dizaines de dollars par mois.

L'effet combiné de la crise sanitaire et économique a également entraîné pour de nombreuses travailleuses domestiques à domicile la perte brutale de leur emploi, et donc également de leur logement, souvent sans compensation ni indemnités. Le système de la kafala, qui lie l'employé à son employeur, ne leur permet pas d'occuper légalement un autre emploi. Par ailleurs leur permis de résidence est lié à leur contrat de travail, la rupture de ce dernier pousse donc potentiellement les migrants dans l'illégalité. La crise économique touchant très fortement l'ensemble de la population libanaise, beaucoup de familles n'ont plus la possibilité de rémunérer leur employée de maison, alors que le recours au travail domestique est très répandu au Liban même dans la classe moyenne. Certaines se sont retrouvées à la rue, sans revenus et ne pouvant pas accéder à leurs économies pour celles qui avaient pu ouvrir un compte en banque. L'accès aux comptes bancaires, particulièrement ceux en devises, ont été très fortement restreints depuis octobre 2019. Nombre d'entre elles se sont installées devant les représentations consulaires de leur pays d'origine pour demander leur rapatriement. Cette procédure a été fortement ralentie à cause de la fermeture de l'aéroport de Beyrouth jusqu'au début du mois de juillet 2020, mais aussi du fait de l'insolvabilité des travailleuses issues de pays eux aussi dans l'impossibilité de prendre en charge le rapatriement de leurs concitoyens. Des associations leur sont venues en aide pour tenter de leur trouver un hébergement temporaire. L'entraide entre travailleuses étrangères s'est aussi développée, avec le soutien de la société civile libanaise.

Une autre catégorie de migrants, les Syriens ou les réfugiés palestiniens de Syrie, sont particulièrement touchés. Beaucoup travaillant comme journaliers, ils ont également subi de plein fouet la crise et la fermeture la frontière terrestre entre le Liban et la Syrie. Même s'ils ont perdu leur emploi, nombre d'entre eux ne peuvent retourner dans leur pays d'origine, parce qu'ils sont réfugiés et que leur pays est toujours en proie au conflit. Ils n'ont donc d'autre alternative que de rester au Liban quelle que soit la situation dans laquelle ils se trouvent. Les réfugiés palestiniens, même si ce ne sont pas des migrants à proprement parler, subissent également un sort similaire. La moitié vit toujours dans des camps surpeuplés, et sont cantonnés dans l'économie informelle, avec un accès limité aux soins, qui sont pris en charge en partie par la communauté internationale et des organisations non gouvernementales.

« La COVID-19 a aussi été un révélateur de la précarité des conditions de vie et de logement des travailleurs migrants au Liban ».

La Covid-19 a aussi été un révélateur de la précarité des conditions de vie et de logement des travailleurs migrants au Liban et plus particulièrement dans la capitale. Souvent relégués dans des quartiers périphériques, les travailleurs migrants partagent des appartements insalubres pour limiter les coûts de location. Ce type de logement est très répandu dans les marges urbaines, autour des camps de réfugiés dans les banlieues de Beyrouth, dans des quartiers comme Sabra, Borj el Barajneh ou Nabaa. En mai dernier, un foyer d'infection se déclare dans un bâtiment insalubre du quartier résidentiel de Ras al Nabeh, où résidaient près de 200 travailleurs Bangladais dans des conditions sanitaires très précaires. Plusieurs dizaines de migrants seront infectés, et face à la crainte par la population du quartier de diffusion du virus, l'ensemble des migrants seront transférés en quarantaine. Le respect des gestes barrières, comme le lavage régulier des mains, ou de la distanciation sociale étaient impossible dans un bâtiment sans accès régulier à l'eau courante et où résidaient un nombre très important de travailleurs dans des espaces exigus et mal aérés. De nombreuses associations caritatives ont craint une stigmatisation accrue des populations migrantes dans un contexte de fortes tensions sociales. La surpopulation des quartiers dans lesquels vivent les migrants, l'insalubrité et l'exiguïté de nombreux logements, sont également des sources d'inquiétudes en cas



Le marché populaire de Sabra dans la banlieue sud de Beyrouth où que nombreux travailleurs migrants fréquentent.

© Kamel Dorai – Ifpo

LE DOSSIER

d'accélération de la diffusion du virus. Les conditions de logement ne permettent effectivement pas aux personnes infectées de s'isoler.

Un autre effet du confinement a aussi profondément modifié la vie des travailleurs migrants au Liban. La plupart des lieux de rassemblement ont été fermés, comme les lieux de culte ou les marchés populaires. Les espaces publics, comme les jardins où se retrouvent les migrants ont été également fermés. Cela a entraîné l'isolement de beaucoup d'entre eux, la fréquentation d'un lieu de culte et celui des marchés populaires étant souvent le seul type sortie auquel ils ont accès. À titre d'exemple, dans le quartier de Badaro, les Éthiopiennes se retrouvaient tous les dimanches pour aller à la messe puis occupaient de nombreux espaces publics et petits restaurants populaires dans l'après-midi. Cette pratique de l'espace a

« Les espaces publics sont pour beaucoup de migrants leurs seuls lieux de sociabilité ».

Habitat dégradé dans le quartier de Sabra (banlieue sud de Beyrouth) où résident des travailleurs migrants et des réfugiés palestiniens



© Kamel Dorai - Ifpo

complètement disparu pendant le confinement. Elle s'est ensuite réduite du fait de la crise économique qui frappe le pays. Les marchés populaires comme les quartiers commerçants des banlieues beyrouthines ont également fermé leurs portes durant le confinement, pour ensuite réduire leur activité face à la crise économique. Ces différents espaces publics sont pour beaucoup de migrants leurs seuls lieux de sociabilité. Cependant, avec l'arrêt de circulation automobile le dimanche à la fin de la période de confinement, de nouveaux espaces de sociabilité se sont créés sur les parkings automobiles vides, qui sont devenus des aires de jeu ou de regroupement tant pour les familles libanaises avec leurs enfants que pour les migrantes. La crise sanitaire a donc profondément redessiné les pratiques de la ville, contribuant à invisibiliser les migrants et les reléguer dans leurs logements le plus souvent vétustes ou insalubres.

Les effets combinés des crises sanitaire et économique, s'ils touchent l'ensemble de la société libanaise et particulièrement les classes populaires et moyennes, affectent particulièrement les migrants qui constituent une part importante des populations les plus défavorisées et les plus vulnérables. Un nombre croissant de migrants tentent de quitter le Liban, faute de pouvoir subvenir à leurs besoins. La crise économique qui se prolonge et les conséquences de l'explosion du 4 août 2020 dans le port de Beyrouth, plonge le Liban dans une période d'incertitude, accentuant d'autant les inégalités socio-économiques déjà très prononcées avant la crise.

➤ **Kamel Dorai** (Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth)



Boucherie bangladaise dans le marché populaire du quartier de Sabra (banlieue sud de Beyrouth)

© Kamel Dorai - Ifpo

Les 30 ans de 1989

L'année dernière, le CEFRES de Prague, le CMB de Berlin et le CEFR de Moscou ont commémoré les événements de 1989, année historique dans laquelle se dessine une nouvelle carte du monde : fin de l'oppression, mutation des idées, mutation politique, mutation économique. 30 ans plus tard, les UMIFRE ouvrent les archives et offrent au grand public une interprétation plurielle de cette page d'histoire. Les divers événements organisés ont ainsi réinterrogé 1989 pour mieux comprendre les bouleversements et les transitions dans divers contextes historiques.

❶ « EUROPE 1989-2019. UNE HISTOIRE DE FRONTIÈRES »

Berlin, 4-5 juin 2019



L'événement, organisé au Centre Marc Bloch (CMB) et à l'Institut français de Berlin, en coopération avec l'Atelier Lino, a débuté par le vernissage de l'exposition *Frontière, histoire d'une transformation* (du Centre Marc Bloch).

(de S. Brunel et N. Pannetier). Deux tables-rondes ont suivi autour des enjeux historiques et actuels des frontières de l'Europe : L'Europe joue-t-elle son avenir à ses frontières ? et Visualiser l'Europe aujourd'hui. Si 1989 symbolisait l'ouverture, notamment par la chute du mur de Berlin et la fin du rideau de Fer, qu'en est-il de 2019, dans une Europe marquée par le Brexit, et les mouvements migratoires ? Les différentes formes de visualisation (vidéos, cartes, images) et leur rôle sur les imaginaires collectifs dans un espace européen en perpétuelle mouvance ont également été discutés.

❷ « REVISITER L'ÉVÉNEMENT 1989 EN EUROPE CENTRALE : MARGES SOCIALES, PRATIQUES D'ÉCRITURE, NOUVELLES ARCHIVES »

Paris-8 juin 2019



Organisateurs : Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Paris, Centre de civilisation polonaise de la Sorbonne Université, Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES), Centre de civilisation française et d'études francophones de l'Université de Varsovie, Polish Science Contact Agency "PolSCA" de l'Académie polonaise des sciences à Bruxelles. Premier colloque scientifique international de la série « 1989-2019. Au-delà de l'anniversaire, questionner 1989 » se déroulant à Paris, Varsovie et Prague, l'événement a eu pour objectif d'analyser l'année 1989 comme événement en tant que tel et objet d'investigation. Au-delà des

études sur les raisons de la chute du bloc communiste et la « transition démocratique », il s'agissait de « revenir au terrain, se replonger dans le passé » en se concentrant sur certains acteurs peu mis en lumière (classe ouvrière, communauté rurale, femmes, jeunes, élites du régime), à travers les pratiques culturelles et d'écritures (journaux intimes, mémoires d'acteurs, presse clandestine, samizdats, correspondances) et des ressources inédites (histoire orale, écritures de soi, mémoires d'anciens membres de l'opposition ou des partis communistes, affiches...).

En savoir plus

Retrouvez le compte-rendu de l'événement sur le site du CEFRES <https://cefres.hypotheses.org/1548>

3 « LES HÉRITAGES CONTESTÉS DE 1989. ENJEUX IDÉOLOGIQUES, INSTITUTIONNELS ET (GÉO)POLITIQUES »

Varsovie,
26-27 septembre 2019

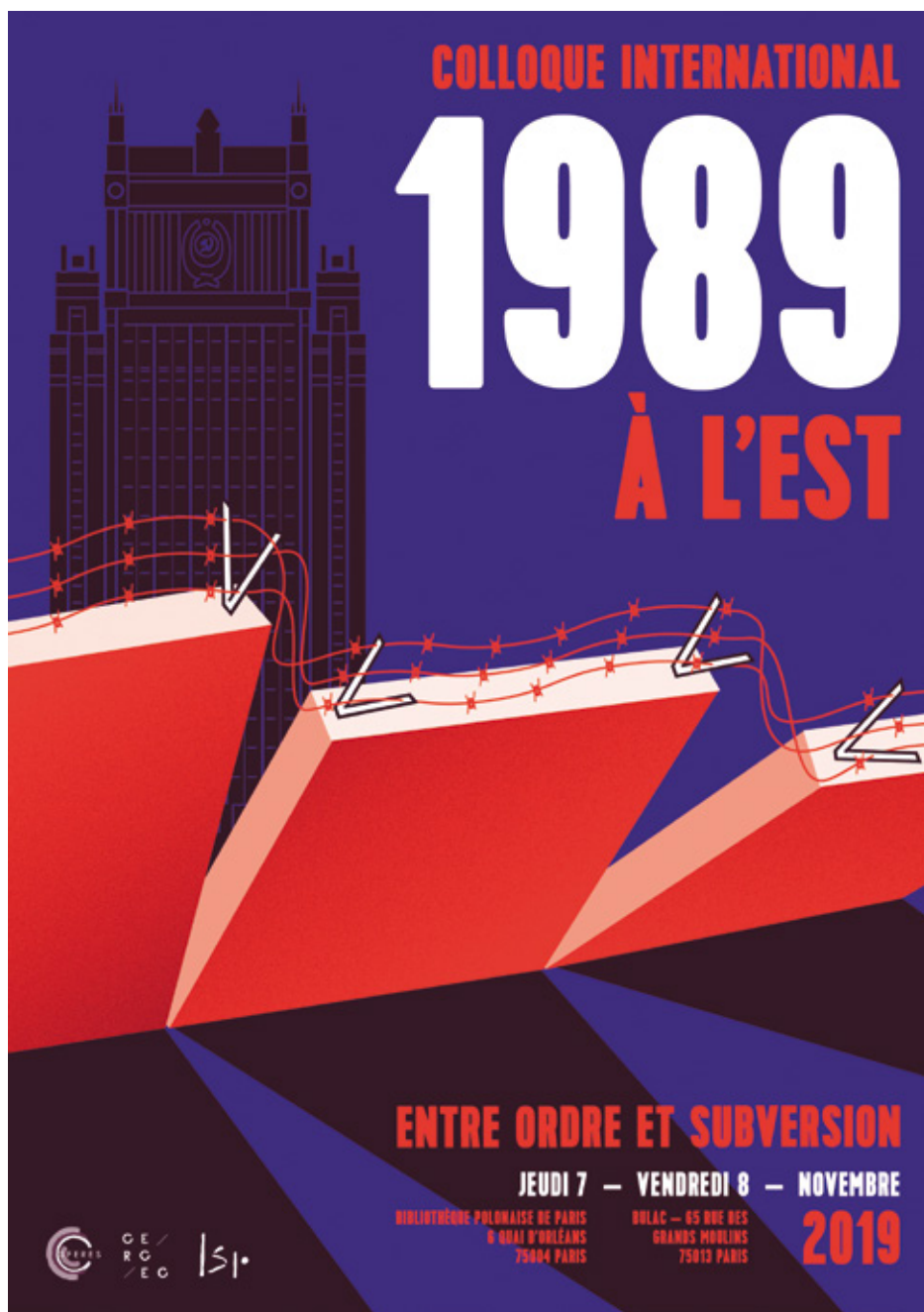
Second colloque de la série, organisé par le Centre de civilisation française et d'études francophones, Varsovie (CCFEF), en partenariat avec le CEFRES, le Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Paris et le Centre de civilisation polonaise – Sorbonne Universités. Jérôme Heurtaux¹ (Directeur du CEFRES) y est intervenu dans le cadre de la conférence « What do we know about 1989 in Poland? The historiographical, political and memory issues of an endless controversy ».

4 « UTOPIA'89 – LA RUE EST LA TRIBUNE DU PEUPLE »

Berlin, 29, 30 et
31 octobre 2019

Colloque organisé par le Centre Marc Bloch et l'Institut français Berlin. Le projet Utopia proposait d'explorer la manifestation de masse du 4 novembre 1989 sur l'Alexanderplatz à Berlin-Est, événement encore peu étudié, en se focalisant sur ses processus et utopies sous différentes formes (pièce de théâtre, conférence scientifique et exposition).

1. Jérôme Heurtaux, Pologne 1989. Comment le communisme s'est effondré, Éditions Codex, 2019



5 DÉBAT AUTOUR DU LIVRE DE ROMAN KRAKOVSKY « LE POPULISME EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE »

Prague, 5 novembre 2019

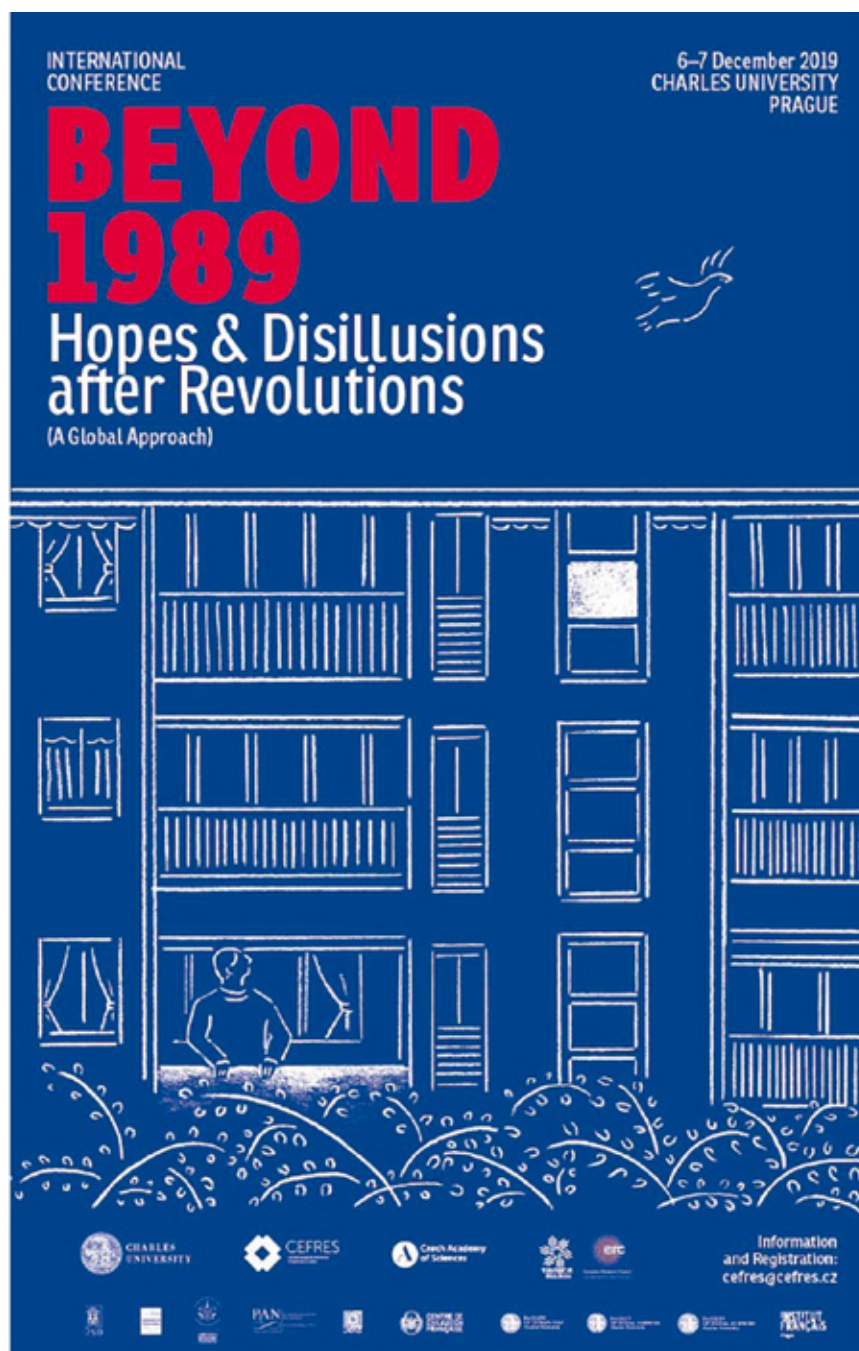
En 1989, la chute du communisme est saluée comme une victoire de la démocratie sur l'autoritarisme. Trente ans plus tard, c'est dans cette partie du continent qu'agissent les plus virulents mouvements du populisme européen. Comment comprendre un tel paradoxe ? Débat organisé par le CEFRES à l'Université Charles de Prague.

6 « 1989 À L'EST. ENTRE ORDRE ET SUBVERSION », Paris, 7-8 novembre 2019

Le colloque a été organisé par la SFRER (Société française pour les études russes et est-européennes en sciences sociales), en partenariat avec plusieurs institutions académiques et centres d'études et trois UMIFRE : le Centre Marc Bloch (Berlin), le CEFRES (Prague) et le Centre d'études franco-russe (Moscou), et avec le soutien du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et du CNRS. L'événement a proposé de revenir sur l'effondrement des régimes communiste en se concentrant sur son processus et la diversité des transformations dans les différents pays de l'Est de l'Europe : nouvelles formes d'actions politiques, reconfigurations des Etats, transformation de la sphère médiatique, recomposition du monde économique, mais aussi sur le rôle des arts et des sciences sociales.

7 « AU-DELÀ DE 1989 : PROMESSES ET DÉSEILLUSIONS APRÈS LES RÉVOLUTIONS », Prague, 6-7 décembre 2019

Ce troisième colloque international, organisé par le CEFRES avec la Faculté des Lettres et la Faculté des Sciences sociales de l'Université Charles, ainsi qu'avec l'Institut d'histoire contemporaine de l'Académie tchèque des sciences, clôt la série « Au-delà de l'anniversaire, questionner 1989 ». Ouvert par le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, et son homologue tchèque, M. Tomáš Petříček, l'événement a réuni plus de 300 personnes (étudiants, universitaires et diplomates) autour des héritages de 1989, la ré-interrogation de la notion de révolution et des enjeux de souveraineté européenne et de sécurité.



“

J'ai voulu venir ici, à Prague, à l'université Charles, au cœur de l'Europe, réfléchir avec vous au sens de 1989 et de ce que cette année nous dit aujourd'hui de qui nous sommes et de l'ambition européenne qui doit rester la nôtre. » M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Publications de 2020

Les productions des différentes UMIFRE sont consultables sur le portail dédié umifre.fr. Retrouvez également les publications des UMIFRE sur OpenEdition (OpenEditionBooks, Hypotheses.org) et HAL.SHS.



IRMC - Tunis

Vivre au temps du Covid-19. Chroniques de confinement : regards de chercheurs depuis la Tunisie. Saaisia Oissila (dir.)
IRMC-Nirvana
Tunis, 2020

<https://www.umifre.fr/c/95505>



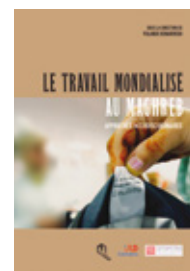
CEDEJ - Khartoum

Soudan, jusqu'au bout du régime Al-Inqaz
Jean-Nicolas Bach, Raphaëlle Chevrillon-Guibert, Alice Franck (eds.)
Politique

africaine, n°158, 2020/2

Editions Karthala

<https://www.umifre.fr/c/94175>



CJB - Rabat

Le travail mondialisé au Maghreb
Approches interdisciplinaires
Benarrosh, Yolande (dir.)
CJB, IRD,

La Croisée des chemins, 2019

<http://www.umifre.fr/c/90049>



CEDEJ - Le Caire

Atlas de l'Égypte contemporaine
Hala Bayoumi, Karine Bennafla (dir.)
CNRS
Editions, 2020

<http://www.umifre.fr/c/89867>



CRFJ - Jérusalem

Sociologie de Jérusalem
Sylvaine Bulle, avec la contribution de Yann Scioldo-Zürcher
Editions La Découverte, 2020

<https://www.umifre.fr/c/95506>



IFEA - Lima

El cuerpo en palabras
Estudios sobre religión, salud y humanidad en los Andes coloniales
Gabriela Ramos
Instituto Francés de Estudios Andinos (IFEA), 2020

<http://www.umifre.fr/c/93174>



IFPO - Beyrouth

L'individu au centre de la scène. Trois pièces palestiniennes. Textes traduits et présentés par Nakhle-Cerruti
Presses de l'Ifpo, 2020

<https://www.umifre.fr/c/94614>



IFEA - Istanbul

D'Angora à Ankara (1919-1950) : la naissance d'une capitale.
Jean-François PEROUSE
Istanbul : Institut français

d'études anatoliennes, 2020



CEFR - Moscou

Actes de l'école d'automne 2018 du CEFR
Les réalités intraduisibles, La traduction au prime des sciences sociales de l'antiquité à nos jours

Edition « Nouveau Angles », 2019

<https://www.umifre.fr/c/94638>



IFAS Recherche - Johannesburg

Cuba and Africa
1959-1994
Writing an alternative
atlantic History
Giulia Bonacci, Adrien

Delmas, Kali Argyriadis. Avec le soutien
de l'IFAS-Recherche.

Wits University Press, 2020 (à paraître)



IFEAC - Bichkek

« Post
Covid-19 »
Retrouvez
toutes les

publications de cette ligne éditoriale
sur le site internet de IFEAC Bichkek
<https://www.umifre.fr/c/95507>



SFDAS - Khartoum

Section française
de la direction
des Antiquités du
Soudan 1969-2019
Études d'égyptologie
22 Soleb / SFAS,
2020 (à paraître)



CEMCA - Mexico

En 2020, le CEMCA a réalisé un important travail
de mise en ligne de ses productions scientifiques.
Retrouvez ces ressources numériques sur le site
internet du CEMCA et sur OpenEditionBooks

<https://books.openedition.org/cemca/avec> notamment les publications suivantes :

- Procesos migratorios: detrás de la violencia, visibilizar las prácticas de preservación de la vida <https://cemca.org.mx/es/procesos-migratorios-detras-de-la-violencia-visibilizar-las-practicas-de-preservacion-de-la-vida/>
- Violencia y creación: ¿Cómo la práctica artística permite visibilizar la violencia? <https://cemca.org.mx/es/violencia-y-creacion-como-la-practica-artistica-permite-visibilizar-la-violencia/>



CMB - Berlin

Order through
Language:
Francophony
between Nation
State, Empire,
and International
Politics, 1860-1960
Oldenbourg,
De Gruyter,

Collection, Studien zur Internationalen
Geschichte, 2020.

<https://www.umifre.fr/c/94900>



CFEE - Addis Abeba

Aleyyu Amba.
L'Ifat et ses réseaux
politiques, religieux
et commerciaux au
XIX^e siècle Ahmed
Hassen Omer
Annales d'Éthiopie,
hors-série n°6

Addis Ababa University, CFEE, 2020

<http://www.umifre.fr/c/91545>



IRASEC - Bangkok

l'Asie du
Sud-Est 2020
Bilan, enjeux
et perspectives
Christine Cabasset,
Claire Thi-Liên
Tran (dir.)

Irasec et Les Indes Savantes, 2020

<http://www.umifre.fr/c/93177>



CEFC - Hong Kong

Dossier : Images
et sons de la guerre
froide en Chine
socialiste et au-delà
**Perspectives
chinoises | 2020-1**
CEFC, 2020

<http://www.umifre.fr/c/92757>



MFJ - Tokyo

Dossier thématique :
« Consommer
au Japon, consommer
le Japon »
Sophie BUHNIK
(coord.) Ebisu 56,
Études Japonaises

Institut français de recherche sur le
Japon à la Maison franco-japonaise, 2019

<http://www.umifre.fr/c/90275>



IFP - Pondichéry

The Determinants
of Trust: Evidence
from Rural
South India
Anne Hilger,
Christophe
Nordman
IZA - Institute

of Labor Economics
<https://www.umifre.fr/c/94642>



CSH - New Delhi

Du bidonville à
l'hôpital. Enjeux
de la maternité
au Rajasthan.
Clémence Jullien
Éditions de la
Maison des
sciences

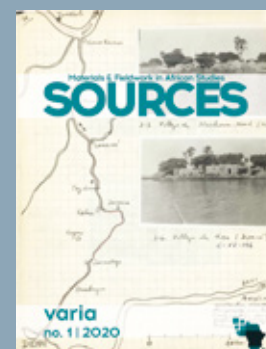
de l'homme, Paris, 2019

<https://www.umifre.fr/c/94273>

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE REVUE INTER-UMIFRE

Portée par l'IFRA de Nairobi, en partenariat avec les 5 UMIFRE d'Afrique sub-saharienne l'IFRA-Ibadan, l'IFAS recherche, la SFDAS, le CEDEJ-Khartoum et le CFEE, ainsi que le LAM. Au sein des revues universitaires en SHS, la revue biannuelle se donne pour mission originale de placer au cœur de la réflexion les matériaux de terrain -les objets empiriques produits- et le plus souvent coproduits par les chercheur-e-s dans une situation particulière d'enquête et selon des méthodes spécifiques qui conditionnent le raisonnement et l'élaboration d'énoncés théoriques.

<https://www.umifre.fr/c/92228>



Bienvenue à...

© Adrien Fauve



Adrien Fauve
UMIFRE : IFEAC
(Institut Français
d'Etudes sur
l'Asie Centrale)
**Votre laboratoire
de recherche
d'origine :**

IEDP (Institut d'Etudes de Droit Public,
Université Paris-Saclay)

Vos ouvrages marquants :

- FAUVE, Adrien, « Beyond 'Personality Cults': Sacralization of Power in Kazakhstan and the Concept of Monarchy », in ISAACS, Rico, FRIGERIO, Alessandro (dir.), *Theorizing Central Asian Politics*, Palgrave Macmillan, 2019, pp.167-188.
- FAUVE, Adrien, « La fabrique de la nation : production des symboles et pratiques quotidiennes au Kazakhstan », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, vol.46, n°3, 2015, pp.121-159.

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

- Mettre l'IFEAC au service des spécialistes de la région, quels que soient leur statut, leur discipline ou leur institution de rattachement.
- Développer un programme scientifique en trois axes (patrimoines, circulations, numérique).
- Célébrer les 30 ans de l'IFEAC en 2023
- Travailler en réseau avec d'autres UMIFRE.

© Vincent Hiribarren



Vincent Hiribarren
UMIFRE : IFRA
Nigeria
**Université
d'origine :** King's
College London
Vos ouvrages

marquants :

- *A History of Borno*, Hurst et Oxford University Press, 2017 ;
- *Un manguier au Nigeria*, Plon, Terre Humaine, 2019

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

Equipe, Multilinguisme, Numérique

© Aliocha Maldavsky



Aliocha Maldavsky
UMIFRE : IFEA-Institut
français d'études
andines-UMIFRE17
**Votre laboratoire de
recherche d'origine :**
UMR8168-Mondes

américains-ESNA (Paris Nanterre-EHESS)

Vos ouvrages marquants :

- Aliocha Maldavsky, "Teología moral, restitución y sociedad colonial en los Andes en el siglo XVI", *Revista portuguesa de filosofía*, 75, Issue 2, 2019, p. 1125-1148.
- Aliocha Maldavsky et Roberto Di Stefano (eds.), *Invertir en lo sagrado: salvación y dominación territorial en América y Europa* (siglos XVI-XX), Santa Rosa, EdUNLPam, 2018

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

Produire des savoirs, former à la recherche, créer et renforcer des espaces de réflexion et de diffusion de ces savoirs dans les Andes et l'espace sud-américain.
Œuvrer à une recherche transversale et pluridisciplinaire, tout en défendant les libertés académiques.

© Blandine Ripert



Blandine Ripert
UMIFRE : Institut Français
de Pondichéry, UMIFRE 21
**Votre laboratoire de
recherche d'origine :**
Centre d'Etudes de
l'Inde et de l'Asie du
Sud (EHESS-CNRS)

Vos ouvrages marquants :

- *Ideas of South Asia, Symbolic Representations and political uses*, avec Mohammad-Arif Aminah (dir.), 2014, numéro spécial n°10 de *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, n°10, samaj.revues.org/.
- *Idées reçues sur l'Inde contemporaines*, en collaboration avec Pascale Haag, Cavalier bleu, 2014.

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

Œuvrer à la modernisation du bâtiment de l'IFP et à la valorisation de ses collections ; renforcer les partenariats locaux et internationaux ainsi que l'accueil des étudiants et des chercheurs ; développer les projets collectifs interdisciplinaires.

© Pascal Marty



Pascal Marty
UMIFRE :
UMIFRE 11,
Maison
Française
d'Oxford
**Votre
laboratoire**

de recherche d'origine :

UMR LADYSS - laboratoire
Dynamiques sociales et
recomposition des espaces

Vos ouvrages marquants :

- Boyer A.-L., Vaudor L., Le Lay Y.-F. and Marty P., 2020. *Building Consensus? The Production of a Water Conservation Discourse Through Twitter: The Water use it Wisely Campaign in Arizona*, *Environmental Communication*, <https://doi.org/10.1080/17524032.2020.1821743>
- M. Alarcon, P. Marty, A.-C. Prevôt, 2020. Caring for vineyards: Transforming farmer-vine relations and practices in viticulture French farms, *Journal of Rural Studies*, <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2020.08.029>

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

Dans le contexte d'une avancée très significative dans l'intégration de la MFO au sein de l'activité scientifique de l'Université d'Oxford, la MFO doit avancer de front sur trois objectifs : continuer à être un producteur de connaissances de haut niveau dans ses domaines de visibilité (études classiques, littérature et arts, histoire et histoire des sciences, sciences sociales et droit) ; s'ouvrir aux autres disciplines scientifiques que les humanités et les sciences sociales en jouant un double rôle de facilitateur des relations entre les milieux de recherche français et oxoniens et de lieu d'incubation de projets ; contribuer, avec les partenaires du réseau culturel français à Oxford, à la diffusion des idées et de la culture françaises.

Bonne continuation à...



© Kattia Pacheco

Evelyne Mesclier (IFEA)

V Vous avez passé quatre ans à l'Institut français d'études andines (IFEA) de Lima. Quels

programmes scientifiques y avez-vous menés ? Quel bilan pouvez-vous en tirer ?

Evelyne Mesclier : La fonction de directrice ne permet pas de mener des programmes scientifiques à titre personnel mais présente d'autres aspects très enrichissants :

l'orientation de la politique de l'établissement, les conversations avec les chercheurs sur leurs projets, le travail au jour le jour avec le personnel chargé de la bibliothèque de recherche, des éditions et de la diffusion des ouvrages, de la communication, de l'administration et de la comptabilité, le développement des partenariats et des publications, la formation des jeunes chercheurs, les actions de coopération avec le dispositif français et le débat d'idées. Deux tâches ont occupé une partie

importante de mon temps, la préparation d'événements scientifiques et de débats dans les 4 pays où est présent l'IFEA pour marquer ses 70 ans et l'organisation d'un concours d'architectes puis d'entreprises de construction pour agrandir les locaux du siège et regrouper les différents services. La direction d'une UMIFRE permet en effet de participer de multiples façons à la recherche en train de se faire. Il s'agit aussi d'une extraordinaire occasion de s'éloigner provisoirement de ses propres travaux et de sa propre discipline pour s'immerger dans un ensemble pluridisciplinaire de sciences sociales et humaines. Cette pluridisciplinarité a permis la participation de l'IFEA au montage d'un projet centré sur la vallée du Sondondo (région d'Ayacucho) riche en patrimoine archéologique et historique mais également déstabilisée par le conflit armé interne. L'ambassade de France au Pérou, l'IFEA et l'association des Amis du Patrimoine fondée par des personnes originaires de la vallée ont obtenu de façon conjointe un financement de la fondation ALIPH et un FSPI pour proposer aux habitants un ensemble d'actions : étude de l'histoire locale sur le temps long, restauration, protection et mise en valeur du patrimoine, en favorisant l'emploi des jeunes. La collaboration avec les ambassades et avec d'autres institutions du dispositif français amène également à fréquenter une partie du personnel politique local. C'est une occasion de réfléchir à la meilleure façon de diffuser les résultats d'une recherche qui analyse la complexité des sociétés et des espaces vers des milieux tournés vers l'action immédiate. La formation en amont reste sans doute

la meilleure voie possible, ce qui rend d'autant plus pertinente la sensibilisation des jeunes générations à la réflexion critique, notamment à travers les Journées des Jeunes Américanistes (avec le CEMCA et la Casa de Velázquez) et les Après-midis des jeunes chercheurs. Enfin je voudrais rendre hommage aux collègues, personnel de l'IFEA, chercheurs expatriés, doctorants, chercheurs associés, COCAC, directeur de l'Alliance française, directrice de France Volontaires au Pérou, représentant de l'IRD, avec lesquels j'ai partagé à partir de mars 2020 l'expérience du télétravail en situation de confinement. Toutes et tous ont été mis à rude épreuve. Cette expérience de solidarité fait également partie du bilan que je tire de ces 4 années.

Vous rejoignez cette année votre laboratoire d'origine à l'IRD. Quel rôle a joué votre passage à l'IFEA dans le déroulé de votre carrière et comment envisagez-vous l'articulation entre les réseaux de l'IRD et des UMIFRE ?

E. M. : Je perçois cette expérience comme très bénéfique pour ma propre carrière. Étant sur place, j'ai pu renforcer mes échanges avec des collègues travaillant sur des thématiques proches des miennes, notamment à l'occasion des événements marquant les 50 ans de la réforme agraire péruvienne. J'ai pu aussi mieux comprendre les relations entre les acteurs dits "mondialisés" et les lieux que j'avais étudiés précédemment, au moment de la crise climatique du "Niño costero" puis de l'éclatement des procès en corruption liés au Lava Jato. L'épidémie de Covid-19 a ajouté un éclairage à mes réflexions sur l'espace et ses liens avec la

démocratie, en relation avec les formes actuelles de la mondialisation. Participer en tant que directrice de l'IFEA à de nombreuses rencontres, en dehors de mes centres d'intérêt habituels, m'a fait découvrir de nouvelles références et approches. C'est donc à travers des perspectives de publications plus abouties que je considère le rôle de ce passage dans ma carrière de chercheur. Quant à l'articulation entre les réseaux de l'IRD et des UMIFRE, elle se fait assez naturellement car ils assument des rôles complémentaires : contribuer à la diffusion de la recherche française, menée par des chercheurs du CNRS et des universités et leurs partenaires locaux, pour l'IFEA, alors que l'IRD dispose de ses propres ressources humaines pour porter des programmes de recherche-action en partenariat dans les Suds. Les liens se tissent à partir des UMR et autour de projets collectifs. Nombre de chercheurs sont passés par les deux réseaux. L'articulation entre les SHS et les politiques scientifiques nationales est plus délicate. Depuis l'IFEA, j'ai contribué à insister sur la nécessité d'insérer ces sciences dans les programmes du Conseil National de la Science, de la Technologie et de l'Innovation technologique (CONCYTEC) du Pérou. L'IRD associe volontiers dans ses programmes les sciences de la terre et du vivant aux SHS, les UMIFRE, de façon là encore complémentaire, proposant des programmes souvent plus resserrés afin de favoriser les travaux fondamentaux. Cette diversité et liberté de la recherche sont un atout considérable permettant à la France d'exercer une influence dans des domaines peu soutenus localement et de proposer des concepts et thématiques remettant en cause les idées reçues.

Comment, à l'avenir, envisagez-vous de collaborer avec l'IFEA, sur le plan de vos recherches personnelles, mais aussi d'un point de vue institutionnel depuis votre laboratoire à l'IRD ?

E. M. : Mes collaborations avec l'IFEA ont commencé il y a plus de 30 ans et ne cesseront pas avec mon retour institutionnel à l'IRD. Mon laboratoire, l'UMR 215 Prodig, qui a pour tutelles entre autres le CNRS et l'IRD, est d'ores et déjà en lien constant avec l'IFEA. Il fournit très régulièrement des candidats aux "aides à la mobilité", qui sont les chercheurs de demain. Prodig fait aussi partie du réseau créé par l'Institut des Amériques (IDA), auquel contribuent le CEMCA et l'IFEA. Je continuerai à participer à la diffusion des recherches menées par des collègues, par exemple avec un futur Bulletin de l'IFEA sur la prise en compte de l'ethnicité dans le dernier recensement péruvien. Mes propres activités de recherche s'effectuent en lien avec des collègues des pays andins, avec lesquels nous publierons en espagnol, si possible avec l'IFEA, les résultats d'un programme financé par l'ANR sur les périphéries dans la mondialisation actuelle ; et je poursuis des encadrements de doctorants issus de ces pays ou travaillant sur ceux-ci. Nous proposerons aussi, avec des chercheurs et enseignants-chercheurs, la constitution d'un groupe de travail sur l'agriculture et l'alimentation en Amérique latine : la concurrence, mais aussi l'imbrication, entre des modèles de production à première vue opposés exigent une analyse rigoureuse à l'heure de choix engageant l'humanité. Ce groupe pourra alors, comme le font actuellement plusieurs projets financés par l'ANR, profiter des outils qu'offre l'IFEA et participer en retour à son rayonnement.

ÉVÉNEMENTS À VENIR

Janvier 2021

Appel à projets et à mobilités dans le cadre du partenariat AMU-CRFJ-IRMC 2021

L'Université Aix-Marseille (AMU), le CRFJ (Centre de recherche à Jérusalem) et l'IRMC (Institut de recherche sur le Maghreb contemporain) s'associent



pour la 2e année consécutive pour favoriser les mobilités et les projets menés par des chercheurs et des étudiants d'AMU sur les terrains du CRFJ et de l'IRMC.

Autour des thématiques structurantes de chaque UMIFRE, les candidats sont invités à proposer des séjours de recherche de moyenne durée ou des projets collectifs (colloques, séminaires, analyses de terrain), financés jusqu'à hauteur de 15.000€.

En savoir plus sur le site web du CRFJ :
<http://www.crfj.org/>

Février 2021

Le CRFJ partenaire du projet ERC GRAPH-EAST (2021-2026)

Lancement de l'ERC Starting grant GRAPH-EAST:

Latin as an Alien Script in the Medieval "Latin East" porté par Estelle Ingrand-Varenne (CRFJ Jérusalem/Centre d'études supérieures de civilisation médiévale, Poitiers). Rechercher, éditer et étudier les inscriptions et graffitis en caractères latins dans la Méditerranée orientale au Moyen Âge, en contact et en interaction avec les autres écritures (grecque, arabe, arménienne, syriaque etc.), tels sont les grands objectifs du projet. Un premier workshop aura lieu en mai 2021 sur les signes graphiques dans l'église de la Nativité de Bethléem.

Mars 2021

Le Centre Marc Bloch partenaire du colloque « Faire face à la défaite (1870-1945) Soixante-quinze ans d'histoire franco-allemande »

8 et 9 mars 2021 au Château de Vincennes, Avenue de Paris à Vincennes
La séquence 2020-2021 est marquée par un quadruple anniversaire franco-allemand : le cent-cinquantième des débuts de la guerre franco-prussienne en amont et le soixante-quinzième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en aval. Entre les deux, 2020 correspond également au centième anniversaire de l'entrée en vigueur du traité de Versailles – qui à l'issue de la Grande Guerre devait remodeler les

relations entre les deux voisins mais aussi, idéalement, permettre d'éviter de nouveaux conflits – et au quatre-vingtième anniversaire de la défaite française de mai-juin 1940. La défaite est donc une expérience partagée. Elle bouscule, recompose et continue à travailler en profondeur les sociétés française et allemande, avant, pendant et après les conflits. Ce colloque scientifique, dont le Centre Marc Bloch de Berlin est partenaire avec d'autres institutions de recherche européennes, interroge l'unité de la séquence du point de vue franco-allemand en centrant la focale sur l'expérience partagée de la défaite.

Mai 2021

Ecole d'été du Centre Marc Bloch de Berlin : "Sustainable Work"

L'école d'été organisée par Jakob Vogel du Centre Marc Bloch en coopération avec Andreas Eckert, Bénédicte Zimmermann et le Research Network "Working Futures" (Wiko Berlin et re:work Berlin) aura lieu du 26 au 29 mai 2021.

Juin 2021

5ème édition de l'école doctorale itinérante en SHS Maghreb/ Afrique subsaharienne

L'Afrique dans les SHS : regards croisés et approches

méthodologiques.

Organisée chaque année dans un pays différents, l'école doctorale itinérante (EDI) de l'IRMC de Tunis est destinée aux doctorants en SHS rattachés à un laboratoire ou une université d'Afrique du Nord ou d'Afrique sub-saharienne. Elle a vocation à apporter un soutien méthodologique et renforcer la coopération entre cette partie de l'Afrique et l'Europe. Lors de l'EDI, les doctorants et les enseignants chercheurs, encadrants et conférenciers, issus de diverses disciplines en SHS, bénéficient d'un moment privilégié pour partager informations, compétences et expériences, favorisant ainsi la création de réseaux. La prochaine édition aura lieu à Abidjan en Côte d'Ivoire en juin 2021.

Août 2021

Participation du réseau SustainAsia des 5 UMIFRE d'Asie à la conférence internationale ICAS 12

La plateforme ICAS (International Convention of Asian Scholars) réunit les chercheurs spécialistes de l'Asie ainsi que des acteurs sociaux et culturels du monde entier pour échanger sur les grands enjeux du continent

ÉVÉNEMENTS À VENIR

asiatique. En août 2021 se tiendra à Kyoto la conférence internationale ICAS 12 intitulée « Hard times in India and Japan. Territory, Politics, and Crisis Mobilizations in two Asian societies ». En complément des panels proposés individuellement par des chercheurs des UMIFRE d'Asie, le réseau IRN SustainAsia présentera un panel institutionnel. Le réseau IRN SustainAsia associe les cinq UMIFRE d'Asie avec cinq de leurs partenaires asiatiques pour un projet de recherche

portant sur la problématique des impacts socio-économiques et environnementaux de la croissance en Asie.

Octobre 2021

Lancement de la campagne d'appels à candidature du



programme de mobilité postdoctorale Atlas pour des séjours de recherche en 2022.

Chaque année, en octobre et en janvier (N+1), la Fondation Maison des sciences de l'homme et ses partenaires les UMIFRE offrent aux postdoctorants des terrains de recherche en France et à l'étranger d'une durée de 1 à 3 mois.

En savoir plus

Retrouvez les témoignages des lauréats et directeurs d'UMIFRE sur ce dispositif

dans la série « Histoires de mobilité » sur la chaîne Canal-U : https://www.canal-u.tv/producteurs/fmsh/international/histoires_de_mobilite

Automne 2021



Le roi Taharqa et le faucon Hémen

© musée du Louvre, C. Décamps

Équipe du réseau SustainAsia des 5 UMIFRE d'Asie.



© Frédéric Landy

Moi, Taharqa, Pharaon des Deux-Terres, exposition au Musée du Louvre, en collaboration avec la SFDAS et les Musées nationaux du Soudan.

Au VIII^e siècle av. J.-C., en Nubie, un royaume s'organise autour de sa capitale Napata. Vers 730 av. J.-C., le souverain Piankhi entreprend de conquérir l'Égypte et inaugure la dynastie des pharaons kouchites. Ses successeurs régneront durant plus de cinquante ans sur un royaume s'étendant de la Méditerranée jusqu'au confluent du Nil blanc et du Nil bleu. Le plus célèbre d'entre eux est sans conteste Taharqa. L'exposition met en lumière le rôle de premier plan de ce vaste royaume, situé dans ce qui est aujourd'hui le centre du Soudan.

Journée d'étude des UMIFRE d'Asie avec l'Institut Pasteur

Dans le cadre du réseau de recherche international (IRN) SustainAsia, les cinq UMIFRE d'Asie (le Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), l'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (IFRJ-MFJ), l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC), le Centre de sciences humaines (CSH) et l'Institut français de Pondichéry (IFP)), organisent une journée d'étude avec l'Institut Pasteur notamment autour des enjeux de la pandémie de Covid19 en Asie. Cette initiative est complémentaire de la conférence internationale de l'IRN SustainAsia qui se tiendra en 2021 à l'Institute of Sociology de l'Academia Sinica de Taipei sur le sujet « High Growth Periods in Asia : The Persistent Myth of a Golden Age? ».

Courant 2021



Cycle de conférences en ligne du CMB :
« Essentiel à la société ? Les effets sociaux de la crise. Perspectives franco-allemandes et européennes »



Valorisation patrimoniale de la vallée de Sondondo (Pérou)

© Evelyn Meslier

Nous vivons une crise sanitaire globale sans précédent. La crise liée à la Covid-19 a bouleversé notre organisation sociale en profondeur. Elle affecte aussi nos systèmes politiques et financiers, trace de nouvelles frontières entre vie privée et vie publique, et impose d'examiner différemment notre rapport à la science mais aussi à l'environnement. Des tentatives pour imaginer le monde d'après émanent du monde politique, des médias ou des chercheurs.e.s. Il paraît tout aussi urgent de réfléchir aux effets actuels de la crise sur de très nombreux pans de nos sociétés, ce que propose le Centre Marc Bloch avec son séminaire en ligne réunissant des chercheurs.e.s issu.e.s de différents horizons et disciplines pour examiner les effets de la pandémie sur notre société *in medias res*.

En savoir plus
noa.levin@cmb.hu-berlin.de

12^e édition des Journées des Jeunes Américanistes (Cusco-Madrid 2021):
« Aborder les Biens Communs depuis l'Amérique Latine : Relations, sens et

transformations de l'époque préhispanique au XXI^e siècle ».

L'IFEA de Lima organisera en 2021 le volet latino-américain des Journées des jeunes américanistes (JJA). Organisées chaque année par l'Institut français d'études andines (IFEA), le Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA) et la Casa de Velázquez à Madrid, ces journées réunissent de jeunes chercheurs et chercheuses américanistes originaires de divers pays. Les JJA 2021 tenteront une approche pluridisciplinaire du thème des « Biens Communs » depuis des perspectives propres aux différents contextes sociaux, géographiques et historiques d'Amérique latine.

Valorisation patrimoniale de la vallée de Sondondo (Pérou)

L'IFEA participe en 2020 et 2021 au projet de sauvegarde d'églises et d'œuvres d'art dans la vallée de Sondondo, dans le sud de la province d'Ayacucho au Pérou, épicerie de conflits internes dans les années 1980 et 1990. Impulsé par l'association Les amis du patrimoine et financé par

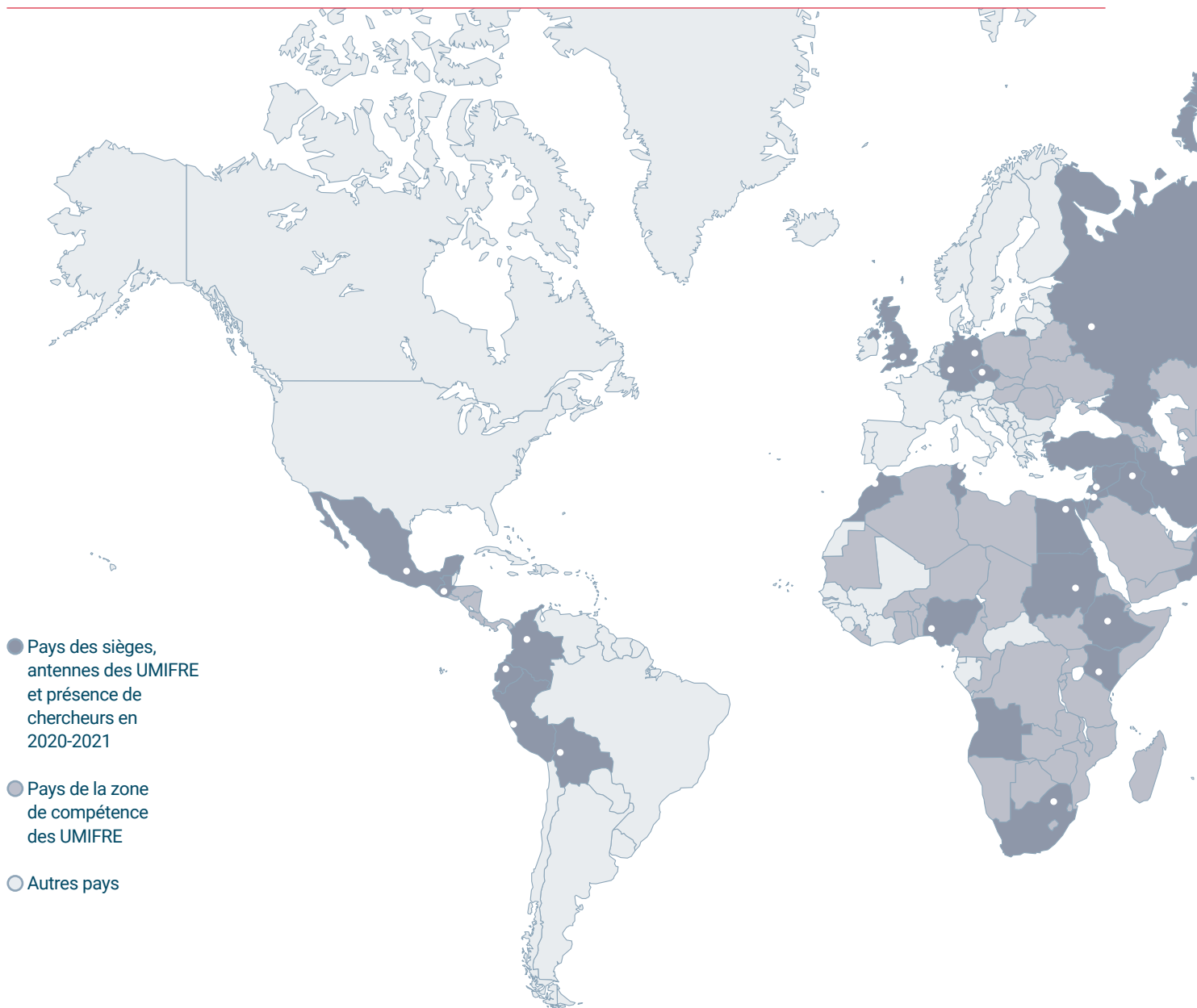
une dotation FSPI (Fonds de solidarité pour les projets innovants) et ALIPH (Agence internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit), le projet associe l'histoire, l'archéologie, la restauration d'œuvres d'art et l'histoire de l'art à une démarche de valorisation touristique durable de la vallée, mais aussi d'appropriation par ses habitants d'une mémoire historique de longue durée.

Programme TANDEM du CEFRES de Prague

Le programme TANDEM appartient à la plateforme du CEFRES de Prague. Visant l'excellence scientifique, le programme a pour objectif d'associer deux chercheurs, l'un du CNRS, l'autre de l'AV ČR (Académie tchèque des sciences), autour d'un projet commun de recherche en SHS afin de le déposer dans le cadre d'un appel à projets du Conseil européen de la recherche (ERC). L'équipe Tandem a la possibilité de recruter un chercheur post-doctoral cofinancé par le CEFRES et l'Université Charles. La prochaine équipe TANDEM sera sélectionnée en 2021 et débutera ses travaux en 2022.

Un réseau rayonnant aux quatre coins du monde

Pilotées par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le CNRS, les UMIFRE sont un réseau de 27 instituts de recherche spécialisés en sciences humaines et sociales. Ils constituent un outil unique au monde au service de la diplomatie scientifique de la France. La recherche de terrain, la formation, la diffusion scientifique et le débat d'idées sont au cœur de leur action.



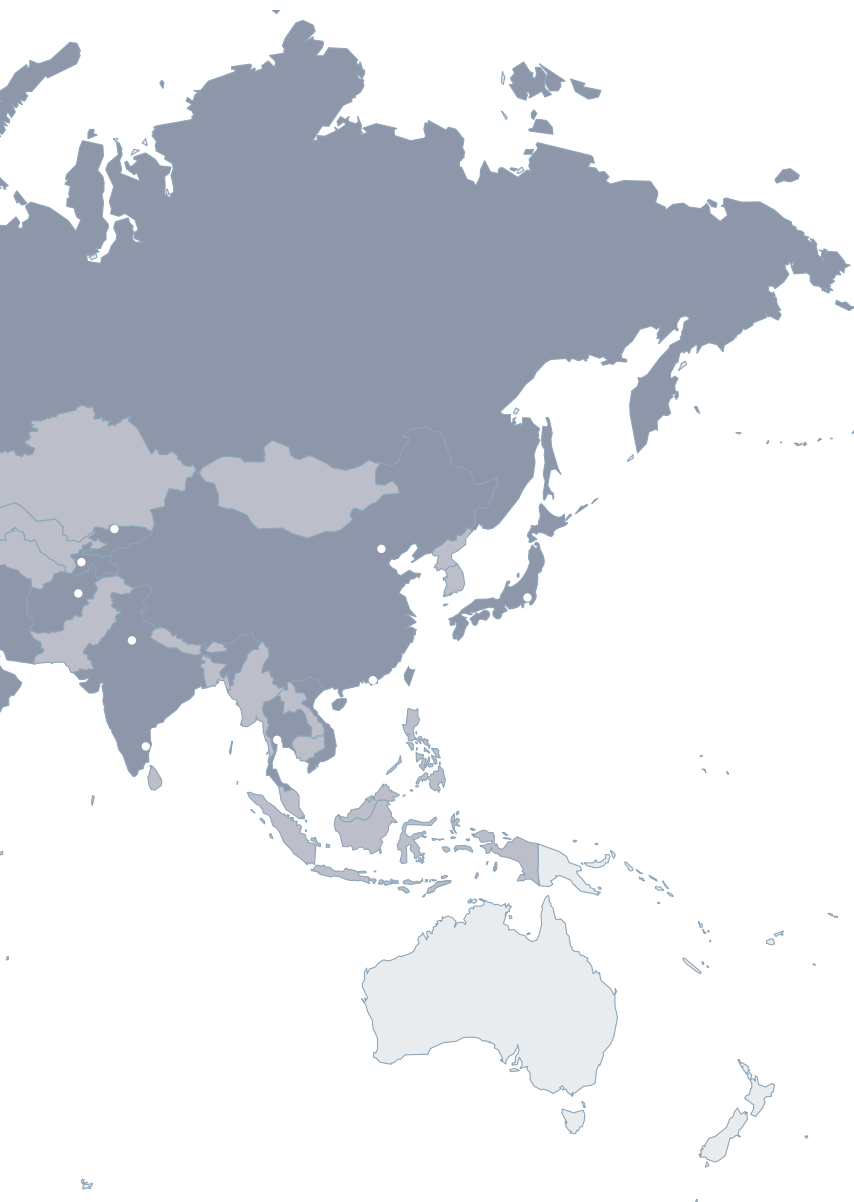
LÉGENDE DES ÉTUDES

- : contemporaines
- : archéologiques et passé
- : urbaines et environnementales
- : humanités numériques

Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA) ●
 AFGHANISTAN, Kaboul
Institut français d'Afrique du Sud – Recherche (IFAS) ● ● ●
 AFRIQUE DU SUD, Johannesburg
Centre Marc Bloch (CMB) ● ● ●
 ALLEMAGNE, Berlin
Institut franco-allemand de sciences historiques et sociales (IFRA-SHS) ● ● ●
 ALLEMAGNE, Francfort-sur-le-Main
Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) ● ● ●
 CHINE, Pékin, Hong Kong –
 TAIWAN, Taipei

Centre d'études et de documentations économiques, juridiques et sociales (CEDEJ) ● ● ●
 EGYPTTE, Le Caire – SOUDAN, Khartoum
Centre français des études éthiopiennes (CFEE) ● ● ●
 ETHIOPIE, Addis-Abeba
Centre de sciences humaines (CSH) ● ● ●
 INDE, New Delhi
Institut français de Pondichéry (IFP) ● ● ● ●
 INDE, Pondichéry
Institut français de recherche en Iran (IFRI) ● ● ●
 IRAN, Téhéran
Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ) ● ● ●
 ISRAËL, Jérusalem-Ouest
Maison franco-japonaise

(MFJ) ● ● ● ●
 JAPON, Tokyo
Institut français de recherche en Afrique (IFRA) ● ● ● ●
 NIGERIA, Ibadan – KENYA, Nairobi
Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC) ● ● ● ●
 KIRGHIZISTAN, Bichkek –
 TADJIKISTAN, Douchanbé
Centre français d'archéologie et de sciences sociales (CEFAS) ● ● ● ●
 KOWEIT, Kuwait City
Institut français du Proche-Orient (IFPO) ● ● ● ● ●
 LIBAN, Beyrouth – JORDANIE, Amman – IRAK, Erbil – TERRITOIRES PALESTINIENS, Jérusalem-Est
Centre Jacques Berque (CJB) ● ● ● ●
 MAROC, Rabat
Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA) ● ● ● ● ●
 MEXIQUE, Mexico – GUATEMALA, Ciudad de Guatemala
Institut français d'études andines (IFEA) ● ● ● ● ●
 PEROU, Lima – BOLIVIE, La Paz – COLOMBIE, Bogota – EQUATEUR, Quito
Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES) ● ● ● ● ●
 REPUBLIQUE TCHEQUE, Prague
Maison Française d'Oxford (MFO) ● ● ● ● ●
 ROYAUME-UNI, Oxford
Centre d'études franco-russe (CEFR) ● ● ● ● ●
 RUSSIE, Moscou
Section française de la direction des antiquités du Soudan (SFDAS) ● ● ● ● ●
 SOUDAN, Khartoum
Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC) ● ● ● ● ●
 THAÏLANDE, Bangkok
Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) ● ● ● ● ●
 TUNISIE, Tunis
Institut français d'études anatoliennes (IFEA) ● ● ● ● ●
 TURQUIE, Istanbul



UN RÉSEAU INCONTOURNABLE POUR MENER DES TRAVAUX DE TERRAIN À L'INTERNATIONAL

Les UMIFRE développent des programmes de recherche liés à l'histoire des civilisations et aux enjeux du monde contemporain. Interdisciplinaires, ils allient, entre autres, histoire, archéologie, économie, géographie, linguistique et sciences politiques pour répondre à des questions essentielles du passé et à des problématiques actuelles telles que le climat, les migrations, l'urbanisme et les transitions démocratiques. Pour faire face à la complexité du monde, ils s'opposent à la recherche en silo et promeuvent des axes d'études transversaux et les études aréales, ainsi que des méthodes d'investigation innovantes.

**Chercheurs et chercheuses, étudiants et étudiantes en master ou doctorat :
consultez les axes de recherche de chaque UMIFRE et rejoignez le réseau !**

www.umifre.fr

